

Université de Montréal

**Comment comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec? Analyse
des répercussions de l'antiféminisme**

par
Émilie Goulet

Département de science politique
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et sciences
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès sciences (M. Sc.)
en science politique

Avril 2011

© Émilie Goulet, 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Comment comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec? Analyse des répercussions de l'antiféminisme

présenté par :

Émilie Goulet

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Éléonore Lépinard
présidente-rapporteuse

Pascale Dufour
directrice de recherche

Laurence Bherer
membre du jury

RÉSUMÉ

Le mouvement des femmes québécois a connu des transformations importantes au cours des dernières décennies. Plusieurs causes ont été mises de l'avant pour expliquer ces changements, telles que la mondialisation, le néolibéralisme ou des causes internes. Dans les années 1980, nous observons une montée de l'antiféminisme au Québec et l'émergence de sa forme masculiniste. Ce phénomène a modifié le contexte dans lequel évolue le mouvement des femmes. L'objectif de ce mémoire est d'analyser les répercussions de l'antiféminisme sur les transformations du mouvement des femmes.

Afin d'analyser les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme, nous étudions les discours antiféministes dans les médias de 1985 à 2009. Plus précisément, nous analysons les thématiques masculinistes contenues dans *La Presse* et *Le Soleil* durant cette période. Par la suite, nous analysons diverses publications (rapports d'activités, *la Petite Presse* et *le Féminisme en bref*) de la Fédération des femmes du Québec dans le but de voir si le mouvement des femmes a modifié ses analyses, ses stratégies et ses actions en réaction à cette montée de l'antiféminisme. Finalement, à l'aide de la théorie de la mobilisation des ressources et de l'approche des contre-mouvements, nous étudions les interactions entre le mouvement des femmes et son contre-mouvement, soit l'antiféminisme. Nous arrivons à la conclusion qu'il existe véritablement des interactions entre ceux-ci et que la montée de l'antiféminisme a eu des répercussions sur le mouvement des femmes, qui ont modifié ses analyses, ses stratégies et ses actions.

Mots-clés : mouvement des femmes, féminisme, antiféminisme, masculinisme, médias, mouvements sociaux, contre-mouvements, Fédération des femmes du Québec, La Presse, Le Soleil, Québec.

ABSTRACT

The women's movement in Quebec has known significant transformations during the last decades. Several causes have been put forward to explain these changes, such as globalization, neoliberalism or internal causes. In the 1980s, there has been a backlash against the women's movement in the province of Quebec and a specific form of anti-feminism emerged, masculinism. This backlash has changed the context in which the women's movement has evolved. The objective of this thesis is to analyze the impact of anti-feminism on the transformations of the women's movement.

In order to analyze the interactions between the women's movement and anti-feminism, we study the anti-feminist discourse in the media from 1985 to 2009. First, we analyze the masculinist's thematics contained in the newspapers *La Presse* and *Le Soleil* during this period. Second, we analyze various publications (annual reports, *la Petite Presse* and *le Féminisme en bref*) of the Fédération des femmes du Québec in order to see if the women's movement has changed its analysis, strategies and actions in response to this backlash. Finally, using the theory of resource mobilization and the countermovements' approach, we study the interactions between the women's movement and masculinism. We come to the conclusion that there are interactions between the women's movement and the countermovement (anti-feminism). Furthermore, we see that the emergence of anti-feminism has changed the analysis, strategies and actions of the women's movement in response to this backlash.

Keywords : Women's movement, feminism, anti-feminism, masculinism, media, social movements, countermovements, Fédération des femmes du Québec, La Presse, Le Soleil, Quebec.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	ix
REMERCIEMENTS	x
INTRODUCTION.....	1
Les différentes formes de l’antiféminisme	2
1. Antiféminisme au Canada et aux États-Unis	4
2. Antiféminisme au Québec	4
Transformations du féminisme et Polytechnique	7
CHAPITRE 1 – Les transformations du mouvement des femmes	12
Revue de la littérature	12
1. Transformations internes	15
1.1. Troisième vague féministe	15
1.2. Féminisme de coalition	21
2. Mondialisation	22
2.1. Marche mondiale des femmes	23
2.2. Féminisme et altermondialisme	24
2.3. Effets de la transnationalisation	25
3. Montée des conservatismes et néolibéralisme	27
3.1. Montée des conservatismes	27
3.2. Ère néolibérale	27
3.3. Conséquences sur le mouvement des femmes	29
4. Médias	31
4.1. Couverture médiatique des femmes et du mouvement des femmes	32
4.2. Diffusion de l’antiféminisme par les médias	34
4.3. Conséquences des médias et des stéréotypes sur les femmes	36
4.4. Médias alternatifs et presses féministes	36
5. Synthèse	38
Cadre théorique	38
1. Contre-mouvements : définitions, émergence et interactions	39
1.1. Émergence d’un contre-mouvement	40
1.2. Interaction entre un mouvement social et un contre-mouvement	43
2. Enemy Boundary Creep, Boundary-Push Back	45
Méthodologie	46
1. Corpus	47
2. Analyse de contenu	50

CHAPITRE 2 - Le discours antiféministe dans la presse	52
Évolution du discours antiféministe.....	52
1. Orientation du contenu et répartition des thématiques masculinistes	54
2. Argumentaire masculiniste	59
2.1. Condition masculine	59
2.2. Suicide	61
2.3. Droits des pères	62
2.4. Réussite scolaire	63
2.5. Violence conjugale	66
2.6. Dérives du féminisme	68
Conclusion	69
CHAPITRE 3 - Réactions du mouvement des femmes au discours masculiniste	71
Réactions du mouvement des femmes dans les médias	71
Réactions de la Fédération des femmes du Québec aux discours antiféministes	73
Conclusion	80
CHAPITRE 4 - Interactions entre l’antiféminisme et le mouvement des femmes	82
Émergence de l’antiféminisme et de sa forme masculiniste au Québec	82
1. Critères favorisant l’émergence d’un contre-mouvement	82
2. Définition d’un contre-mouvement.....	88
Interactions entre le mouvement des femmes et l’antiféminisme.....	89
1. Influence sur les actions, stratégies et analyses	90
2. Enemy Boundary Creep, Boundary-Push Back.....	93
Transformations du mouvement des femmes	95
Conclusion	100
CONCLUSION	102
BIBLIOGRAPHIE.....	108
ANNEXE 1	116
ANNEXE 2	117

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I. Répartition des thématiques.....	54
---	----

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I. Évolution des articles contenant des thématiques masculinistes.....	51
Graphique II. Évolution des thématiques masculinistes dans La Presse.....	56
Graphique III. Évolution des thématiques masculinistes dans Le Soleil.....	57

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADQ	Action démocratique du Québec
CSF	Conseil du statut de la femme
CSN	Confédération des syndicats nationaux
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FSM	Forum social mondial
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
IREF	Institut de recherche et d'études féministes
MMF	Marche mondiale des femmes
SCF	Secrétariat à la condition féminine

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'a pas toujours été facile, mais j'ai eu la chance d'être entourée de personnes qui m'ont grandement aidée et encouragée durant tout ce processus.

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de recherche, Pascale Dufour, pour sa grande disponibilité, son écoute, son ouverture et sa capacité à simplifier les choses quand tout semble compliqué et insurmontable, ainsi que de m'avoir donné la chance de travailler pour elle, ce qui m'a apporté une expérience enrichissante et très formatrice.

J'aimerais aussi remercier mes parents, Mireille et Pierre, qui m'ont toujours encouragée dans ce projet et qui ont cru en moi. Je n'y serais pas parvenue sans votre aide. Un immense merci à mes amis dont les encouragements m'ont permis de persévérer durant ces années. Krystelle, merci pour le soutien, les corrections et les conseils, je suis chanceuse d'avoir une amie aussi dévouée et généreuse. Mathieu, pour ses talents en informatique qui m'ont fait sauver bien du temps et merci d'avoir été là pour m'écouter et m'encourager. Stéphanie qui même à l'autre bout du monde était là pour me soutenir. Un merci particulier à Julie, que j'ai connu durant la maîtrise et qui est devenue une excellente amie. Elle a été la personne qui comprenait le mieux mes angoisses, mes frustrations et mes découragements. Merci pour les relectures, les conseils, les encouragements et pour les différents projets qu'on a faits ensemble.

Merci à tous mes collègues du CPDS et du troisième étage. Un merci particulier à mes compagnons du C-3110. Renaud et Martin, merci pour votre aide, ce fut un réel plaisir de partager le bureau avec vous. Julie, Marie et Gabriel, merci pour les divertissements et les fous rires, mais surtout pour le soutien et les réponses à mes nombreuses questions existentielles.

Finalement, je remercie le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS) pour les deux bourses qui m'ont grandement aidée à réaliser ce projet.

COMMENT COMPRENDRE LES TRANSFORMATIONS DU MOUVEMENT DES FEMMES AU QUÉBEC?

ANALYSE DES RÉPERCUSSIONS DE L'ANTIFÉMINISME

Les transformations du mouvement des femmes¹ ont été expliquées par plusieurs causes, que ce soit des causes internes (dynamiques entre les groupes de femmes, changements de leaders politiques, etc.) ou bien des causes externes (mondialisation, néolibéralisme et montée des conservatismes, médias). L'objectif de ce mémoire est de comprendre ces transformations en analysant l'impact des discours antiféministes présents dans les médias sur le mouvement des femmes.

En effet, nous considérons qu'il est important d'étudier un mouvement social, dans le cas présent le mouvement des femmes, et le contre-mouvement qui y est associé, c'est-à-dire l'antiféminisme ou le masculinisme au Québec. Dans cette introduction, nous définissons dans un premier temps l'antiféminisme, pour ensuite étudier ses caractéristiques et ses différentes formes. Finalement, nous revenons sur la tuerie de Polytechnique, événement marquant dans l'histoire de l'antiféminisme et du féminisme au Québec, et qui se doit d'être pris en considération dans notre analyse.

Durant les années 1970, la société nord-américaine a connu des projets de transformation sociale importants, et les luttes féministes et leurs retombées étaient considérées comme étant des éléments positifs de ces changements. Toutefois, dès le début des années 1980, la situation a progressivement changé avec la montée d'un ressac (*backlash*) antiféministe en Amérique du Nord et en Occident. Dès lors, le féminisme n'a plus aussi bonne presse et il devient de plus en plus populaire de s'en distancier, notamment dans les médias et les sphères du pouvoir

¹ Comme le souligne Francine Descarries, au Québec, il est fréquent de parler de *mouvement des femmes* ou de *mouvement féministe* sans faire de distinction entre les deux. Selon elle, il faut tout de même distinguer ces deux termes. Le mouvement des femmes « désigne un vaste ensemble de discours et de pratiques, variables dans le temps et dans l'espace, dont la finalité est l'amélioration de la situation socio-économique et politique des femmes et la redéfinition de leur rôle dans la société sans que ne soient nécessairement remis en cause les mécanismes fondateurs de la division sociale des sexes » (Descarries 2005b, 145). Quant au terme *mouvement féministe*, il « renvoie à un ensemble plus restreint de discours et de pratiques qui donne priorité à la lutte des femmes et pose comme finalité l'abolition, du moins la transformation en profondeur, de l'ordre patriarcal et de son pouvoir régulateur. Le mouvement féministe est donc, selon ces définitions, une composante importante et dynamique du mouvement des femmes québécois, mais il n'en constitue pas la totalité » (Descarries 2005b, 145). Pour ces raisons, nous privilégions le terme *mouvement des femmes* dans ce mémoire.

(Lamoureux 2006; Faludi 1991; Descarries 2005a). Cependant, le fait qu'il y ait une montée de l'antiféminisme ne signifie pas qu'il s'agisse d'un phénomène nouveau. L'antiféminisme a toujours été présent pour faire une contre-offensive et freiner les progrès des femmes vers l'égalité, car il est possible d'observer que la courbe de ses manifestations suit celle de la progression des luttes féministes. Comme le souligne Francis Dupuis-Déri, « l'émergence de cette mouvance masculiniste n'a pas de quoi surprendre, puisque tout mouvement d'émancipation obtenant du succès entraîne la formation d'un mouvement réactionnaire à la rhétorique très typée » (Dupuis-Déri 2005, 159). Que ce soit aux États-Unis, au Canada ou au Québec, plusieurs auteurs considèrent qu'il existe une longue tradition antiféministe (Bard 1999; Descarries 2005a; Dumont 2008, 193; Faludi 1991; Lamoureux 2008).

Les différentes formes de l'antiféminisme

Il n'est pas facile de définir l'antiféminisme, car ce terme est souvent associé et confondu avec d'autres concepts tels que le sexisme, la misogynie et la gynophobie :

Identifier l'antiféminisme est une tâche complexe pour plusieurs raisons. Il est souvent mêlé à une misogynie traditionnelle et prospère sur le terreau du sexisme ordinaire. Il apparaît dans la vie politique, non seulement à droite, où il entre tout naturellement dans une vision conservatrice de la société, mais aussi à gauche, d'une manière plus paradoxale. Attendu chez les hommes, on le trouve aussi chez les femmes (...) (Bard 1999, 461).

Christine Bard le définit en disant qu'il « s'agit de l'opposition aux mouvements féministes, mais il relève plus généralement de l'hostilité à l'émancipation des femmes ». L'antiféminisme peut avoir plusieurs formes et il peut également utiliser différents procédés. Quant à Francine Descarries (2005a, 142-143), elle désigne par antiféminisme « ordinaire » :

les discours et les pratiques qui, sans nécessairement recourir à des interprétations fallacieuses, extrémistes ou moralisantes, s'opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme et font obstacle aux avancées des femmes dans les différents domaines de la vie sociale, ces avancées vers l'égalité étant perçues comme menaçantes pour un ordre social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine.

À cause de ces différentes formes, l'antiféminisme « ne peut pas être caractérisé ni comme une chose savamment orchestrée ou concertée, ni comme une conspiration généralisée ou légitimée dans les discours officiels » (Descarries 2005a, 143). Toutefois, elle ajoute que ce terme peut se confondre avec le sexisme et qu'il est pernicieux. Tout comme le sexisme, il se baserait sur une

idéologie naturaliste qui stipule que les hommes sont socialement supérieurs aux femmes et qu'ils peuvent ainsi avoir droit à des pouvoirs et des privilèges. L'efficacité de l'antiféminisme « ordinaire » et la difficulté à le déceler reposent sur l'absence de coordination, la diversité de ses messages et ses représentations dans divers éléments (pornographie, publicité sexiste, humour, etc.). Finalement, elle relève trois procédés qui sont utilisés dans cet antiféminisme « ordinaire » : la distorsion, les simplifications abusives et la victimisation (Descarries 2005a, 143-147). Susan Faludi désigne plutôt l'antiféminisme par le terme *backlash* (ressac antiféministe) et le décrit comme étant une attaque en règle contre le féminisme. Cette contre-offensive est une manœuvre réactionnaire qui a pour but de détruire les droits des femmes et d'annuler les progrès obtenus par le mouvement féministe. Elle n'a pas été déclenchée à cause d'une réelle égalité entre les femmes et les hommes, mais plutôt parce que les femmes avaient des chances considérables de l'atteindre (Faludi 1991, 20-25). Diane Lamoureux constate aussi que l'antiféminisme est maintenant plus accepté, car il « ne fait plus l'objet d'un opprobre, mais devient presque chic, renouant avec une valorisation de la culture humaniste pensée tout entière sous le mode de la virilité (Lamoureux 1994, 324).

Le postféminisme est aussi un phénomène qui tente de freiner les avancées du féminisme et de dégrader la situation des femmes. Celui-ci insiste plutôt sur le fait que le féminisme n'a plus sa raison d'être étant donné que l'égalité entre les sexes serait maintenant une réalité et que la poursuite de ce mouvement serait néfaste autant pour les hommes que pour les femmes (Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 9). L'antiféminisme et le postféminisme seraient deux mouvements qui se rejoignent, car ils se basent sur une logique de « guerre préventive » (Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 9-10; Faludi 1991, 20-25).

En Amérique du Nord, il serait aussi possible de faire une autre distinction entre deux types d'antiféminisme. Aux États-Unis et au Canada (hors Québec), un antiféminisme antiégalitaire s'est développé et il prend une forme « conservatrice ». Au Québec, l'antiféminisme prend plutôt la forme du masculinisme, qui peut être décrit comme un mouvement qui défend les hommes victimes et en désarroi. Il ne remet pas en cause les acquis du féminisme de manière évidente, mais conteste le pouvoir « excessif » des femmes et se présente aussi comme une force de rééquilibrage de la société (Lamoureux 2006; Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 22). Voyons

plus en détail comment ces deux types d'antiféminisme se distinguent et quelles sont leurs caractéristiques.

1. Antiféminisme au Canada et aux États-Unis

Aux États-Unis et au Canada (excluant le Québec), cet antiféminisme est associé à la mouvance conservatrice et à la montée des intégrismes religieux. Ainsi, il prend des formes religieuses et défend les valeurs familiales traditionnelles, et Diane Lamoureux (2006, 33) le qualifie de « virulent et radical ». Dans son livre *Backlash : La guerre froide contre les femmes*, Susan Faludi constate que les premiers signes de ce ressac féministe sont apparus à la fin des années 1970 dans l'aile la plus extrémiste de l'Église évangélique. Dans les années 1980, « l'intégrisme parvient à se frayer un chemin jusqu'à la Maison-Blanche. Quelques années plus tard, l'idée de faire obstacle aux droits des femmes étant devenue plus politiquement et socialement acceptable, il est ancré dans les médias et différents secteurs de la culture populaire » (Faludi 1991, 25-26). Même si l'antiféminisme prend des formes religieuses et que ses mécanismes sont similaires qu'aux États-Unis, Diane Lamoureux juge que la situation est moins catastrophique au Canada. Toutefois, même au Canada, « la droite religieuse a, là aussi, réussi à se transformer en force politique, d'abord à travers le Parti de l'alliance canadienne et désormais à travers le nouveau Parti conservateur » (Lamoureux 2006, 38-39). Dans les deux cas, le lobby pro-vie est très actif, notamment dans les écoles, et il exerce de fortes pressions sur les cliniques d'avortement. La différence se situe dans une mobilisation moins importante qu'aux États-Unis et dans le fait que les instruments « de la haine » sont moins virulents (Lamoureux 2006, 39).

2. Antiféminisme au Québec

Au Québec, nous pouvons aussi affirmer que les luttes féministes ont grandement transformé la société dans plusieurs domaines (éducation, travail, justice, maternité, etc.) et un sondage du Conseil du statut de la femme montre que la majorité de la population québécoise partage les valeurs féministes d'égalité entre les sexes et reconnaît ses acquis (Conseil du statut de la femme 2003). Selon ce même sondage, les antiféministes sont assez minoritaires au Québec : ils représenteraient à peine 10 % de la population québécoise (Descarries 1998, 238-239). Francine Descarries (2005b, 143) souligne l'importance du mouvement des femmes au Québec, car il « s'est progressivement imposé comme un acteur significatif de la scène québécoise, en raison

même du poids de sa présence sur le terrain, de la pertinence et de la diversité de ses luttes, de la portée de ses pratiques et de la pluralité de ses lieux de mobilisation ». Par contre, il est évident que l'antiféminisme est aussi présent au Québec, surtout depuis les années 1980, et que les médias contribuent grandement à la diffusion de ce discours. Cet antiféminisme se distingue de celui qui est présent aux États-Unis et au Canada, car il n'est pas associé à la droite religieuse et a plutôt une forme qui est qualifiée de masculiniste (Lamoureux 2006, 40; Blais et Dupuis-Déri 2008, 13). Selon Diane Lamoureux (2008a, 55), il s'agit d'une forme d'antiféminisme qui s'inscrirait dans la montée de la droite au Québec et cet antiféminisme « a trouvé une nouvelle respectabilité avec la montée de la droite depuis le milieu des années 1990, mais on peut faire remonter ses premières manifestations dans le Québec contemporain au début des années 1980 ». Le masculinisme aurait émergé dans les années 1980 en Occident dans un contexte « marqué par un ralentissement ou même un recul de plusieurs mouvements progressistes, (...) un durcissement du marché du travail qui fragilise les conditions matérielles de nombreux travailleurs et travailleuses et un retour en force du conservatisme » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 18). Ce contexte aurait eu pour conséquence d'attiser le mécontentement de plusieurs hommes et certains d'entre eux auraient désigné les féministes et les femmes en général comme étant responsables de cette situation (Blais et Dupuis-Déri 2008, 18). Selon Francis Dupuis-Déri, le masculinisme s'est constitué en véritable mouvement social dans les années 2000 (Dupuis-Déri 2008, 252) et il serait particulièrement actif et dynamique depuis ce moment (Blais et Dupuis-Déri 2008, 27).

Selon Diane Lamoureux (2008a, 71), le masculinisme va plus loin que l'antiféminisme ordinaire « en s'appuyant sur celui-ci pour radicaliser et faire des femmes – et singulièrement des féministes – les cibles et les boucs émissaires de son action politique ». Le masculinisme produit un discours alarmiste sur la situation des hommes. Selon celui-ci, le mouvement féministe aurait déstructuré les identités masculines et féminines, ce qui aurait eu des conséquences catastrophiques sur la société, particulièrement pour les hommes (Dupuis-Déri 2004, 70). Aussi, ce discours prétend que les féministes et les femmes dominent la société. Les hommes n'auraient plus de rôles importants à y jouer et ne disposeraient plus de modèles identitaires et moraux masculins. En plus d'être un discours réactionnaire, il s'agit aussi de pratiques qui nuisent à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et son fondement idéologique se base sur

un discours sur la différence naturelle entre les sexes (Blais et Dupuis-Déri 2008; 11-29). L'une de ses tactiques vise à récupérer le mode d'organisation et les analyses du mouvement féministe pour en renverser le sens. Par exemple, les masculinistes proposent que les hommes développent « leur capacité d'action et leur pouvoir, qu'ils auraient perdus au profit des femmes » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 15). Ils utilisent d'autres stratégies, que ce soit de minimiser la violence masculine contre les femmes ou de détourner les causes de certains phénomènes (suicide, divorce, réussite scolaire, etc.) en accusant les femmes et le féminisme. Finalement, une autre tactique discursive utilisée est d'insister sur les propos les plus « durs des féministes envers les hommes. Ils [les antiféministes] font l'impasse sur la diversité du féminisme et sur le caractère éminemment non violent de ce mouvement social » (Dupuis-Déri 2004, 71). Or, son objectif n'est pas un projet de justice et d'égalité comme le mouvement féministe, mais il s'agit plutôt de contrer l'émancipation des femmes et l'atteinte de l'égalité entre les sexes (Blais et Dupuis-Déri 2008, 16).

Ce qui rend aussi la situation différente au Québec serait le mouvement féministe lui-même. En effet, contrairement au Canada et aux États-Unis, le mouvement féministe est encore assez bien structuré et peut donc élaborer son agenda politique. Ainsi, il a une bonne capacité de mobilisation, il dispose d'ouvertures en politique et s'associe aux courants altermondialistes et pacifistes (Lamoureux 2006, 40). L'antiféminisme a toujours été présent au Québec, comme c'est aussi le cas ailleurs, mais Diane Lamoureux croit que l'existence d'un mouvement des femmes puissant et le fait que celui-ci a une bonne capacité de mobilisation pourrait expliquer la présence de l'antiféminisme (Lamoureux 2008a, 55). Au Canada et aux États-Unis, le mouvement féministe est « largement dispersé et relativement désorganisé sur le plan des associations, ce qui lui rend très difficile de prendre des initiatives, (...) [il] dispose de peu de portes d'entrée par rapport aux institutions politiques, même durant le mandat de Clinton, et s'avère relativement peu inséré dans les nouvelles mobilisations politiques et sociales de l'altermondialisation » (Lamoureux 2006, 32-33). Le contexte dans lequel l'antiféminisme a pu évoluer et se développer est donc assez différent au Québec par rapport au Canada et aux États-Unis.

Transformations du féminisme et Polytechnique

Plusieurs auteures ont observé des changements au sein du mouvement féministe au cours des dernières décennies, mais il n'y a pas de consensus sur les causes de ces transformations, ni sur la période durant laquelle ces transformations ont débuté. Certaines désignent le début des années 1990 comme étant le début d'une troisième vague du mouvement féministe. D'autres prennent en considération le caractère mondial du féminisme actuel et « parlent plutôt de 1985, qui mettait fin à la décennie des femmes décrétée par l'ONU et qui marquait la minorisation des féministes blanches occidentales dans les rassemblements internationaux, notamment à Nairobi » (Dumont 2005, 63). Louise Toupin est l'une de celles qui affirment que 1985 marque le début d'une nouvelle période du féminisme au Québec et au Canada pour plusieurs raisons. Tout d'abord, des changements de gouvernement aux paliers fédéral et provincial marqueraient l'entrée dans l'ère néolibérale. Le milieu des années 1980 est aussi caractérisé par une période « de bilan et de réalignements [des groupes de femmes], dans un climat social marqué par la remise en question du féminisme » (Toupin 2005, 77). Finalement, après 1985, l'ordre du jour du mouvement des femmes compterait de nouveaux éléments, comme la stratégie politique, les questions économiques, le partenariat et l'« investissement des lieux de pouvoir », entre autres » (Toupin 2005, 77). Par contre, l'historienne Micheline Dumont désigne plutôt un autre événement qui aurait marqué le début des changements. Elle choisit l'année 1989 et plus précisément la tuerie de Polytechnique qui aurait donné « la force des armes de poing à l'antiféminisme. D'autant plus que la période actuelle est justement marquée par une montée assez spectaculaire et violente de l'antiféminisme » (Dumont 2005, 63). Comme l'objectif de ce mémoire est de comprendre les transformations du mouvement féministe au Québec et plus précisément d'analyser l'impact des discours antiféministes présents dans les médias sur ces transformations, il est important de considérer le drame de l'École Polytechnique comme étant un événement important. En effet, comme nous allons le montrer, plusieurs auteures croient que la tuerie de Polytechnique est un élément crucial pour comprendre les différences entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord, que ce soit en ce qui concerne le mouvement féministe lui-même ou la forme particulière d'antiféminisme que nous y trouvons.

L'événement tragique de l'École Polytechnique a profondément marqué le Québec. Le 6 décembre 1989, Marc Lépine a commis un acte misogyne et antiféministe en tuant 14 femmes et

en laissant une lettre expliquant son suicide et sa haine des féministes. Selon plusieurs auteures, ce drame serait un élément marquant de la montée de cet antiféminisme et constituerait aussi un élément important dans la transformation du mouvement féministe et du contre-mouvement qui lui est associé (le masculinisme) (Bélanger 1997; Blais 2009; Blais et Dupuis-Déri 2008; Lamoureux 2006; Lamoureux 2008a). Même s'il existait des groupes d'hommes qui se mobilisaient avant cet événement, principalement des groupes de pères par rapport aux divorces et aux pensions alimentaires, le drame de l'École Polytechnique aurait marqué un changement important, car il « agira, au final, comme catalyseur de la mouvance masculiniste qui se constituera en véritable mouvement social dans les années 1990 » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 24).

Dans son analyse des discours mémoriels sur la tuerie du 6 décembre 1989, Mélissa Blais a constaté que des débats ont eu lieu dans les médias quant à la signification du geste du tueur et différentes interprétations se sont affrontées. « En bref, les féministes proposent une lecture politique de l'événement. D'autres actrices et acteurs sociaux (intellectuelles et intellectuels, journalistes, psychologues, etc.) préfèrent y voir le symptôme d'une maladie mentale ou la conséquence d'un accès trop facile aux armes à feu » (Blais 2009, 15). En effet, les féministes considèrent que cette tuerie est un événement historique et que c'est l'une des premières fois dans l'histoire qu'un tueur exprime explicitement ses motifs misogynes et antiféministes. Les discours féministes qui ont contribué à la mémoire collective du 6 décembre 1989 prenaient en considération le cadre social de l'antiféminisme et les inégalités touchant encore les femmes, notamment dans le milieu universitaire (Blais 2009, 33-34). Aussi, Mélissa Blais (2009, 36-37) note que « les féministes réfléchissent à la fois à la signification du lieu de l'attentat (l'école de génie) et à celle du lieu choisi pour l'expression sociale du deuil (l'église) qui s'inscrivent dans des cadres sociaux rappelant la hiérarchie masculine ». En plus des débats sur la signification du drame, les médias québécois en auraient aussi profité pour ouvrir un débat sur le féminisme. Selon Diane Lamoureux, à partir de ce moment, un discours tenu essentiellement par des femmes est apparu, mais aussi tenu par la suite par plusieurs hommes, qui disent être féministes, mais qui trouvent que le féminisme est allé trop loin. Ce discours postféministe reproche aux féministes de mettre uniquement l'accent sur les difficultés et les problèmes vécus par les femmes, sans

tenir compte des progrès accomplis dans les dernières décennies. Ce discours aurait comme origine la tuerie de Polytechnique et

plusieurs voix se sont fait entendre pour dénoncer la virulence des féministes et faire le procès des féministes qui avaient peut-être raison, dans les années 1970, de dénoncer les discriminations à l'encontre des femmes, mais qui avaient été trop loin, qui provoquaient désormais un désarroi chez les hommes, désarroi dont les crimes du 6 décembre étaient un indicateur (Lamoureux 2006, 41).

D'autres sont allés encore plus loin en dénonçant un « patriarcat québécois » qui ferait en sorte qu'il n'est pas possible de parler du malaise et du désarroi vécus par les hommes (Lamoureux 2006, 41). Dans les médias, les féministes ont été attaquées pour avoir dénoncé le sexisme du crime du 6 décembre 1989 et leurs analyses ont été dénigrées (Blais et Dupuis-Déri 2008, 64; Blais 2009, 160).

Ainsi, les discours féministes se sont heurtés à plusieurs obstacles. Peu d'espace est réservé aux analyses féministes dans les médias à grand tirage et « la présence d'un ensemble de discours réagissant directement ou indirectement au féminisme a eu pour conséquence de marginaliser, d'évacuer ou de récupérer les analyses féministes du drame » (Blais 2009, 47). Mélissa Blais souligne toutefois que l'antiféminisme présent dans les médias après la tuerie de Polytechnique n'est pas entièrement structuré, car le mouvement masculiniste serait alors dans sa phase d'émergence et commencerait à s'organiser (Blais 2009, 87). Bref, la tuerie de Polytechnique serait un moment marquant et la montée de l'antiféminisme qui a suivi aurait donc eu des conséquences sur le mouvement féministe. L'historienne Micheline Dumont analyse son effet en disant que « cet épisode a marqué le début d'un antiféminisme ouvert et tonitruant » (Dumont 2008, 198). En effet, cet événement aurait participé au processus d'émergence du masculinisme et les médias auraient largement véhiculé le discours de ce contre-mouvement qui insiste sur le désarroi et la souffrance des hommes, ainsi que sur la « victoire » et les excès du féminisme (Blais 2008; Blais 2009; Lamoureux 2006 et Lamoureux 2008). Comme le souligne Diane Lamoureux, « la montée de l'antiféminisme dans le discours public à partir des événements de Polytechnique a largement placé le mouvement dans une posture défensive » (Lamoureux 2008, 16). Nicole Bélanger ajoute que cet événement « concrétisa dans les faits une certaine perte de légitimité de la revendication féministe » (Bélanger 1997, 43).

L'objectif de cette recherche est d'analyser les transformations du mouvement des femmes au Québec depuis les années 1990. Plus précisément, le drame de l'École Polytechnique nous amène à nous poser la question suivante : comment l'antiféminisme a-t-il influencé et influence-t-il les transformations du mouvement des femmes? Pour y parvenir, nous analysons les discours antiféministes dans la presse écrite. Nous faisons une analyse de contenu des journaux *La Presse* et *Le Soleil* durant une période de 24 ans, soit de 1985 à 2009. Par la suite, nous étudions les réactions du mouvement des femmes au discours antiféministe.

Dans le premier chapitre, nous faisons l'état de la littérature sur les transformations du mouvement des femmes au Québec. Par la suite, nous présentons le cadre théorique et la méthodologie utilisée pour procéder à l'analyse des transformations du mouvement des femmes et des discours antiféministes dans la presse écrite.

Le deuxième chapitre est consacré à la présentation des données sur le discours masculiniste et à l'analyse quantitative et qualitative de celles-ci. En effet, nous examinons l'évolution du discours antiféministe dans les journaux étudiés durant la période qui s'étend de 1985 à 2009. Nous analysons aussi ces données selon les six thématiques retenues : l'identité et la condition masculine; la réussite scolaire des garçons; les droits des pères; le suicide des hommes; la violence conjugale; le féminisme qui est allé trop loin ou l'égalité déjà-là. Nous démontrons que l'augmentation du nombre d'articles antiféministes dans les médias s'est faite de façon graduelle et que c'est vraiment durant les années 2000 qu'il y a eu une augmentation marquée du discours masculiniste dans les médias. La deuxième partie de ce chapitre porte plus spécifiquement sur l'analyse de l'argumentaire masculiniste. Nous utilisons les articles ayant un contenu antiféministe afin de voir quels arguments sont utilisés dans ce discours et quels liens sont établis entre les différentes thématiques.

Dans le troisième chapitre, nous étudions les réactions du mouvement des femmes au discours masculiniste qui est notamment véhiculé par les médias. La première partie de ce chapitre se consacre à l'analyse des réponses féministes aux thématiques masculinistes dans les médias. Comme il est difficile pour le mouvement des femmes de diffuser ses idées dans les médias, il est nécessaire d'utiliser d'autres sources afin d'analyser ses réactions et ses stratégies par rapport

à la montée du discours antiféministe dans les médias. C'est pourquoi nous nous intéressons aux publications de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) dans la deuxième partie du chapitre 3. En analysant ces publications, nous démontrons que la FFQ a commencé à réagir à l'antiféminisme dans les années 2000 et que le nombre d'actions et de stratégies visant à le contrer a augmenté de façon importante durant cette période.

Afin de répondre à la question de cette recherche, nous analysons les interactions entre le mouvement des femmes et son contre-mouvement dans le chapitre 4. À l'aide de l'approche des contre-mouvements qui analyse l'interaction entre un mouvement social et son contre-mouvement (théorie de la mobilisation des ressources), nous montrons que la montée de l'antiféminisme et de sa forme masculiniste au Québec correspond en partie aux conditions favorisant l'émergence du contre-mouvement, c'est-à-dire le succès du mouvement social (mouvement des femmes), la menace des intérêts d'une partie de la population et les disponibilités des alliés pour appuyer la contre-mobilisation. D'ailleurs, Meyer et Staggenbord (1996, 1639-1642) affirment que les médias de masse contribuent souvent à l'émergence d'un contre-mouvement. Les données et les résultats des chapitres 2 et 3 nous permettent de vérifier cette théorie et de mieux comprendre les conditions d'émergence du contre-mouvement, ses stratégies et ses interactions avec le mouvement des femmes. La dernière partie de ce dernier chapitre revient sur la revue de littérature, dans laquelle nous relevons les différentes causes qui ont été soulevées afin d'expliquer les transformations du mouvement des femmes. Nous établissons des liens entre certaines de ces causes et la théorie sur les contre-mouvements.

C'est en conclusion que nous revenons sur l'objectif de ce mémoire, qui est de comprendre l'influence de l'antiféminisme sur les transformations du mouvement des femmes.

CHAPITRE 1 : LES TRANSFORMATIONS DU MOUVEMENT DES FEMMES

Dans notre introduction, nous avons surtout présenté le contexte actuel de l'antiféminisme en Amérique du Nord et nous avons montré que la tragédie de l'École Polytechnique occupe une place importante dans la littérature au Québec lorsqu'il est question d'antiféminisme et de masculinisme. L'objectif de ce premier chapitre est de présenter le cadre d'analyse de ce mémoire qui servira à étudier les transformations du féminisme au Québec. Nous commençons par une revue de littérature qui porte sur les différentes causes qui ont été invoquées pour expliquer les transformations du mouvement féministe et sur l'importance des médias. Ensuite, nous présentons le cadre théorique sur lequel se basera notre analyse et, finalement, nous expliquons notre méthodologie.

Revue de la littérature

Un grand nombre d'auteurs s'entendent pour dire que le mouvement des femmes a connu des transformations importantes au cours des dernières décennies (Descarries 1998a, 241; Descarries 2005b; Dufour 2008, 57; Dumont 2008, 175-180; Lamoureux 1992). Alors qu'il est question d'une crise du mouvement des femmes dans d'autres pays, particulièrement en France, la situation est différente au Québec (Dufour 2008, 57). Comme ailleurs dans le monde, les grands ralliements sont moins fréquents, les revendications du mouvement se font dans un contexte moins radical, les « pratiques s'actualisent dans des formes différentes, plus variées ou spécialisées, mais aussi mieux ciblées et plus concrètes, mieux ancrées dans la réalité quotidienne de toutes les femmes [...] » (Descarries 1998a, 241). Toutefois, il continue d'être « un acteur social important à travers les quelque 1 500 groupes ou organismes locaux, régionaux, et nationaux – communautaire, syndical, universitaire et gouvernemental —, féministes ou de femmes qui en constituent la charpente » (Descarries 2005b, 144). Comment expliquer que le mouvement féministe québécois ne connaît pas de crise majeure ni une perte de vitalité aussi importante qu'ailleurs?

Dans un premier temps, il est important de mentionner que le mouvement féministe au Québec se trouve à l'intersection de trois cultures féministes (canadienne, américaine et française) qui

ont influencé les pratiques et les recherches féministes québécoises (Descarries 2005b, 146). L'une des raisons qui expliquent la « bonne santé » du mouvement est le développement d'un champ d'études et de recherches féministes dans lequel

les problématiques et les thèmes ont été, non seulement tributaires des différentes influences théoriques et politiques qui ont marqué son paysage intellectuel, mais encore ont été concordants avec les grandes préoccupations qui ont animé les débats et l'action du mouvement des femmes dans ses différentes phases de développement (Descarries 1998, 243).

Un autre élément est l'organisation des réseaux de groupes communautaires au Québec et la relative coopération entre les groupes de femmes et l'État (Dufour 2008; Descarries 1998a). Comme l'explique Pascale Dufour (2008, 59), « [l]e Québec se caractérise par l'existence de réseaux de groupes communautaires, organisés au plan local, régional et national, reconnus par l'État et inscrits dans les modes de gouvernances de la société ». Ainsi, les groupes de femmes ont toujours eu un rôle majeur dans ce réseau et « il est ancré sur le plan local, actif et visible auprès des femmes grâce aux services offerts, comme les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, et très proche de sa base militante » (Dufour 2008, 59). Troisièmement, l'interrelation qui s'est développée entre le mouvement féministe et les grandes associations féminines explique aussi la vitalité qui existe toujours au sein du mouvement. Plus particulièrement, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) est un élément essentiel qui permet la structuration et l'articulation du mouvement féministe actuel : « l'existence de la FFQ, et la légitimité que cette organisation a su tirer de ses membres (les groupes de base) a eu pour effet de positionner le mouvement des femmes au cœur de l'échiquier politique et non à la marge de celui-ci » (Dufour 2008, 59-60). Ensuite, un autre facteur important est l'institutionnalisation du féminisme (le féminisme d'État québécois) qui explique en partie la résilience et la vitalité du mouvement des femmes québécois. Comme le souligne Francine Descarries (2005b, 148), « les Québécoises ont choisi, dès l'amorce de la Révolution tranquille, de voir dans l'État québécois un agent « facilitateur » de leurs propres visées d'affirmation ». Elle ajoute que l'État québécois a donc joué un rôle d'accompagnateur, de soutien et même de promoteur des projets des femmes (Descarries 2005b, 148). Cette relation entre le mouvement des femmes et l'État québécois depuis cette période est encore visible dans la configuration du mouvement (Descarries 2005b, 148). Dans une étude comparative sur les politiques de promotion du statut des femmes en France et au Québec, Anne Revillard (2008) montre aussi l'importance du lien entre le mouvement des femmes et l'État. Elle explique que « la promotion du statut des femmes prend

appui sur une structure duale et stable » (Revillard 2008, 689), c'est-à-dire le Conseil du statut de la femme et une ministre à la Condition féminine. Elle souligne aussi l'ajout à ces deux instances la Commission de l'équité salariale en 1996 (Revillard 2008, 689-690). Dans cette recherche, elle montre que dans le cas des politiques de promotion du statut des femmes au Québec, « l'institutionnalisation de la cause des femmes précède celle des intérêts familiaux », ce qui favorise le rapport de force du mouvement des femmes (Revillard 2008, 702). Finalement, le mouvement nationaliste est aussi un élément qui permet de comprendre la spécificité du mouvement féministe. Lorsque le mouvement féministe a émergé dans les années 1960, le contexte québécois était marqué par la question nationale. Ainsi, durant ces années, le féminisme québécois utilisait une analyse de la double oppression, soit en tant que femmes et à travers la situation nationale (Maillé 2007, 99-100). Ceci a encore une répercussion sur le féminisme contemporain :

Le féminisme québécois a donc développé une identité à part des autres féminismes occidentaux à travers cet ancrage, et produit des récits distincts dans leur entrecroisement de l'oppression de genre et l'oppression nationale. Les constructions identitaires qui ont été façonnées à cette époque par les féministes québécoises demeurent prégnantes dans nombre de représentations actuelles de ce mouvement » (Maillé 2007, 101).

Les groupes sociaux se sont positionnés par rapport à la souveraineté lors des deux référendums et, en 1995, la FFQ a même ouvertement appuyé la cause de la souveraineté, même si cela ne faisait pas l'unanimité parmi ses membres et les autres groupes de femmes (Dufour 2008, 60). Nous retrouvons donc un partage d'enjeux communs entre le mouvement souverainiste et féministe.

Ces éléments expliquent en partie les forces et les faiblesses du mouvement des femmes. Premièrement, ce contexte permet au mouvement des femmes de créer facilement des réseaux avec les autres groupes communautaires ainsi qu'une bonne mobilisation à la base des groupes de femmes. Il est important de noter que

les groupes de femmes existent comme actrice du politique et sont en lien avec les autres acteurs du politique. La légitimité du mouvement, à la fois aux yeux des citoyens et des citoyennes et aux yeux des acteurs collectifs, tient beaucoup à cette existence populaire, incarnée dans la société québécoise (Dufour 2008, 61).

Toutefois, des problèmes s'expliquent également par ces éléments, notamment la position hégémonique de la FFQ. Cela a pour conséquence d'occulter la diversité des groupes de femmes et « nuit à l'expression de radicalités distinctes » (Dufour 2008, 61). Il faut donc prendre en considération le contexte particulier et les caractéristiques du mouvement féministe québécois

pour être en mesure de comprendre comment il s'est transformé. Pour ces raisons, nous avons choisi d'utiliser majoritairement des ouvrages portant sur le Québec dans notre revue de littérature. Nous verrons que les transformations du mouvement des femmes ont été expliquées par les transformations à l'intérieur même du mouvement, mais aussi par la mondialisation, la montée du conservatisme et du néolibéralisme, les médias et l'antiféminisme.

1. Transformations internes

Lorsque nous analysons les transformations du mouvement des femmes, des causes extérieures au mouvement sont bien sûr évoquées. Toutefois, ce mouvement se transforme aussi par lui-même, notamment à cause de l'évolution des enjeux féministes. Les différentes étapes du mouvement ou des luttes féministes sont souvent décrites comme une série de vagues. La première vague fait référence à la période qui commence au XIX^e siècle et qui se termine durant la seconde moitié du XX^e siècle. À cette époque, ce féminisme avait comme objectif l'égalité entre les femmes et les hommes, car les femmes étaient exclues des sphères politiques, économiques et sociales. L'un des enjeux primordiaux était l'obtention du droit de vote des femmes. La deuxième vague débute dans le milieu des années 1960 et le début des années 1970. Ce féminisme se fonde sur le constat qu'il est impossible d'atteindre l'égalité dans une société qui reste patriarcale. Par conséquent, « ces féministes se concentrent sur les relations sociales au sens large, et sur les situations d'oppression spécifiques aux femmes et les institutions qui les maintiennent : la maternité, le mariage, la famille, l'hétérosexualité, etc. » (Nengeh Mensah 2005, 13-14). Le mouvement des femmes se transforme donc avec l'évolution des enjeux et les luttes gagnées, mais aussi à cause des critiques à son endroit. Nous verrons que les critiques à l'intérieur du mouvement ont apporté des transformations majeures, que certaines voient comme l'émergence d'une troisième vague féministe, alors que d'autres parlent plus d'un féminisme de coalition.

1.1. Troisième vague féministe

C'est aux États-Unis, au début des années 1990, que le concept de troisième vague féministe est introduit par Rebecca Walker, qui tente de décrire et d'expliquer l'évolution du féminisme depuis les années 1980 (Kruzynski 2004, 227). En effet, un tournant à partir de la seconde moitié des années 1980 permet de comprendre la montée d'une troisième vague féministe. Dès ce

moment, l'idée d'un déclin ou même de la fin du féminisme de la deuxième vague est véhiculée, voire créée, par les médias. Ensuite, certains avancent que le féminisme est désormais dans une phase d'institutionnalisation, car « sa dimension militante et engagée serait récupérée par les organismes publics et par l'État, et aussi par l'université, à l'intérieur de laquelle les *women studies* consolident leur position » (Oprea 2008, 7). Finalement, on constate des problèmes relatifs à l'unité même du mouvement féministe de la deuxième vague. Une critique de groupes marginalisés (Noires, lesbiennes, femmes du tiers monde ou de certaines régions du monde, migrantes et femmes autochtones) dans le mouvement féministe conteste l'idée d'universalité de la catégorie « femme ». Cette critique est aussi associée à une ouverture du féminisme aux théories postmodernes, poststructuralistes, postcolonialistes et *queer* (diversité sexuelle) (Oprea 2008, 7; Nengeh Mensah 2005). Finalement, le contexte de ressac antiféministe a aussi un impact sur la montée de cette troisième vague féministe, car les femmes « se mettent à prendre position contre le *backlash*. [...] En outre, les jeunes femmes éprouvent le besoin de s'approprier le féminisme, autrement dit de le (re)définir à leur manière » (Oprea 2008, 8). Comme le résume Maria Nengeh Mensah, la troisième vague féministe « est corrélative de certains malaises : face au recul du féminisme dans les valeurs sociétales, face au ressac antiféministe, en réaction aussi à un féminisme "postvictimaire" et multi-identitaire » (Nengeh Mensah 2005, 20).

Plus spécifiquement, le fondement d'une troisième vague féministe est associé à une déconstruction « de la catégorie "femme" comme référent unique et monolithique d'une supposée position féministe dominante, sous l'influence des théories de la postmodernité, tels le poststructuralisme, le postcolonialisme et le *queer*, qui font le procès des grands récits (...) » (Nengeh Mensah 2005, 14). Ainsi, le fondement idéologique prend appui sur la différence, la pluralité et l'individualisation, la fragmentation et l'hétérogénéité. La catégorie « femme » doit désormais prendre en considération d'autres éléments tels la classe, l'ethnie, l'orientation sexuelle, le contexte socioculturel, etc. (Oprea 2008, 9; Nengeh Mensah 2005). Selon Maria Nengeh Mensah, le point de départ de la théorie de la troisième vague féministe est lié aux critiques des femmes de couleur et des immigrantes aux États-Unis au début des années 1980. Celles-ci ont critiqué le féminisme radical en argumentant que la définition de l'oppression n'est pas la même « pour toutes les femmes en même temps, en tout lieu et en toute situation » (Nengeh Mensah 2005, 14). La notion d'hybridité est donc directement issue de ces critiques et

occupe une place centrale dans la troisième vague féministe. C'est pourquoi « la troisième vague a ainsi tendance à se présenter comme un mouvement métis, impur, au sein duquel sont de mise tant l'acceptation de la différence que les préoccupations d'ordre social et politique pour la situation des femmes, voire de l'humanité en général » (Oprea 2008, 13). Les théories postmodernes et *queer* ont grandement influencé la théorisation de la troisième vague, mais il ne faut pas les confondre. Comme l'affirme Maria Nengeh Mensah (2005, 15),

le postmodernisme est une influence importante pour la théorisation de la troisième vague, mais les deux ne sont pas à confondre. On devrait plutôt parler d'interpénétration ou d'influence, par exemple, au niveau de l'expression personnelle ou de la fragmentation de la catégorie « femme ». Même chose pour la théorie *queer* : la troisième vague du féminisme s'intéresse aux positions identitaires, à l'éclatement des genres et des sexualités, et aux stratégies *queer*, sans toutefois se fondre dans la mouvance *queer*: si le féminisme contemporain est en rupture avec la deuxième vague, il s'inscrit aussi en continuité avec celle-ci.

Une fois cette distinction faite, il est possible de voir le féminisme postmoderne comme étant un courant au sein de la troisième vague, « aux côtés du métaféminisme, du transféminisme, du féminisme altermondialiste, etc. » (Oprea 2008, 18). Le féminisme de la troisième vague comprend donc différents courants qui sont influencés par certaines théories (*queer*, postmodernisme, poststructuralisme, poststrustructuralisme, etc.). Denisa-Adriana Oprea (2008, 12) affirme que la politique du féminisme de la troisième vague n'offre pas un programme unitaire et universel, mais s'articule plutôt autour de la contextualisation. Elle ajoute que

Cela conduit à une dissémination du concept d'identité politique (*identity politics*), voire du concept d'identité en général. Comme elle a été conçue par la deuxième vague, l'identité politique instaure une relation entre l'expérience de genre, de classe ou de race d'une personne/d'un groupe et ses intérêts politiques. Les théoriciennes de la troisième vague utilisent rarement les catégories de l'identité politique afin de clamer des droits pour un groupe particulier. Dans leurs textes, il y a peu de consensus sur l'idée que ces catégories peuvent offrir une structure coalescente, qui réunisse les individus autour d'un projet politique collectif. Si les catégories de l'identité existent, elles sont toujours disséminées sur le plan individuel (...) (Oprea 2008, 12).

C'est autour de ces théories que s'organise le militantisme de la troisième vague féministe. Le premier réseau de jeunes féministes a été mis sur pied en 1992 et se nomme *The Third Wave*. Les buts de ce réseau « étaient d'organiser et de politiser les jeunes féministes d'origine culturelle et économique diverse, de consolider les liens avec les générations féministes précédentes et de se mobiliser sur des enjeux spécifiques » (Nengeh Mensah 2005, 15). Par la suite, d'autres groupes se sont créés pour dénoncer le sexisme et le racisme à travers différentes formes d'art, comme la musique et l'humour (Nengeh Mensah 2005, 15). Au Québec, depuis 1997, il y a une

multiplication de petits groupes de jeunes femmes qui se situent en marge du courant féministe dominant et du mouvement altermondialiste (Kruzynski 2004, 228-229). Toutefois, nous verrons que la question du conflit générationnel ne s'exprime pas de la même façon dans tous les pays et que ce ne sont pas les mêmes problématiques qui sont présentes dans le militantisme et les écrits de ces jeunes féministes.

Même s'il n'existe pas de consensus à propos des féministes qui composent la troisième vague, il s'agit « d'une cohorte de jeunes femmes nées entre 1960 et 1970, qui ont grandi dans un contexte très différent de celui de leurs mères, militantes de la deuxième vague » (Kruzynski 2004, 227). Comme nous l'avons vu précédemment, la déconstruction de la catégorie « femme » est centrale dans le féminisme de la troisième vague et représente la source d'un conflit qui oppose les féministes des deuxième et troisième vagues. « Si les premières considèrent que la dispersion et la fragmentation sont de nature à remettre en question les fondements mêmes du mouvement, les dernières voient dans la multiplicité la seule manière valable d'envisager la réalité des femmes » (Oprea 2008, 9).

Les féministes de la troisième vague abordent une multitude de sujets, mais Maria Nengeh Mensah (2005, 16) constate que « tous ces sujets sont investis d'un désir d'articuler la différence sexuelle et la différence entre femmes et féministes afin de produire une nouvelle compréhension du pouvoir des femmes et des filles, de la sexualité et du changement social. »

Aux États-Unis, l'analyse de la sexualité établit un tournant pour comprendre les caractéristiques de la troisième vague. En effet, nous observons un rejet des analyses et des débats sur la sexualité des années 1970 et 1980, notamment des analyses fondatrices d'Andrea Dworkin et de Catherine MacKinnon qui sont centrées « sur les dangers et risques que pose la sexualité pour les femmes, toujours objectifiées et appropriées par la "classe des hommes" » (Nengeh Mensah 2005, 16). Dans un premier courant, nous retrouvons une nécessité de rompre avec cette analyse considérée comme étant radicale et négative par des auteures telles Naomi Wolf, Katie Roiphe et Rene Denfeld. Elles proposent un nouveau féminisme, le *power feminism*, qui est axé sur le pouvoir acquis par les femmes. Il existe un deuxième courant dans lequel d'autres auteures comme Leslie Heywood, Jennifer Drake, Deborah Siegek, Carolyn Sorisio et Astrid Henry

proposent plutôt la voie de la continuité, « faire avec les contradictions inhérentes aux féminismes des générations précédentes et se redéfinir dans l'action » (Nengeh Mensah 2005, 17). Les féministes américaines de la troisième vague sont plus près des problématiques qui touchent la réappropriation de la féminité et d'une démarche militante individuelle qui s'inscrit dans une rupture avec les générations précédentes de féministes (Nengeh Mensah 2005, 17).

Contrairement aux États-Unis, les jeunes féministes québécoises s'inscrivent majoritairement sur un axe de continuité avec les féministes de la deuxième vague et au lieu de traduire l'expression *third wave* en français, il est question de « jeunes féministes », du « féminisme au XXI^e siècle » ou du « nouveau visage du féminisme » (Oprea 2008; Nengeh Mensah 2005, 19). Denisa-Adriana Oprea (2008, 11) croit donc que « de manière générale, le féminisme de la troisième vague prolonge, tant sur le plan idéologique que sur le plan politique, les acquis de la vague précédente. » Ainsi, au Québec, le féminisme de la troisième vague ne serait pas une question de génération, mais plutôt une question d'idéologie.

Au Québec, il est aussi question d'investir la culture populaire ou alternative : l'image des femmes dans les médias et la publicité est critiquée, tandis que l'art féministe permet à certaines femmes d'exprimer leurs revendications. Mais l'intervention activiste à l'intérieur des médias et de la publicité paraît moins présente dans la culture d'ici. Cependant, une forme de militantisme polyvalent se dessine, moins balisé par des structures hiérarchiques et rigides, que l'on pense aux modèles des syndicats ou à ceux des partis politiques traditionnels. [...] La recherche d'une forme d'authenticité et de liberté serait profondément ancrée dans cette politisation partagée entre plusieurs « causes ». On peut penser aussi qu'il y a là une stratégie pour dépasser l'échec des grandes révolutions (Nengeh Mensah 2005, 19).

Nous distinguons deux groupes dans ce féminisme. Premièrement, de jeunes féministes québécoises prennent en considération les acquis du passé, mais croient aussi qu'il faut réorienter les stratégies d'action pour être en mesure de mener une lutte radicalisée qui vise un triple système d'oppression (capitalisme, racisme et patriarcat). Deuxièmement, nous retrouvons les personnes qui refusent l'étiquette féministe, mais qui reconnaissent tout de même les situations inégalitaires entre les sexes (Nengeh Mensah 2005, 19). Même si les féministes de la troisième vague s'inscrivaient sur un axe de continuité avec le féminisme de la deuxième vague, la question générationnelle reste importante. Selon la position choisie, les jeunes féministes peuvent continuer dans la voie de la deuxième vague ou la rejeter. En effet, étant donné que les institutions sont majoritairement gérées par des *baby-boomers*, les jeunes féministes sentent un besoin de se positionner par rapport aux institutions. Ainsi, certaines jeunes féministes, comme le

Comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec, vont intégrer leurs revendications dans le cadre déjà existant de ces institutions. Or, d'autres (les Panthères roses en sont un exemple) préfèrent ne pas s'impliquer à l'intérieur de ces institutions, car elles ne se sentent pas écoutées et respectées (Nengeh Mensah 2005, 19).

En France, on peut faire un constat similaire. Les jeunes militantes éprouvent le besoin de créer des organisations spécifiques et de s'y regrouper. Liane Henneron (2005, 101) affirme que « ce choix ne doit pas pour autant être interprété comme un rejet du mouvement féministe des années 1970. Les raisons en sont plutôt de l'inadéquation entre les modes militants de ces jeunes et les actions proposées par les associations ». Les associations féministes issues de la deuxième vague féministe ne conviendraient pas aux jeunes féministes, car elles ont adopté des stratégies qui misent sur l'influence sur le pouvoir, « mettant en avant leur travail d'aide aux femmes en difficultés et leur capacité d'expertise en ce qui concerne les inégalités de genre » (Henneron 2005, 105). La création de nouvelles organisations permet de mettre en place des modes d'organisation et des répertoires d'actions qui conviennent à ces jeunes féministes (introduction de la mixité, mise en place d'actions radicales, etc.) (Henneron 2005, 105). De plus, les questions humanistes occupent une place importante dans le féminisme de la troisième vague (environnement, altermondialisme, immigration, etc.). Maria Nengeh Mensah (2005, 19) croit donc que « cette conscience mondiale, et dans une certaine mesure, la volonté d'inclure les hommes dans le mouvement des femmes, tient au fait qu'aujourd'hui tout est interconnecté ». Outre le mode d'organisation qui différencie les générations de féministes, les rapports de pouvoir entre celles-ci « se cristallisent dans les débats autour de la transmission, dans les instances unitaires qui regroupent les différentes associations féministes » (Henneron 2006, 106). Ces différentes tendances ne se situent pas nécessairement à des extrémités totalement isolées et opposées : « il y a plutôt enchevêtrement des discours et des pratiques, tantôt plus "typiquement" issus de l'analyse radicale traditionnelle, tantôt posant de nouvelles balises aux enjeux féministes, et constituant souvent un amalgame des deux » (Nengeh Mensah 2005, 20).

Malgré plusieurs articles et ouvrages consacrés au féminisme de la troisième vague, il n'existe pas de consensus, notamment au Québec. Selon Micheline Dumont (2005, 60), les réflexions sur le concept de troisième vague féministe sont présentes dans les milieux universitaires et dans les

médias, mais elles ne semblent pas préoccupées beaucoup de femmes et de militantes. Si certaines reconnaissent que des changements se sont produits au sein du mouvement féministe, elles croient que l'expression de « vague » pose problème (Blais, Fortin-Pellerin, Lampron et Pagé 2007; Dumont 2005). D'autres réfutent l'idée même d'une troisième vague féministe (Blais, Fortin-Pellerin, Lampron et Pagé, 2007; Descarries 2005b; Dumont 2005, Toupin 2005). Tout d'abord, le concept de vague pose un problème, car il « réduit, dévalorise et évacue la complexité ainsi que la diversité des idées qui parcourent l'histoire et l'actualité du mouvement féministe » (Blais, Fortin-Pellerin, Lampron et Pagé 2007, 141). Micheline Dumont croit pour sa part que penser le féminisme selon une échelle chronologique est problématique, car cela implique que l'« avant » explique l'« après ». En fait, « la vérité historique se retrouve dans le désordre des faits et des tendances » (Dumont 2005, 62-63).

1.2. Féminisme de coalition

Des auteures comme Francine Descarries (2005 b) et Louise Toupin (2005) ne parlent pas de troisième vague féministe, mais plutôt d'une nouvelle conjoncture qui a pris en considération les critiques formulées par des groupes de femmes issues de différents milieux et qui ont rejeté le féminisme majoritaire, dont les théories et les pratiques étaient majoritairement pensées par des femmes blanches, occidentales, hétérosexuelles et de classe moyenne ou supérieure. Francine Descarries (2005 b, 152) croit que ces critiques ont eu des effets sur le mouvement féministe, car elles « ont été et demeurent des éléments de division et d'opposition, elles ont aussi contribué à l'enrichissement, voire à la transformation des modèles et des stratégies initialement proposés. » De manière plus spécifique, elle reconnaît que le mouvement féministe québécois

s'est efforcé d'adopter une posture analytique et stratégique susceptible de l'éloigner de la fiction homogénéisante et réductrice d'un amalgame « femmes », tout en réaffirmant l'importance de l'intégration d'une vision féministe pour donner voix à un mouvement de solidarité concerté autour de certaines revendications et stratégies fondamentales. L'ambition d'un unanimité féministe, caractéristique des premières années, a dû, cela va sans dire, être abandonnée au profit de la promotion d'une adhésion solidaire, plutôt que consensuelle, à un projet féministe dont le rythme et les expressions sont plus diversifiés et multiformes (Descarries 2005b, 151).

Au lieu de parler d'une troisième vague féministe, Francine Descarries propose plutôt l'idée d'un féminisme qui prend la forme d'une coalition aux multiples voix, qui regroupe des femmes différentes qui sont divisées politiquement et économiquement et qui inclut les autres discriminations vécues par ces femmes. Ainsi, les valeurs de pluralisme, de démocratie et de

solidarité sont centrales dans les pratiques et les théories féministes québécoises contemporaines (Descarries 2005b, 152). Pour sa part, Micheline Dumont (2005, 63-64) s'oppose aussi à l'idée d'une troisième vague féministe et croit plutôt que

la scène féministe semble présentement en ébullition non pas parce qu'un nouveau mouvement féministe est en train d'apparaître, mais parce que les questions qui ont surgi et qui sont désormais à l'avant-plan semblent nouvelles (...) On peut donc proposer que le féminisme actuel s'approfondit et, ce faisant, il se heurte de plus en plus au noyau dur du patriarcat.

Les divisions ont toujours été présentes au sein de ce mouvement et elle croit aussi que le féminisme est porteur d'idées « radicalement nouvelles, voire d'utopies régénératrices » (Dumont 2005, 61, 64). Bref, nous remarquons que ces auteures ne sont pas d'accord avec l'idée d'une troisième vague féministe, même si elles admettent que des transformations importantes ont affecté le mouvement féministe.

2. Mondialisation

La mondialisation est un autre facteur évoqué pour expliquer les transformations du mouvement féministe, plus particulièrement l'émergence d'un mouvement des femmes transnationalisé, que ce soit au Québec ou ailleurs. Loin d'être un phénomène nouveau, l'internationalisation du mouvement des femmes est présente depuis le tout début (de Sève et Maillé 2004, 110). Depuis 1975, les Nations unies ont organisé plusieurs conférences mondiales sur les femmes et celles-ci ont eu un impact majeur dans la transnationalisation du mouvement féministe :

Les conférences mondiales multiples, en particulier les quatre conférences sur les femmes organisées sous l'égide des Nations unies entre 1975 à 1995, à Mexico, Copenhague, Nairobi et Beijing, se sont avérées de véritables points d'ancrage dans l'émergence d'une action féministe transnationalisée (de Sève et Maillé 2004, 108).

Ces conférences ont permis de donner une crédibilité aux revendications féministes et au développement de réseaux féministes ailleurs que dans les « pays capitalistes avancés » (Trat, Lamoureux, Pfefferkorn 2006, 11).

À mesure que la question de la mondialisation devient plus importante dans la dernière décennie, d'autres événements ont eu lieu et plusieurs groupes de femmes du Québec y ont participé. Micheline de Sève et Chantal Maillé (2005, 127) en ont distingué quelques-uns qui sont particulièrement importants : le Sommet de la terre sur le développement durable à Johannesburg en 2002; le Sommet des peuples à Québec en 2001; le Forum social de Porto Alegre en 2001 et ceux qui ont suivi; la Conférence internationale des Nations unies sur la population et le

développement en 1994 au Caire; la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio en 1992; les Rencontres internationales sur la Santé des femmes qui ont lieu aux trois ans depuis 1975. Ces événements « ont accéléré le processus de réflexion sur les enjeux de la mondialisation pour les femmes » (de Sève et Maillé 2005, 127).

2.1. Marche mondiale des femmes

Toutefois, au Québec, c'est véritablement la Marche mondiale des femmes (MMF) en 2000, une initiative de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) qui a pris en charge son organisation, qui a été le déclencheur du processus d'internationalisation des analyses et stratégies féministes, car elle « inscrit la mondialisation de la résistance au néolibéralisme et à la montée de la droite au cœur des stratégies d'affirmation des femmes et du féminisme dans la lutte contre le patriarcat, le racisme et le capitalisme » (de Sève et Maillé 2005, 108, 117). Cet événement s'inscrit dans la mouvance des mouvements qui s'opposent à la mondialisation, et les organisatrices affirment que ce sont les femmes qui sont les principales victimes des nouvelles politiques économiques issues de la mondialisation. En plus de dénoncer la mondialisation proposée par le néolibéralisme, le mouvement des femmes propose aussi une vision alternative qui ne se concentre pas seulement sur la circulation des biens, mais qui est favorable aux humains (de Sève et Maillé 2004, 120).

Ainsi, la FFQ a pu « transmuier un événement local, la marche Du pain et des roses de 1995, pour mobiliser à l'échelle mondiale des dizaines de milliers de femmes de la base lors de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 » (de Sève et Maillé 2004, 132). Cette initiative a été très bien accueillie dans le monde entier, plus de 6 000 groupes de femmes provenant de 161 pays y ayant participé. En tout, 114 coordinations nationales et 50 marches nationales ont été organisées. Cinq ans plus tard, un autre projet international en lien avec la MMF, l'adoption de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, a eu lieu et une marche à relais débutant au Brésil s'est rendue jusqu'au Burkina Faso (Dumont 2008, 215-217). Dans ce cas, un programme global est proposé et il présente des objectifs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix. Des millions de femmes se sont mobilisées et par la suite, un secrétariat permanent a été mis sur pied. Micheline Dumont explique le succès de ces deux projets internationaux en affirmant que

le fait que le Québec ne soit pas une nation colonisatrice et n'ait provoqué aucune guerre joue vraisemblablement un rôle. En outre, le fait que le discours se centre sur la pauvreté et la violence rejoint facilement les femmes des pays en voie de développement (...) (Dumont 2008, 217).

Comme la MMF s'inscrit dans la mouvance des mouvements qui s'opposent à la mondialisation, il est nécessaire de s'intéresser à sa participation aux forums sociaux et dans la mouvance altermondialiste. En effet, dès le commencement,

la Marche se construit dans une volonté d'ouverture à des thématiques qui touchent surtout les femmes les plus démunies des sociétés. L'analyse croisée de la Marche va progressivement amener les militantes à traiter de questions non spécifiquement femmes, comme les questions économiques, liées à la mondialisation, à l'économie capitaliste et financière (Giraud et Dufour 2010, 211).

La participation aux forums sociaux est donc un moyen de créer des liens avec différents partenaires et « [d']amener ceux-ci à considérer le point de vue féministe dans leurs analyses (Giraud et Dufour 2010, 211).

2.2. Féminisme et altermondialisme

Le courant altermondialiste tente de faire de la politique autrement et, officiellement, « le féminisme est partie prenante des enjeux qu'il défend et la plate-forme du FSM [Forum social mondial] en fait un thème transversal qui doit être pris en considération dans tous les domaines » (Lamoureux 2004, 178). En effet, Diane Lamoureux (2004, 181) précise que « la MMF est partie prenante du FSM depuis le début et qu'elle participe également au Réseau des mouvements sociaux qui en a émergé et qu'elle a été présente depuis la première édition du FSM à Porto Alegre ». Habituellement, un forum des femmes en tant qu'événement semi-autonome est tenu la veille du début officiel du FSM et constitue une période de non-mixité à l'intérieur d'une structure mixte. Cela permet aux femmes de participer aux autres événements, mais en ayant aussi l'occasion de se rencontrer et de s'outiller pour le forum officiel. Toutefois, cette pratique a aussi des inconvénients majeurs pour le mouvement des femmes :

Comme il y a un forum des femmes, les thématiques féministes ont moins tendance à être prises en charge dans le forum général et, par conséquent, la problématique féministe reste relativement peu intégrée à l'analyse critique de la mondialisation (néo) libérale, si ce n'est pour souligner l'importance de l'exploitation des femmes (Lamoureux 2004, 179).

Les femmes ne sont donc pas principalement considérées comme des actrices pouvant intervenir dans le processus de mondialisation, mais comme étant des victimes de cette mondialisation

(Lamoureux 2004, 179-180). Cela permet de constater que même si les luttes ne sont pas formellement hiérarchisées dans la mouvance altermondialiste, la lutte anticapitaliste est souvent perçue comme étant la lutte prioritaire. Les autres dimensions ne sont donc pas considérées comme étant des luttes primordiales, mais plus comme des conséquences néfastes du capitalisme (Lamoureux 2004, 181-182). En fait, la place réservée aux revendications des femmes est problématique dans les réseaux mixtes, « car les rapports de pouvoir sont ancrés dans un androcentrisme peu conscient, qui conduit à des pratiques limitant les possibilités d'expression des féministes » (Giraud et Dufour 2010, 211-212). Il est difficile pour les militantes de se faire entendre ou bien que les autres acteurs prennent en considération les analyses féministes (Giraud et Dufour 2008, 212; Dufour 2010, 98). Donc, malgré une alliance avec divers mouvements sociaux mixtes dans la mouvance altermondialiste, la MMF continue d'être critique par rapport aux forums sociaux (Giraud et Dufour 2010, 212-213).

La MMF, comme processus de construction de solidarités transnationales, est traversée, depuis ses débuts en 1998, par une tension. D'une part, comme mouvement des femmes, elle doit préserver sa spécificité dans ses alliances avec des groupes mixtes, en maintenant un rapport de force qui lui est favorable; d'autre part, comme mouvement travaillant à la diffusion des problématiques et analyses féministes, elle doit veiller à profiter au maximum des rencontres et actions mixtes, afin d'occuper ces espaces et contribuer à les modeler à son image. Bien sûr, empiriquement, ces dynamiques varient en fonction des lieux et des échelles d'action considérées, mais, dans tous les cas, cette tension nécessite un arbitrage permanent pour les militantes de la Marche (Giraud et Dufour 2010, 214).

Comment la mondialisation et la participation du mouvement des femmes dans la mouvance altermondialiste et les forums sociaux ont-elles agi sur la transformation du mouvement?

2.3. Effets de la transnationalisation

Les effets de la transnationalisation sur le mouvement des femmes sont contrastés. Diane Lamoureux (2004, 184) réussit à bien résumer comment la mondialisation a transformé le mouvement des femmes :

D'une certaine façon, il est cependant possible de soutenir que la participation à cette mouvance altermondialiste de même que l'internationalisation de l'action féministe, notamment à travers l'expérience de la MMF, ont profondément transformé le féminisme. D'une part, il y a eu l'émergence de « solidarités nouvelles » fondée sur la diversité des femmes et non sur une identité partagée (Barbot 2000). D'autre part, on a pu assister à une certaine radicalisation du féminisme transnational qui a quitté partiellement le giron des conférences onusiennes pour se rapprocher des nouveaux mouvements contestataires et ainsi s'assurer d'une certaine relève, principalement chez les jeunes femmes (Dütting 2003).

Dans un premier temps, la transnationalisation a permis un meilleur réseautage entre les femmes de différentes provenances et, par conséquent, cela « multiplie les occasions d'alliance, crée des liens entre le local et le global, augmente les capacités de résistance concertée à l'échelle du globe » (Druelle 2004, 147).

Le mouvement des femmes du Québec semble avoir renouvelé son discours et son répertoire d'actions en investissant la scène mondiale et en se hissant au rang d'acteur majeur dans le processus de construction d'une solution de rechange au néolibéralisme (Dufour 2008, 67).

De plus, la réussite de la MMF au niveau mondial a permis au mouvement des femmes du Québec de démontrer sa capacité à organiser des mobilisations d'une telle envergure, ce qui « a fourni beaucoup de légitimité politique aux Québécoises » (Dufour 2008, 66). Par contre, même si « la transnationalisation élargit le champ d'action des groupes, elle est loin de se traduire par un élargissement de leur influence réelle » (de Sève et Maillé 2004, 147). La portée réelle des actions devient plus réduite et virtuelle, surtout à cause des ressources qui sont nécessaires. De plus, coordonner des événements internationaux nécessite des moyens financiers et humains notables et il est plus difficile de s'attaquer à un appareil de pouvoir plus important que ceux retrouvés sur le plan local et national (de Sève et Maillé 2004, 147). À la suite de la MMF, « [p]lusieurs groupes de femmes ne se reconnaissent plus dans les projets portés par la FFQ » (Dufour 2008, 66). C'est d'ailleurs peut-être l'une des raisons qui expliquent la crise organisationnelle de la FFQ de 2000 à 2002, soit après l'organisation de la Marche mondiale des femmes (Dufour 2008, 67). Aussi, malgré les succès de la MMF, la situation est différente au niveau national, « le mouvement ne semble plus aussi unifié ni doté d'autant de pouvoir pour influencer le processus politique au Québec (Dufour 2008, 67). Finalement, malgré la plus grande présence du mouvement au niveau international et une modification de ses discours et de ses répertoires d'actions, certaines auteures (Maillé 2002; Osmani 2002) croient qu'un problème majeur persiste, car il existe toujours des tensions entre les groupes de femmes majoritaires et minoritaires au Québec.

La mondialisation et la transnationalisation ont donc apporté des changements au mouvement des femmes tant sur le plan national que mondial. Toutefois, les études sur le sujet montrent que les résultats sont variés, car certains éléments, comme un meilleur réseautage, sont positifs, alors que les résultats sont moins convaincants au niveau national.

3. Montée des conservatismes et néolibéralisme

Nous avons noté à quelques reprises que plusieurs auteures associent la montée de l'antiféminisme, et plus spécifiquement de la forme masculiniste au Québec, à une montée de la droite. Même si le concept de droite au Québec reste flou et que le phénomène d'une montée de la droite n'est pas démontré par des preuves empiriques, nous observons une montée du conservatisme ainsi que des politiques et des idées néolibérales. En effet, la fin des années 1980 et le début des années 1990 ont été marqués par des gouvernements avec un agenda néolibéral et des programmes contenant une réduction des déficits, une réduction de la taille de l'État ainsi que des coupures dans les programmes sociaux, etc. (McKeen 2001b, 19). Ces politiques ont eu des répercussions sur le mouvement des femmes et ont donc participé à sa transformation.

3.1. Montée des conservatismes

Certaines auteures (Descarries 2005a, 141; Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 18-20) ont constaté que la montée des conservatismes religieux et politiques a des conséquences importantes, car elle menace des droits acquis et certaines pratiques comme l'avortement, la contraception, le divorce, etc. La montée des conservatismes religieux maintient également les rapports de forces inégalitaires dans la société : « elle a pour effet de vouloir maintenir les femmes dans une position de sujétion et à l'intérieur d'une stricte délimitation des rôles féminins et masculins » (Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 18). Toutefois, nous avons vu dans l'introduction de ce mémoire que la montée du conservatisme religieux est surtout présente aux États-Unis et au Canada (hors Québec). Au Québec, nous observons donc plutôt un conservatisme politique, notamment à cause de politiques néolibérales.

3.2. Ère néolibérale

Louise Toupin (2005, 76) croit que 1985 marque le début d'une nouvelle période pour le féminisme, notamment à cause de l'entrée dans l'ère néolibérale :

Mentionnons d'abord les changements de gouvernement aux deux paliers, fédéral et provincial : conservateur à Ottawa, libéral à Québec. On entre en force, à partir de là, dans l'ère néolibérale. L'action de l'État doit se mesurer désormais à l'aune de la rentabilité économique et financière, le domaine social et communautaire y compris. Pour les groupes de femmes et les groupes communautaires, cela entraînera donc une modification de leur financement. La bataille pour la reconnaissance d'un financement autonome stable s'engage donc durant cette période, mobilisant d'énormes énergies

Le mouvement des femmes doit donc faire des bilans et trouver de nouvelles stratégies à partir des années 1980. Dans ce contexte, de nouvelles questions apparaissent à l'ordre du jour du mouvement des femmes (stratégie politique, questions économiques, partenariat et « investissement des lieux de pouvoir », etc.). À partir de 1989, des structures décisionnelles sont créées et divers partenaires régionaux qui représentent la société civile, dont des coalitions issues du mouvement des femmes, y siègent. Les différentes coalitions et les différences idéologiques sont donc noyées dans ce contexte et « les luttes se définissent désormais en termes concrets et leur ordre du jour paraît souvent, du moins de l'extérieur, défini par l'ordre du jour gouvernemental » (Toupin 2005, 77).

À partir des années 1980, et de façon plus marquée dans les années 1990, le gouvernement canadien a commencé une restructuration de son économie selon une logique néolibérale. Le thème d'universalité a laissé sa place à la logique néolibérale, qui met plutôt l'accent sur la responsabilité individuelle, les initiatives et le ciblage des pauvres (McKeen 2001a, 186). Des changements majeurs ont donc affecté les institutions, les services parapublics et le milieu communautaire :

A series of major changes have already been initiated. Institutions, including cabinet, have been restructured and reduced in size. Parapublic bodies that once provided external advice or represented the concerns of vitally important categories of citizens have been eliminated. Government's relationship with the third sector has been rethought and interest group funding reduced substantially. While all of these measures could be understood in the context of fiscal restraint as independent attempts at cost-cutting, such an explanation would be too simple (Jenson et Phillips 1996, 112).

Outre une restructuration de l'économie, on observe des restructurations entre l'État et le marché, le national et l'international, entre diverses parties de l'appareil étatique ainsi qu'une restructuration de la citoyenneté (Jenson et Phillips 1996, 112). Ces transformations ont eu des répercussions sur les groupes de la société civile, car plusieurs institutions ont été réorganisées. La crédibilité des groupes de défenses des droits a été attaquée et leur capacité de représenter les citoyens a aussi diminué. Finalement, les modes de services offerts à la population sont dorénavant considérés comme relevant d'un partenariat avec l'État (Jenson et Phillips 1996, 120-121). Jane Jenson et Susan D. Phillips (1996, 121) ont constaté que ces restructurations ont eu un impact important sur les femmes : « Women were one category of citizens that attained significant recognition in the postwar regime, and one whose state institutions of representation have been extensively altered in the 1990s ».

L'une des manifestations de la restructuration du régime de citoyenneté est le transfert de représentation de la citoyenneté par les politiques sociales des femmes sur la question des enfants (Jenson et Dobrowolsky 2004; McKeen 2001a; McKeen 2001b). Jane Jenson et Alexandra Dobrowolsky (2004) affirment qu'il y a eu un déplacement des demandes faites à l'État par les groupes de femmes vers un renforcement de celles faites au nom des enfants, particulièrement les enfants pauvres. Depuis les années 1960 et 1970, des transformations majeures se sont produites :

Whereas notions of social rights in citizenship regimes in the 1960s and the 1970s accommodated an equality discourse that provided some space for women and women's movements to make claims for services and supports, transit through the era of neoliberalism both effectively sidelined talk of social rights and spending and made equality claims for adults difficult to sustain. Then, when governments began to consider the possibility to « investing » again, after years of cutbacks and downsizing, the spending and program redesign envisaged frequently focused on children, leaving in the shadows the women who provided their care (as well as care for others) and rendering invisible class, gender, and other structures of inequality among adults. (Jenson et Dobrowolsky 2004, 155).

Ces transformations ont donc réduit, et même éliminé, l'espace pour la voix des femmes au profit de celle des enfants, en particulier des moins nantis. Ainsi, la citoyenneté des femmes a perdu sa place dans l'agenda politique (Jenson et Dobrowolsky 2004, 154; McKeen 2001a, 188).

3.3. Conséquences sur le mouvement des femmes

Ces restructurations et les politiques néolibérales sur le plan fédéral ont grandement affecté le mouvement féministe. En effet, les féministes n'ont plus vraiment la possibilité d'être incluses dans les débats qui structurent les nouveaux développements politiques et les politiques sociales (McKeen 2001a, 186; McKeen 2001b, 22). Cela est particulièrement le cas pour le problème de la pauvreté et sa restructuration: « In effect, it contributed to writing women out the poverty problem and undermining feminist credibility in this set of debates » (McKeen 2001b, 24). En plus de la perte de soutien de l'État, les groupes de femmes ont aussi dû faire face à une couverture médiatique presque inexistante. L'image véhiculée a changé, car le mouvement des femmes serait allé trop loin lors de l'Accord de Charlottetown : « [h]aving lost the support of the media and of the state, the NAC and other organizations entered into a period of invisibility, surrounded by hostility whenever they did get any attention » (Jenson et Dobrowolsky 2004, 165-166). Bref, nous pouvons dire que ces changements de politiques ont pour effet d'intensifier les inégalités de genre et sont associés à un discours qui nie le genre (McKeen 2001a, 187). Les

féministes et leurs alliés ont perdu de la crédibilité auprès du gouvernement et doivent dorénavant faire face à des processus de politiques sociales qui sont orientés vers des problèmes économiques globaux. Ils ont aussi été catégorisés comme étant des « groupes d'intérêts spéciaux » et sont constamment victimes de compressions budgétaires (McKeen 2001a, 188). « The neo-liberal réinterprétation of social citizenship worked to exclude special intrests groups such as the women's movement from the political community at large » (McKeen 2001b, 28).

Même si ces textes analysent surtout la situation à l'échelle fédérale, les groupes féministes ont aussi des problèmes avec les gouvernements provinciaux. Diane Lamoureux (2010, 25) constate que le néolibéralisme a modifié les relations entre le mouvement des femmes et l'État, que ce soit dans les pays du Nord ou de l'Ouest :

Si l'État providence a contribué à remodeler les rapports sociaux de sexe, il a aussi influé sur les rapports des féministes avec l'État. Alors que les féministes radicales avaient espéré une « radicalisation » des réformistes, on a plutôt assisté à une « libéralisation » des radicales. Ce n'est que lorsque l'État a définitivement fermé la porte à une bonne partie des revendications féministes que l'on a pu voir se redéployer un féminisme de combat et de justice sociale qui voit l'État comme un ennemi et non plus comme un allié dans la lutte en faveur de l'amélioration de la situation sociale des femmes.

Ce changement au sein de la relation entre l'État et le mouvement des femmes est aussi perceptible au Québec. Comme le souligne Pascale Dufour (2008, 67),

le mouvement des femmes n'a connu aucune avancée politique majeure depuis 2000. Pire même, il est confronté depuis 2003 à un gouvernement hostile à ses revendications et hostile à l'idée même de la représentation collective des femmes.

Malgré le fait que les gouvernements, que ce soit au fédéral ou au provincial, se vantent de défendre l'égalité entre les hommes et les femmes, quelques exemples assombrissent la réalité :

Le gouvernement fédéral a usé de tous les recours juridiques possibles pour ne pas reconnaître l'équité salariale pour les fonctionnaires fédérales, tandis que le gouvernement du Québec tarde à mettre en œuvre une politique de lutte à la pauvreté qui ne prenne pas la forme d'une lutte aux pauvres, ou encore une intervention d'ensemble par rapport à la violence conjugale, sans parler de sa grande « tolérance » face à la réalité d'un marché du travail sexué et partiellement racialisé (Lamoureux 2010, 27).

Diane Lamoureux observe que les politiques néolibérales renforcent les inégalités entre les hommes et les femmes, mais aussi celles entre les femmes, à cause d'inégalités de classes et d'inégalités raciales, nationales et ethnoculturelles (Lamoureux 2010, 26). De plus, ces politiques ont modifié les relations du mouvement des femmes avec l'État et ses stratégies (féminisme de combat). Diane Lamoureux (2010, 31) observe une disqualification du féminisme. Lorsqu'on ignore les rapports sociaux, les injustices sociales sont masquées au profit de différences

individuelles. « Dans de telles circonstances, le féminisme perd sa raison d'être, puisqu'il n'y a plus de rapports sociaux à combattre, simplement des différences individuelles à corriger » (Lamoureux 2010, 31). De plus, la perte d'autonomie par rapport à l'État et la réduction des liens avec ce dernier a des conséquences directes sur le mouvement des femmes, car celui-ci, « et plus particulièrement la FFQ, est de moins en moins une force de revendication et plus un regroupement d'expertes des dossiers sur les femmes » (Dufour 2008, 61-62).

La montée du conservatisme et du néolibéralisme a donc des conséquences sur les femmes de même que sur le mouvement des femmes. Le mouvement doit faire face à des gouvernements hostiles à ses revendications qui considèrent aussi qu'il faut s'attaquer aux problèmes individuels, et non aux rapports sociaux inégalitaires. Le mouvement des femmes est donc exclu des débats qui structurent le développement des politiques, notamment des politiques sociales. Les groupes de femmes doivent aussi composer avec une réduction de leur financement de la part des gouvernements.

4. Médias

Nous avons vu que plusieurs facteurs ont été mis de l'avant afin d'expliquer les transformations du mouvement des femmes. Les médias sont un autre facteur qui influencent fortement le mouvement des femmes et qui jouent un rôle crucial dans la diffusion du discours antiféministe. Ainsi, il est essentiel de tenir compte de cette variable lorsque nous étudions un mouvement social et, par conséquent, un contre-mouvement social. En effet, selon Deborah L. Rhode (1995, 685), « [f]or any social movement, the media play a crucial role in shaping public consciousness and public policy. Journalists' standard framing devices of selection, exclusion, emphasis, and tone can profoundly affect cultural perceptions ». Plusieurs auteures s'entendent pour dire que l'information véhiculée par les médias n'est pas neutre, car elle transmet des idées, des valeurs, des objectifs, etc. (Baker Beck 1998; Beauchamp 1987; El Yamani 1998; Rhode 1995). Colette Beauchamp (1987, 168) explique bien l'influence que peuvent avoir les médias :

La presse n'offre jamais de reflet neutre, elle est un reflet agissant qui contribue à modeler notre pensée et nos actes, nos interactions avec les autres. Selon ce qu'elle rapporte ou ne rapporte pas, comment elle le fait, selon qu'elle est plurielle ou monolithique, elle provoque le choc des idées ou soutient une pensée uniforme et indique le chemin à l'opinion publique. Selon qu'elle fait preuve de vigueur ou d'indépendance

ou qu'elle s'allie avec les puissants de plein gré ou par inertie, par fascination ou par crainte, elle pousse la population dans un sens ou dans un autre. La presse détient un pouvoir qui va au-delà de l'influence qu'elle exerce sur chacun-e de nous. Les médias construisent l'actualité et façonnent les événements. Devient actualité ce qu'ils portent à l'attention du public. Une réalité dont la presse ne parle pas, à toutes fins utiles, n'existe pas. Par contre, sa diffusion entraîne des événements qui autrement n'auraient pas lieu. Une population fait des choix sociaux et prend des décisions collectives à partir des informations dont elle dispose.

D'autres vont même plus loin en affirmant que les médias agissent aussi en tant que force réactionnaire et freinent les progrès de l'égalité entre les hommes et les femmes (Descarries 2005a, 141; El Yamani 1998, 225; Lamoureux 2006).

Malgré une amélioration depuis les années 1960 et 1970, les hommes contrôlent encore majoritairement les médias de masse. En effet, ce sont en très grande partie des hommes qui les possèdent, les dirigent et qui y contribuent. Ainsi, « [l']information transmise par les médias au public est donc l'information des hommes, y compris leur information sur les femmes, leur point de vue sur elles comme sur toute chose » (Beauchamp 1987, 105). Il est vrai que les femmes s'impliquent davantage dans les médias et des changements culturels et sociaux significatifs importants sont notables par rapport à l'égalité entre les femmes et les hommes. Toutefois, les femmes continuent d'être sous-représentées dans les postes de pouvoir et de prestige, et elles sont surreprésentées dans les postes au bas de l'échelle (Rhode 1995, 687). L'augmentation de la présence des femmes n'a pas été assez puissante pour que la situation change suffisamment (Baker Beck 1998, 142). Nous verrons donc que malgré ces progrès, des problèmes importants persistent, que ce soit dans la couverture médiatique des femmes et du mouvement féministe ou par rapport à la diffusion de l'antiféminisme.

4.1. Couverture médiatique des femmes et du mouvement des femmes

Selon Debra Baker Beck (1998, 140), un concept aussi simple que « femme » est rempli de codes culturels et est interprété dans les médias. Elle ajoute qu'il n'y aurait pas de « féminin » objectif, mais seulement un concept créé et perpétué en partie par les médias. La réflexion de Colette Beauchamp (1987, 147) va aussi dans ce sens :

Parce qu'ils se sont imposés par la force comme groupe dominant, les hommes exercent depuis des générations un monopole sur la définition du monde et la création du savoir et du langage. Ils ont tout défini, la féminité y comprise. Et là, ils ont fait un deuxième tour de passe-passe : ils ont attribué aux femmes la subjectivité.

L'accent mis sur l'opposition et la dichotomie constitue un obstacle important dans l'image des femmes et des féministes qui est projetée dans les médias. En effet, l'opposition homme/femme qui y est véhiculée nuit à une juste représentation dans les médias. Les médias continuent de répandre l'idée que la femme est le contraire de l'homme. Cela a un effet encore plus important sur les féministes :

The mass media play on these dichotomies as they perpetuate Western codes. When the world is viewed as a series of dualisms, those who do not fit in the « good » qualifications (generally, male / white / middle classe / Christian) automatically are cast as « bad ». There are no shades of gray in this black-and-white world. For feminists, being cast as outsiders, trouble-makers, even evil women, is inevitable since they challenge the very basis of a patriarchal society. (Baker Beck 1998, 140).

Il n'est pas surprenant qu'avec cette inattention aux femmes et aux enjeux féminins dans les médias, un traitement similaire est réservé au mouvement féministe (Fridkin Kahn et Goldenberg 1991, 691) Un très grand nombre d'auteurs constatent que la représentation du mouvement des femmes dans les médias est généralement inexistante ou négative (Baker Beck 1998, 142; Beauchamp 1987, 168, 201; Blais 2009; El Yamani 1998; Fridkin Kahn et Goldenberg 1991; Rhode 1995). Colette Beauchamp (1987, 201) dresse un portrait assez négatif de la couverture médiatique des mobilisations féministes, car elle

a été constamment réduite, marginalisée et déformée par les médias ou simplement absente, et les nouvelles importantes, perdues dans la publicité, mal traitées, biaisées, sans contenu ou coiffées de titres ridicules; la pensée féministe, réduite elle aussi, bloquée et discréditée.

Dès 1987, nous pouvons voir la place qui est laissée aux femmes et aux groupes de femmes :

Un événement organisé par un groupe de femmes ou une nouvelle traitant de la condition féminine a une chance sur vingt-cinq d'être mentionné pendant les périodes de grande écoute à la télévision. Au journal télévisé, 88 % des spécialistes, 83 % des témoins et 70 % des gens de la rue interviewés sont des hommes. À la radio, aux bulletins de nouvelles comme aux autres émissions d'information, c'est du pareil au même. (Beauchamp 1987, 182).

Myriame El Yamani (1998, 225) résume bien cette réalité en disant que « [c]e n'est donc pas seulement ce que disent les médias, ou leur façon de le dire, qui favorise une perception stéréotypée, limitée et faussée des femmes, c'est aussi ce qu'ils ne disent pas. »

De nombreuses étiquettes dégradantes et stéréotypes sont reliés aux féministes dans les médias. Elles sont aussi souvent représentées comme étant déviantes sexuellement, détestant les hommes et tentant de détruire les valeurs familiales. « In the media, the opposite of “family” often is

“feminist” (another dualism – feminists can’t be “family women”))» (Baker Beck 1998, 143). D’autres termes comme « amazones », « frustrées », « radicales », « lesbiennes » (ou « dykes ») sont aussi utilisés (Baker Beck 1998, 143; Molotch 1977, 79). Les stéréotypes ont un impact sur la façon dont le mouvement des femmes est présenté dans les médias :

The women’s liberation movement was presented in the press as the ‘antics of a handful of disgruntled, unattractive bra-burners.’ Women’s libbers were described as ‘hostile, aggressive man-haters’ who were not serious about politics. Like other protest activities and social movements seeking media attention, what became newsworthy about the women’s movement tended to focus on style rather than substance and on features that tend to discourage an expanded membership (Fridkin Khan et Goldenberg 1991, 106).

Enfin, en plus de ces stéréotypes, les médias présentent la diversité des points de vue au sein du mouvement féministe et les désaccords entre les féministes comme étant des rivalités et des « trivial catfights » (Baker Beck 1998, 145).

4.2. Diffusion de l’antiféminisme par les médias

Les médias jouent un rôle fondamental dans la diffusion de l’antiféminisme (Blais et Dupuis-Déri 2008, 28; Descarries 2005a, 141-142; Lamoureux 2006, 38-39). Nous avons vu que la couverture médiatique du mouvement des femmes et des féministes est inexistante ou négative. Colette Beauchamp (1987, 209) résume cette couverture en disant que « ce que les femmes ont, disent et pensent, la presse en parle peu et, quand elle le fait, elle en parle mal et souvent avec ridicule mais elle se régale d’antiféminisme ». Pour sa part, Mélissa Blais (2009, 48) explique comment les féministes ont été décrites dans les médias :

Le mouvement féministe a généralement été dépeint par les médias de masse (dans les années 1960 et 1970) comme un rassemblement de femmes irrationnelles, enragées et sexuellement frustrées, ou encore comme un club de lesbiennes détestant les hommes. Leurs mobilisations étaient dès lors considérées comme des phénomènes anecdotiques ou relevant de la déviance psychologique.

Malgré une amélioration de la représentation du mouvement féministe dans les médias dans les années 1970, Colette Beauchamp (1987, 201-209) croit que les médias ont recommencé à être défavorables aux féministes durant les années 1980, période marquée par la montée de l’antiféminisme. Encore au début des années 1980, les médias attaquaient directement le féminisme, mais les choses ont changé, car « [d]epuis, les médias délaissent les attaques directes contre le féminisme pour l’engloutir sous leur propagande des vieux stéréotypes d’antan » (Beauchamp 1987, 209).

Selon Francine Descarries, les médias de masse contribuent depuis plusieurs années à la diffusion de l'antiféminisme « ordinaire » et plusieurs journalistes se demandent si le féminisme est allé trop loin :

Une telle interrogation, et plusieurs autres du même ordre, largement relayée par les médias, nous force à constater que l'antiféminisme « ordinaire » n'est pas seulement pratiqué par les hommes. Étant donnée la force des mécanismes de socialisation aux genres et aux rôles féminins et masculins, il est d'ailleurs compréhensible qu'il en soit ainsi (Descarries 2005a, 141).

Pour sa part, Susan Faludi croit que le ressac antiféministe (*backlash*) est maintenant ancré dans les médias (Faludi 1993, 26). En analysant la mémoire collective sur Polytechnique, Mélissa Blais (2009, 85) a aussi constaté que les discours antiféministes sont présents dans les médias : « [e]n résumé, les médias étudiés comptent une proportion importante d'hommes – et dans une moindre mesure de femmes – qui y diffusent leurs réquisitoires antiféministes, autant dans les éditoriaux que dans les articles, les chroniques et le courrier des lecteurs ».

Il est essentiel de tenir compte des médias lorsque nous étudions la relation entre le mouvement des femmes et le masculinisme. En effet, « les médias se font d'ailleurs régulièrement le relais de l'idéologie et du discours des masculinistes » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 28). Le masculinisme contemporain aurait émergé dans les années 1980, mais il est surtout actif, visible et organisé depuis les années 2000 (Blais 2009, 99; Blais et Dupuis-Déri 2008, 27). Les groupes de pères divorcés ont joué un rôle important dans la structuration du mouvement masculiniste et c'est dans ceux-ci que nous retrouvons généralement les militants les plus engagés (Blais et Dupuis-Déri 2008, 24). À partir des années 1990,

Le mouvement masculiniste, qui se développe de plus en plus de manière organique, s'enracine à la fois dans les réseaux de ressourcement psychologique pour hommes (à première vue, moins politiques), dans des groupes ouvertement militants (en particulier, des pères séparés) et dans les cercles d'études de la masculinité où circulent des spécialistes, psychologues et sexologues, qui s'inquiètent de la crise de la masculinité provoquée par les avancées du féminisme (Blais et Dupuis-Déri 2008, 24-25).

Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (2008, 28) notent que même si le mouvement n'a pas la capacité de mobiliser des milliers de personnes pour manifester dans la rue, il est néanmoins capable d'organiser des actions, dont certaines sont très médiatisées. Les groupes masculinistes font aussi du lobbying, participent à des commissions parlementaires, sont très actifs sur Internet, publient des livres ou des textes dans les journaux, etc. Nous pouvons constater que le masculinisme est composé de groupes diversifiés, de « spécialistes » et qu'il utilise plusieurs

types d'actions. Francine Descarries (2005a, 148) parle de « grogne d'arrière-garde » au Québec plutôt que d'un ressac antiféministe, mais elle reconnaît qu'il y a tout de même « certains ténors et « sopranos » assez puissants pour que leurs voix soient entendues et diffusées ». Nous considérons que le mouvement masculiniste est assez faiblement organisé et qu'il ne compte pas un grand nombre de groupes et de militants. C'est pourquoi les médias deviennent un outil particulièrement utile et essentiel pour ce mouvement, car il permet la diffusion du discours masculiniste, ce qui contribue grandement à son influence sur le débat public.

4.3. Conséquences des médias et des stéréotypes sur les femmes

Des études ont démontré que les femmes sont majoritairement favorables aux valeurs et aux concepts féministes (Aronson 2003; Baker Beck 1998; Conseil du statut de la femme 2004; Everitt 1998). Toutefois, les représentations du féminisme et les stéréotypes véhiculés par les médias ont un impact majeur sur l'identification des femmes au féminisme (Aronson 2003; Baker Beck 1998; Roy, Weibust et Miller 2007). Dans une étude sur l'impact des médias dans l'acceptation ou le rejet du mouvement féministe et de ses objectifs, Debra Baker Beck (1998, 143) constate qu'il y a un rejet du féminisme par les femmes, et même un rejet de masse par les jeunes filles. Ce rejet est surtout en réponse aux images négatives véhiculées dans les médias, car les jeunes femmes sont profondément influencées par les stéréotypes que l'on retrouve généralement dans les médias de masse. Une autre étude dresse un constat similaire: « women have pro-feminist attitudes and beliefs, yet will not label themselves as feminists » (Roy, Weibust et Miller 2007, 153). Cette même étude affirme que les femmes qui sont exposées à des images positives sur le féminisme ont plus tendance à se dire féministes (Roy, Weibust et Miller 2007, 155).

4.4. Médias alternatifs et presses féministes

Afin de contrer les pratiques des médias de masse et diffuser ses idées, le mouvement des femmes a créé plusieurs médias alternatifs. Au Québec, à partir des années 1970, le mouvement des femmes s'est donné des outils pour lutter contre cette couverture médiatique, lorsqu'il y en a une, avec la création des médias alternatifs féministes en France, au Canada et au Québec (Beauchamp 1987, 201; El Yamani 1998).

Plus que l'accroissement des discours sur les femmes, il me semble qu'un des phénomènes significatifs de ces vingt dernières années reste la prise de parole par les femmes elles-mêmes, tant sur le plan littéraire que journalistique. Les femmes, aussi bien en France qu'au Québec, ont vu la nécessité de s'approprier une écriture et une parole, que certaines nommeront « différentes et/ou spécifiques », et surtout elles ont éprouvé le besoin de participer au processus d'information de leur société, non plus en tant qu'objets de l'information médiatique mais en tant que sujets. Une multitude de publications féministes ont vu le jour depuis *Le torchon brûle* (octobre 1970-été 1973) et *Québécoises Deboutte!* (novembre 1971 - mars 1974), respectivement le premier journal du M.L.F. (Mouvement de libération des femmes) en France et du F.L.F. (Front de libération des Femmes) au Québec. (El Yamani 1998, 13).

La presse féministe favorise la circulation des idées, remet en cause les pratiques sociales dominantes et véhicule une réalité qui n'est plus structurée selon les schèmes de pensées des hommes (El Yamani 1998, 14). La fonction politique des presses féministes est de contrer l'information des médias dominants et de fournir des nouvelles et de l'information pour les femmes (El Yamani 1998, 68).

En plus des presses féministes, les féministes utilisent d'autres outils comme lieu de diffusion de leurs idées : maisons d'édition, vidéos, théâtre, art visuel, musique, etc. (Beauchamp 1987, 201). Les jeunes féministes utilisent des moyens de diffusions qui leur sont propres. Les *zines* sont des journaux écrits à la main ou au traitement de texte et ont des fonctions importantes pour les jeunes féministes :

Cette pratique, en plus de donner une tribune aux marginalisées, permet l'élaboration de réflexions, le développement de talents artistiques et l'articulation de discours politiques. De même, la relative accessibilité d'Internet permet à beaucoup de féministes non seulement de partager leurs opinions et de débattre directement en ligne, mais aussi de publier sur le web leurs « e-zines » (Pagé 2005, 45-46).

Cette utilisation de la technologie, majoritairement par les jeunes féministes, permet donc l'émergence d'une sphère publique alternative (Pagé 2005, 46).

Ainsi, les médias jouent un rôle important sur le mouvement des femmes, car ils constituent une ressource importante pour les mouvements sociaux afin de connaître du succès (Molotch 1977, 71). Plusieurs études montrent que la couverture médiatique du mouvement des femmes et des féministes est inexistante ou négative. De plus, depuis les années 1980, soit depuis l'émergence de l'antiféminisme contemporain au Québec, les médias de masse diffusent un discours antiféministe. Cela influence directement l'intérêt et l'acceptation du féminisme par les femmes, mais aussi par la société en général. En effet, nous avons montré que des études ont confirmé que

les femmes, et particulièrement les jeunes femmes, rejettent l'étiquette de féministe et que l'exposition à des images négatives du féminisme est liée à ce phénomène.

5. Synthèse

Au final, plusieurs causes ont été mises de l'avant pour tenter d'expliquer les transformations du mouvement féministe. Dans ce mémoire, nous approfondirons l'analyse des transformations du mouvement des femmes en lien avec l'antiféminisme. Nous émettons comme hypothèse que la tragédie de l'École Polytechnique a agi comme « fenêtre » d'opportunité pour la diffusion des discours antiféministes dans les médias, ce qui expliquerait la baisse d'influence et de popularité du féminisme, particulièrement chez les jeunes filles, dont plusieurs refusent l'étiquette féministe alors que d'autres rejettent le féminisme de la « deuxième vague ». Ainsi, nous croyons que l'antiféminisme joue un rôle crucial dans la transformation du mouvement des femmes et sur son influence dans la société, notamment auprès des femmes. Afin de vérifier cette hypothèse, nous concentrons notre analyse sur les interactions entre les mouvements sociaux et les contre-mouvements. Comme nous le verrons dans la prochaine partie, la théorie sur les contre-mouvements sociaux montre l'importance d'étudier un mouvement social, dans notre cas le mouvement féministe, et le contre-mouvement qui y est associé, c'est-à-dire l'antiféminisme ou le masculinisme au Québec. C'est pourquoi nous avons choisi cette approche pour analyser les transformations du féminisme au Québec et l'impact de l'antiféminisme sur celles-ci.

Cadre théorique

La théorie de la mobilisation des ressources s'oppose aux théories de psychologie sociale qui mettent plutôt l'accent sur les croyances, le comportement et l'identité collective. Une partie essentielle de cette théorie est l'approche des contre-mouvements, mais elle a très peu été étudiée et élaborée jusqu'à présent (Meyer et Staggenborg 1996, 1629; Peckham 1998, 318). En effet, l'analyse des réactions suscitées par les mouvements sociaux est

récente en sociologie des mouvements sociaux puisqu'elle n'apparaît, sous une forme systématisée, qu'à la fin des années 1970 quand les mobilisations « progressistes » de la décennie antérieure, qui avaient nourri le développement de ce sous-champ disciplinaire, sont sur le déclin et se trouvent pour certaines confrontées à l'hostilité active de groupes conservateurs souvent d'inspiration religieuse (Sommier 2009, 154).

L'approche des contre-mouvements permet une compréhension des dynamiques de mobilisation, que ce soit avec l'analyse des interactions entre un mouvement et un contre-mouvement, le rôle des élites, la capacité d'adopter de nouvelles stratégies ou actions et le processus d'influence entre ceux-ci. En fait,

[e]lle donne souvent lieu à des analyses plus complexes qui réintroduisent les valeurs et les idéologies, souvent occultées en sociologie de l'action collective, et nouent ensemble différents espaces en interaction : l'espace des mouvements sociaux bien sûr, mais aussi le champ politique et le champ religieux (...) Cette approche a surtout permis de rappeler que les mouvements sociaux émergent autant d'opportunités contextuelles que du sentiment de menace et ouvre de ce fait sur la place essentielle des émotions dans les processus de mobilisation (Sommier 2009, 159).

Nous verrons donc dans la prochaine section les différentes conceptions des contre-mouvements, les conditions d'émergence et ses interactions avec le mouvement social initial.

1. Contre-mouvements : définitions, émergence et interactions

Plusieurs conceptions des contre-mouvements ont été données durant les dernières décennies. Au départ, un contre-mouvement était décrit comme étant essentiellement réactionnaire et conservateur, et ses actions ciblaient beaucoup plus l'État et la société que le mouvement auquel il s'oppose (Meyer et Staggenbord 1996, 1631-1632; Sommier 2009, 155). Par exemple, Mottl (1980, 620) décrit un contre-mouvement comme étant « a conscious, collective, organized attempt to resist or to reverse social change ». Selon lui, tous les « anti-mouvements » sont un contre-mouvement et sa définition suppose qu'un contre-mouvement est toujours réactionnaire (Mottl 1980, 621). Un contre-mouvement mobiliserait des ressources humaines, symboliques et matérielles pour empêcher des changements sociaux institutionnels ou bien pour revenir à une situation antérieure (Mottl 1980, 624). Quant à Albert O. Hirschman (1991), il s'intéresse à la rhétorique des mouvements réactionnaires et a trouvé un argumentaire commun à ces mouvements. Il distingue trois thèses principales communes à ces mouvements réactionnaires : l'effet pervers, la futilité et la menace (Hirschman 1991, 7). Selon la thèse de l'effet pervers, toute action visant à améliorer un aspect politique, économique ou social ne fera qu'aggraver la situation. La thèse de la futilité soutient que toute tentative de faire des transformations sociales est inutile, car rien ne changera. Selon la troisième thèse, celle de la menace, les coûts de la réforme proposée sont trop élevés, notamment parce qu'elle met en péril des droits ou des avantages déjà acquis (Hirschman 1991, 7).

D'autres auteurs² (Zald et Useem 1986; Meyer et Staggenborg 1996) ont rejeté cette conception, car un contre-mouvement pourrait être réactionnaire ou progressiste. Ce qui le caractérise véritablement est qu'il est engagé et lié avec un mouvement opposé (Zald et Useem 1986; Meyer et Staggenborg 1996). L'argument central de Zald et Useem (1986, 247-248), aussi partagé par Meyer et Staggenborg (1996), est que tout mouvement qui a une certaine visibilité et qui connaît du succès créera les conditions nécessaires à l'émergence et à la mobilisation d'un contre-mouvement : « By advocating change, by attacking the established interests, by mobilizing symbols and raising costs to others, they create grievances and provide opportunities for organizational entrepreneurs to define countermovement goals and issues ». Un contre-mouvement « se place donc à la fois en réaction à un mouvement initial et en dépendance à son égard. Deux perspectives d'analyse sont ainsi tracées : ses conditions d'émergence et les interactions qu'il noue avec son mentor (Sommier 2009, 155).

1.1. Émergence d'un contre-mouvement

Zald et Useem (1986, 254-257) ont relevé quatre facteurs qui expliquent l'émergence d'un contre-mouvement : le succès du mouvement social, une idéologie appropriée, la disponibilité des ressources et les contraintes et les opportunités. Pour résumer, nous pouvons dire qu'un contre-mouvement émerge lorsqu'un mouvement social réussit à atteindre ses buts, à moins qu'il ne soit pas possible de contrer sa victoire. Il faut aussi que le contre-mouvement soit en mesure de développer une idéologie qui crée de l'enthousiasme et un sentiment d'engagement de la part des militants. Aussi, il est essentiel que les ressources soient disponibles. Finalement, il faut vérifier si l'agenda politique permet ou non l'émergence d'un mouvement ou d'un contre-mouvement.

Meyer et Staggenborg (1996) s'inspirent beaucoup du modèle de Zald et Useem (1986). Tout d'abord, ils choisissent une définition « économique » d'un mouvement social en adoptant la définition de Sidney G. Tarrow³ : « a social movement consists of « collective challenges by people with common purposes and solidarity in sustained interaction with elites, opponents, and

² Voir aussi Bert Useem 1980. « Solidarity Model, Breakdown Model, and the Boston Anti-Busing Movement », *American Sociological Review* 45 (juin), 357-369 ; Clarence Y. H. Lo. 1982. « Countermovements and Conservatieve Movements in the Contemporary U.S. », *Annual Review of Sociology* 8, 107-134.

³ Voir Sidney G. Tarrow. 1994. *Power in Movement : Social Movements, Collective Action, and Mass Politics in the Modern State*. Cambridge : Cambridge University Press.

authorities. » A « countermovement » is a movement that makes contrary claims simultaneously to those of the original movement » (Meyer et Staggenborg 1996, 1631). Plus spécifiquement, ils définissent ainsi un contre-mouvement :

We think of countermovements as networks of individuals and organizations that share many of the same objects of concern as the social movements that they oppose. They make competing claims on the state on matters of policy and politics [...] and vie for attention from the mass media and the broader public. The emergence of one movement may precede that of its opponent and, early in such conflict, it is appropriate to speak of the original movement and its countermovement. [...] In this conception, opposing movements influence each other both directly and by altering the environment in which each side operates. The opposing movement is a critical component in the structure of political opportunity the other side faces» (Meyer et Staggenborg 1996, 1632).

Le contexte politique est important à prendre en considération, car il influence l'émergence, le développement et l'impact final des mouvements d'opposition. Meyer et Staggenborg (1996, 1635) suggèrent un modèle d'opportunité politique qui est dynamique et interrelationnel :

Using a dynamic and interactionist model of political opportunity, we can view opposing movements as rival contenders not only for power and influence, but also for primacy in identifying the relevant issues and actors in a given political struggle. The political opportunity structure changes in response to the actions of both movement and countermovement. Although they are concerned with the same general issues, the political opportunities of movements and countermovements are different : each has its own allies and its own relationship to authorities, and each is a component in the political opportunity structure the other confronts.

En effet, les mouvements sociaux et les contre-mouvements peuvent affecter la structure d'opportunité politique de plusieurs façons, que ce soit en influençant les politiques publiques ou l'opinion publique sur certains sujets et en modifiant les alignements politiques (political alignments). Les mouvements peuvent aussi créer des cadres d'actions collectives, montrer l'efficacité de différents moyens d'action politique et influencer les médias. De plus, ils peuvent « create collective actions frames, demonstrate the efficacy of various means of political action, and draw media attention that activates balancing norms in mainstream media. Finally, social movements can create or magnify critical events, to which their opponents can respond » (Meyer et Staggenborg 1996, 1634).

Meyer et Staggenborg (1996) se distinguent de Zald et Useem (1986) lorsqu'ils relèvent les conditions qui participent à l'émergence d'un contre-mouvement. Ces conditions sont le succès du mouvement social, la menace des intérêts d'une partie de la population et les disponibilités des alliés (élites) pour appuyer une contre-mobilisation.

Dans un premier temps, un mouvement social génère de l'opposition lorsqu'il y a des ouvertures politiques à ses demandes, que ce soit en réussissant à mettre un sujet dans l'agenda politique ou quand ils influencent le processus de politique publique. Un mouvement social qui ne connaît pas de succès ne provoquera pas de contre-mobilisation, car les coûts et les risques de s'y opposer seraient trop élevés par rapport au résultat. Toutefois, lorsqu'un mouvement social réussit à réformer ou produire une politique de façon décisive, il est peu probable qu'il y ait une contre-mobilisation prolongée et qu'elle se rende dans la sphère politique « mainstream » (Meyer et Staggenborg 1996, 1636). Il peut y avoir un contre-mouvement lorsque « movement victories that are truly decisive preclude the possibility of countermovement action in alternative arenas » (Meyer et Staggenborg 1996, 1637). Ainsi, la structure de l'État affecte l'émergence des contre-mouvements, car les conflits entre un mouvement social et un contre-mouvement ont plus de probabilités de se produire lorsqu'il y a différents paliers gouvernementaux (divided governmental authority). Les pays ayant une structure fédérale, comme le Canada, les États-Unis et l'Allemagne, ont une structure politique qui permet plus facilement l'opposition entre un mouvement social et un contre-mouvement (Meyer et Staggenborg 1996, 1637). Finalement, lorsqu'un mouvement social créé ou profite d'un événement (actions gouvernementales, décision juridique, annonce d'une politique publique, accidents, manifestations, etc.), il est hautement probable qu'une contre-mobilisation se produise, car le mouvement social avance sa cause (Meyer et Staggenborg 1996, 1638).

Deuxièmement, lorsqu'un mouvement social connaît du succès, une partie de la population peut voir ses avancées comme étant une menace pour ses propres intérêts. La contre-mobilisation qui est produite peut varier :

The more familiar national movements are generally « conflict movements, » which face organized opposition. However, the nature of opposition aroused by movements varies; not all opposition results in the mobilization of a countermovement similar in form to the original movement. Moreover, countermovements vary in size and scope and some [...] are initiated by elites and remain dependent on elites resources rather than developing genuine grassroots constituencies (Meyer et Staggenborg 1996, 1639).

D'autres facteurs vont influencer l'émergence d'un contre-mouvement. Les demandes d'un mouvement social et la façon dont elles sont faites peuvent être plus ou moins une menace pour les intérêts et les valeurs de certaines personnes. Lorsqu'un mouvement social apparaît durant une période où il y a beaucoup d'action collective, il est moins possible de contrôler les

demandes et leurs formulations et, par conséquent, il a moins de possibilités de menacer les intérêts existants. C'est plutôt lorsqu'un mouvement peut faire des revendications « radicales » qu'il y a de l'opposition. Les médias participent aussi à l'émergence d'un contre-mouvement dans cette situation, car les médias de masse ont tendance à vouloir « contrebalancer » les différentes parties. En effet, les journalistes encouragent l'émergence d'une contre-mobilisation en cherchant des intérêts qui s'opposent aux revendications du mouvement (Meyer et Staggenborg 1996, 1639-1642).

Finale­ment, la troisième condition favorisant l'émergence d'un contre-mouvement social est le soutien des élites (acteurs politiques, sphère des affaires, etc.). Lorsqu'un mouvement social menace réellement les intérêts « puissants », certaines élites peuvent encourager un contre-mouvement. L'appui des élites dépend de la position des autres élites, des actions possibles et des probabilités de succès. Si les actions d'un contre-mouvement ne conviennent pas aux intérêts des élites, elles ne le soutiendront plus et l'activité du contre-mouvement déclinera (Meyer et Staggenborg 1996, 1642-1643).

1.2. Interaction entre un mouvement social et un contre-mouvement

L'une des deux analyses que permet l'approche des contre-mouvements est l'étude des interactions entre un mouvement social et un contre-mouvement. Comme le souligne Isabelle Sommier (2009, 157),

[l]'émergence d'un contre-mouvement exerce sur le mouvement initial des effets contrastés; elle peut contribuer à le réveiller ou à le ressembler sous l'effet du choc et de la menace; elle peut aussi le conduire à se radicaliser. La « dynamique de couple » qui s'ensuit influe à la fois sur les valeurs, les objectifs, les tactiques et les modes d'action des deux groupes.

Lorsqu'un conflit entre un mouvement social et un contre-mouvement perdure pendant plusieurs années, ces mouvements opposés créent des opportunités et des obstacles à l'endroit de l'autre. L'opposition se développant continuellement, la nature de l'interaction entre les deux évolue également. Les opportunités et les menaces peuvent mobiliser les militants, mais ce qui importe le plus est à quel point elles créent une ouverture pour des tactiques qui vont les contrer. Lorsqu'un mouvement connaît peu de succès, il sera difficile de mobiliser des militants qui vont s'y opposer, alors que c'est le contraire lorsqu'un mouvement obtient de bons résultats (Meyer et Staggenborg 1996, 1645). Selon Meyer et Staggenborg (1996, 1647), « in the short run, a victory

for one side will spur the other in a movement-counter movement conflict. In the long run, neither side can maintain itself without victories; the side that fails to win any victories over many years will decline ». Isabelle Sommier (2009, 158) note toutefois que l'émergence et l'existence d'un contre-mouvement « a souvent pour effet de porter un coup d'arrêt ou de freiner le changement social promu par le mouvement initial, ce qui peut avoir des effets de ricochet sur l'ensemble du secteur des mouvements sociaux ».

Les mouvements et les contre-mouvements utilisent différentes tactiques et stratégies afin de gagner du pouvoir et de l'influence. Les mouvements peuvent réussir à faire changer les tactiques ou les « lieux d'action » de leur adversaire. Ces changements se font en réponse à des opportunités politiques qui évoluent et changent (Meyer et Staggenborg 1996, 1654). Ainsi, une grande part des activités d'un mouvement social serait de neutraliser, confronter et discréditer son mouvement opposé (Zald et Useem 1986, 248). Lorsqu'un contre-mouvement connaît du succès, il « oblige le mouvement initial à adopter une stratégie défensive pour maintenir le statu quo » (Sommier 2009, 159). Quant au contre-mouvement, il grandit et améliore sa situation en montrant les effets dangereux et nuisibles du mouvement social. Celui-ci choisit ses tactiques selon la structure et les tactiques du mouvement social (Zald et Useem 1986, 248).

Plusieurs mouvements et contre-mouvements se sont mobilisés à propos de divers enjeux comme l'avortement, l'environnement, les droits des animaux, les droits linguistiques, l'énergie nucléaire, le racisme, les droits des homosexuels, etc. (Meyer et Staggenborg 1996, 1630). Il existe donc une grande variété de mouvements et de contre-mouvements et plusieurs études analysent des cas spécifiques. Par exemple, Jocelyn Elise Crowley (2009) étudie les interactions entre les groupes des droits des pères et le mouvement des femmes qui milite contre la violence conjugale. Un autre cas étudié est celui de l'avortement, notamment avec le travail de Deana A. Rohlinger (2002) qui s'intéresse à la couverture médiatique de deux groupes durant des moments critiques dans le débat sur cet enjeu. Finalement, notons le travail de Michael Peckham (1998) qui a étudié l'interaction entre les mouvements sociaux et les contre-mouvements en analysant le cas de la scientologie et de ses opposants ainsi que celui de Richard P. Gale (1986) qui s'est intéressé au mouvement environnemental et à son contre-mouvement.

2. Enemy Boundary Creep, Boundary-Push Back

L'approche des contre-mouvements et plus particulièrement le modèle proposé par Meyer et Staggenborg nous permettra de bien comprendre l'interaction entre le mouvement féministe et l'antiféminisme, mais il faut aussi prendre en considération un aspect important qui n'a pas été abordé dans les travaux dont nous avons parlé précédemment, c'est-à-dire le concept de *enemy boundary creep*.

Jocelyne Elise Crowley (2009) remet en question l'idée qu'une contre-mobilisation contre un mouvement social est presque impossible lorsqu'il a un appui important de la population. Si cela était vrai, elle croit qu'il n'y aurait pas de contre-mobilisation contre le mouvement qui dénonce la violence conjugale faite aux femmes aux États-Unis. Pourtant, il y a un petit contre-mouvement, mais dont on entend beaucoup parler, qui est composé de militants d'un mouvement pour les droits des pères. Pour expliquer ce cas qui contredit l'une des suppositions de la théorie sur les mouvements sociaux, elle introduit le concept de *enemy boundary creep*. Cela signifie qu'un contre-mouvement accuse un mouvement social d'avoir été ciblé et identifié de manière injustifiée et inappropriée par le mouvement (Crowley 2009, 723). Selon Crowley (2009, 726-727), il y a un processus qui doit être suivi par le contre-mouvement :

If a social movement's web of enemies gets too big over time, it can be accused of *enemy boundary creep* by an emerging countermovement composed of those who argue that they have been unfairly included. Once in the web of enemies, however, what can a countermovement do to extricate itself? To be effective in disassociating itself from this negative characterization by a well-regarded social movement, the countermovement must construct a compelling *boundary-push back* narrative claiming it has been mistakenly identified as an opponent. This will typically involve endorsing the initial goals of the highly popular social movement in order to portray itself as a composed of reasonable political actors. From this starting point, the countermovement will then need to carefully describe how the social movement went astray by wrongly casting the countermovement's members as enemies. Key components of this narrative include specifying exactly why the initial movement has widened its range of opponents, the methods by which it is conducting this expansion, and the negative ramifications of this *enemy boundary creep* on the countermovement's members. Ultimately, how well this narrative is constructed will determine how effective the countermovement is in removing itself from the highly reviled opponent category.

Le contre-mouvement endosse les revendications initiales du mouvement auquel il s'oppose dans le but de montrer qu'il est composé d'acteurs raisonnables. Par la suite, les membres du contre-mouvement vont tenter de montrer que le mouvement initial est allé trop loin, notamment en les identifiant de manière injustifiée comme des ennemis (Crowley 2009, 726-727). Ce concept est

intéressant pour notre analyse, car les discours antiféministe et masculiniste utilisent certaines de ces tactiques. De plus, les sondages montrent un appui de la population au mouvement des femmes, ce qui impliquerait, selon l'approche des contre-mouvements, que l'émergence d'un contre-mouvement est pratiquement impossible. Pourtant, nous pouvons observer une montée de l'antiféminisme au Québec malgré cet appui au mouvement des femmes. Dans notre analyse, nous verrons donc si le concept de *enemy boundary creep* s'applique à l'antifémisme au Québec.

Méthodologie

L'objectif de ce projet de recherche est d'expliquer la transformation du mouvement des femmes et l'impact des discours antiféministes dans les médias sur celui-ci. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour étudier les interactions entre les mouvements sociaux et les contre-mouvements. Par exemple, Richard Gale (1986) a étudié la relation entre un mouvement, un contre-mouvement et leur capacité à influencer l'État. Quant à Michael Peckham (1998), il s'est surtout concentré sur l'utilisation d'Internet dans son étude sur la scientologie et des groupes qui s'y opposent. Meyer et Staggenborg (1996, 1656) ont identifié plusieurs méthodes pour étudier la relation entre un mouvement social et un contre-mouvement : observation participante, entrevues, analyses quantitatives de données provenant des journaux, analyse de documents produits par les mouvements opposés, l'étude de la couverture médiatique dans les médias de masse. Toutefois, nous avons vu que la diffusion des discours antiféministes se fait beaucoup par les médias, donc il est fortement pertinent dans cette recherche d'analyser le contenu de la presse écrite. Meyer et Staggenborg (1996, 1656) ont d'ailleurs indiqué que cette méthode est pertinente : « Quantitative analyses of event data coded from newspaper accounts can show patterns of mobilization and collective action in movement-counter movement conflicts ». L'étude des médias de masse permet de mesurer la capacité des deux mouvements à influencer le débat public (Meyer et Staggenborg 1996, 1656). Afin d'étudier les liens entre le mouvement des femmes et l'antiféminisme (contre-mouvement), nous analyserons aussi des documents produits par la Fédération des femmes du Québec. Ainsi, la méthode d'analyse qui a été retenue pour cette recherche est l'analyse de contenu.

Dans un premier temps, la période analysée s'étend de 1985 à 2009. Dans la revue de la littérature, nous avons vu que la tuerie de l'École Polytechnique est essentielle dans la

compréhension de l'antiféminisme et des transformations du mouvement des femmes. Il est donc important que la période débute avant 1989 pour vérifier s'il y existe véritablement des changements dans la diffusion du discours antiféministe dans les médias et dans les enjeux et les actions du mouvement des femmes. Aussi, la thématique des droits des pères est très importante pour le mouvement masculiniste au Québec. Étant donné que Fathers-4-Justice est un groupe important quant à ces revendications et aux actions qui y sont liées, notre période choisie doit tenir compte que la présence de ce groupe dans les journaux étudiés remonte à 2005 seulement.

1. Corpus

Afin de procéder à l'analyse des discours antiféministes dans les médias, nous avons choisi deux quotidiens québécois : *La Presse* (Montréal) et *Le Soleil* (Québec). Dans le cadre de notre recherche, nous analysons le contenu de journaux et de publications féministes sur une période de 24 ans, ce qui explique que nous avons dû nous limiter à deux quotidiens. Nous pouvons justifier ce choix par leur grand tirage : en 2008, 512 086 exemplaires de *La Presse* ont été imprimés par semaine en moyenne et 612 064 pour *Le Soleil* (Centre d'études sur les médias 2009, 13). Le tirage a influencé notre choix, parce qu'il s'agit d'un bon indicateur du discours dominant (mainstream) dans la société québécoise. Le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* ont un plus grand tirage (respectivement 1 841 322 et 739 685 exemplaires par semaine), mais il s'agit de journaux de type tabloïde qui se prêtent moins bien à une analyse de contenu. Quant au quotidien *Le Devoir*, son tirage est plus faible, c'est-à-dire 689 250 exemplaires imprimés par semaine (Centre d'études sur les médias 2009, 13) et son contenu est plus intellectuel. Ainsi, *La Presse* et *Le Soleil* constituent un bon équilibre entre un journal du type tabloïde (*Journal de Montréal*) et un journal plus intellectuel comme *Le Devoir*, que ce soit en terme de contenu et de tirage. De plus, nous avons choisi un quotidien de Montréal et un de Québec afin que ce soit représentatif de l'ensemble du Québec. Aussi, l'un des avantages d'utiliser ces deux quotidiens est qu'ils appartiennent au même propriétaire, ce qui permet une certaine constance dans le format, tout en nous permettant d'étudier les différences et les similitudes entre deux régions québécoises. En effet, ce choix nous permet de vérifier si le discours masculiniste est semblable dans les deux régions ou s'il s'agit d'un phénomène qui est plus présent à un endroit qu'un autre. Le fait que les quotidiens proviennent de deux régions

différentes nous permet aussi de vérifier l'importance des événements et de l'actualité dans la diffusion de ce discours. Par exemple, si l'actualité et les événements influencent fortement la présence des thématiques masculinistes dans les journaux, leur évolution sera différente dans les deux régions, car les événements ont généralement une plus grande couverture dans la région où ils surviennent.

Le choix des thématiques étudiées se base sur la littérature déjà existante sur l'antiféminisme. Diane Lamoureux (2006, 40) considère que le discours masculiniste s'articule autour de trois thèmes principaux, c'est-à-dire la transformation des femmes en victimes, les inégalités qui touchent les hommes et l'excès de pouvoir des féministes. Dans le discours sur les inégalités vécues par les hommes, nous retrouvons quatre sujets ou « chevaux de bataille » des masculinistes : la violence conjugale ou les hommes violentés; le décrochage scolaire; le suicide; les droits des pères divorcés (Lamoureux 2006, 43). Au Québec, le discours masculiniste porte de manière générale sur la condition masculine et les problèmes vécus par les hommes. Ces problèmes s'expliqueraient par une prétendue domination des femmes et des féministes dans la société québécoise, où les hommes n'ont plus de rôle important et de modèles « masculins » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 11-12). Ainsi, afin de trouver les articles de journaux qui reprennent le discours masculiniste ou qui portent sur ces sujets, nous avons donc relevé six thématiques. Comme le masculinisme est un discours alarmiste sur la situation des hommes (Blais et Dupuis-Déri 2008, 13) et qui insiste sur les inégalités touchant les hommes, notre première thématique est celle de la condition et de l'identité masculine. Ensuite, nous retrouvons quatre thématiques qui sont considérées comme les cheveux de batailles des masculinistes : droits des pères et garde des enfants; violence conjugale; suicide des hommes; difficultés scolaires des garçons. Finalement, la dernière thématique retenue, le féminisme qui est allé trop loin ou l'égalité déjà-là, comprend les thèmes des excès du féminisme et de la transformation des femmes en victime identifiés par Diane Lamoureux (2006, 43). Pour chacune de ces catégories, nous avons construit une banque de mots-clés qui y sont associés (ANNEXE 1).

Cette méthode nous permet de trouver des articles qui portent sur les thématiques masculinistes, mais elle est limitée. Certains thèmes, comme le suicide, sont assez généraux et nous avons dû utiliser des mots-clés précis dans nos recherches pour tenter d'isoler les articles ayant un discours

masculiniste. Ainsi, nos résultats ne sont pas exhaustifs, car il est possible que certains articles ayant un argumentaire masculiniste, mais qui ne portent pas précisément sur une thématique masculiniste, ne soient pas apparus dans les résultats de nos recherches. Toutefois, nous croyons que les mots-clés choisis nous ont permis de construire un corpus assez complet qui représente bien l'évolution des discours antiféministes dans les médias et l'argumentaire qui y est associé.

Comme l'objectif du mémoire est d'analyser les transformations des discours féministes et l'impact des discours antiféministes dans les médias sur ceux-ci, il est essentiel dans notre recherche d'analyser des publications féministes. Nous avons vu dans la revue de littérature que la représentation du mouvement des femmes dans les médias est généralement inexistante ou négative. C'est pourquoi nous choisissons des publications de la Fédération des femmes du Québec, plus précisément les rapports d'activités (rapports annuels) et d'autres publications (la *Petite presse*, *Le Féminisme en revue* et *le Féminisme en bref*). *La Petite Presse* est un périodique publié par la FFQ de 1981 à 1987, suivi par *Le Féminisme en revue* qui a cessé d'être publié en 1992. Finalement, le bulletin de liaison, *le Féminisme en bref*, est publié à partir de cette année jusqu'à aujourd'hui. Ce bulletin est publié de trois à quatre fois par année et a comme objectif de transmettre l'information sur l'évolution des dossiers aux membres de la FFQ. Pour notre analyse, nous avons donc un corpus composé d'une partie des rapports d'activités de la FFQ (1984-1985; 1987 à 1989; 1990-1991; 1995 à 2010). Il a été impossible de trouver tous les rapports d'activités, certains étant manquants à la FFQ et n'ayant pas été archivés. Ainsi, le rapport des années 1980 et des années 1990, dont celui de l'année de la tragédie de Polytechnique, sont manquants. C'est pour cette raison que nous complétons notre corpus avec des numéros des publications de *la Petite Presse / Le Féminisme en revue* ainsi que du *Féminisme en bref*. Nous avons tous les numéros de 1985 à 2000, quelques-uns de 2001 à 2006 (aucun pour 2001, 2004 et 2006) et tous les numéros depuis 2007. Ainsi, le corpus contient des publications de la FFQ qui couvrent toute la période étudiée, soit de 1985 à 2009.

L'avantage d'utiliser des publications de la FFQ est qu'il s'agit d'une organisation féministe autonome qui travaille et représente d'autres groupes de femmes. Ses publications permettent d'avoir un aperçu général du mouvement des femmes québécois et représentent les résultats des consultations entre ces différents groupes. De plus, cette organisation existe depuis 1966, ce qui

nous permet de couvrir l'ensemble de la période étudiée. Toutefois, ce choix fait en sorte que nous étudions seulement le courant dominant du mouvement des femmes québécois. Par conséquent, les groupes en marge de ce courant, notamment les petits groupes composés de jeunes femmes, ne seront pas analysés.

2. Analyse de contenu

Afin de comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec, nous analyserons l'évolution des actions et des enjeux défendus par la FFQ. Plus précisément, à l'aide de la revue *le Féminisme en bref* et des rapports d'activités, nous étudierons les références faites aux thématiques masculinistes, à la tuerie de Polytechnique et à la violence faite aux femmes, à l'antiféminisme ainsi qu'au masculinisme.

En ce qui concerne l'analyse des discours antiféministes dans les médias, nous ferons tout d'abord une analyse quantitative. Cela nous permettra d'identifier les périodes importantes dans la diffusion de ces discours et l'évolution des différentes thématiques. Nous pourrions alors relever les éléments, s'il y a lieu, qui expliquent la montée de ces discours dans les médias. Par la suite, nous utiliserons une grille d'analyse et de codification (ANNEXE 2) afin d'étudier le contenu des articles. Ainsi, nous verrons quelles thématiques se trouvent dans les articles et nous analyserons l'orientation du titre et du contenu (orientation masculiniste, féministe ou neutre). Pour que nous considérions qu'un article a une orientation antiféministe, il doit traiter d'une ou de plusieurs thématiques masculinistes et l'argumentaire doit aussi aller dans le même sens. Ainsi, un article qui traite d'une thématique masculiniste, comme la réussite scolaire des garçons, mais qui traite seulement de la situation sans mettre l'accent sur la condition masculine, sur les dérives du féminisme ou qui ne propose pas de solutions « masculinistes » (classes non mixtes, mesures seulement pour les garçons, etc.) sera considéré comme étant neutre. Les articles ayant une orientation féministe dénonceront ou réfuteront cet argumentaire. Pour parvenir à comprendre l'orientation du contenu, nous déterminerons l'argumentaire qui est lié aux thématiques masculinistes et qui est présent dans les articles des deux périodiques étudiés.

Enfin, grâce à notre analyse, nous pourrions constater si les transformations du mouvement des femmes sont influencées par les discours antiféministes. Nous verrons si la montée de la présence d'une thématique masculiniste dans les médias engendre une réaction de la part de la FFQ, que ce soit dans une transformation des enjeux défendus par cette organisation féministe ou de ses actions. Ainsi, l'une des contributions de ce mémoire est de fournir des données empiriques sur les discours masculinistes dans les médias. Jusqu'à présent, il n'y a pas d'analyse exhaustive et systématique qui a été faite sur l'antiféminisme au Québec. Notre mémoire permettra donc vérifier plusieurs intuitions mentionnées dans la littérature.

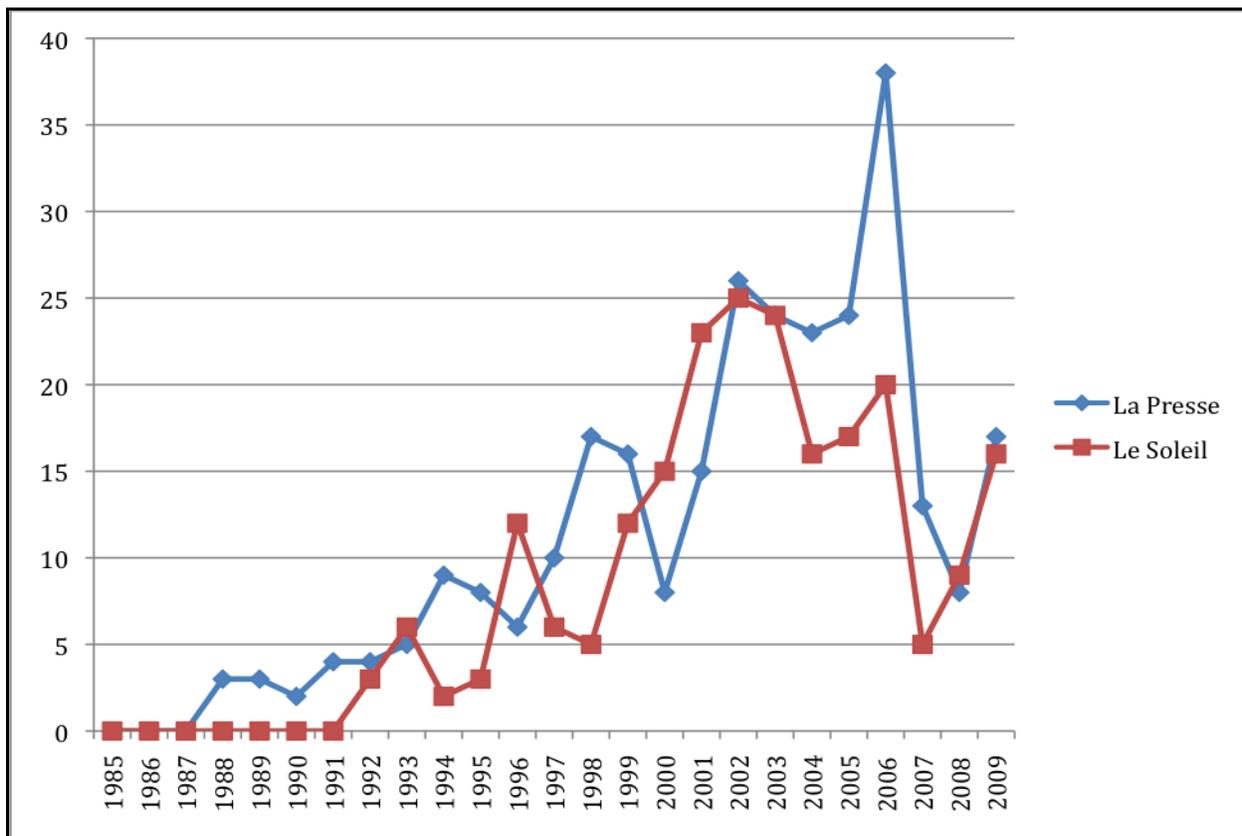
CHAPITRE 2 : LE DISCOURS ANTIFÉMINISTE DANS LA PRESSE

Dans le cadre de ce deuxième chapitre, nous analysons le discours antiféministe et son argumentaire masculiniste dans les médias québécois. Plus spécifiquement, nous voulons voir l'évolution du nombre d'articles contenant des thématiques masculinistes dans *Le Soleil* et dans *La Presse* durant la période étudiée. Nous cherchons à vérifier si des événements précis ont permis l'émergence de ce type de discours ou bien s'il s'agit d'une évolution constante et similaire dans les deux cas. De plus, nous effectuons une analyse de contenu afin d'étudier l'orientation du contenu de ces articles et l'argumentaire masculiniste qui y est diffusé.

Évolution du discours antiféministe

Notre corpus est composé de 219 articles du quotidien *Le Soleil* et de 283 articles de *La Presse*, ce qui constitue un total de 502 articles sur une période de 24 ans (1985 à 2009).

Graphique I. Évolution des articles contenant des thématiques masculinistes



Comme il est possible de le constater dans le *Graphique I*, il y avait très peu ou tout simplement aucun article contenant des thématiques masculinistes dans les deux périodiques jusqu'aux années 1990. Plus précisément, les premiers articles dans *Le Soleil* ont été publiés en 1992 et ceux dans *La Presse* en 1988. La première thématique abordée dans les articles du *Soleil* est celle de la condition masculine. Quant aux premiers articles publiés dans *La Presse* en 1988, deux ont comme sujet le suicide des jeunes hommes et l'autre porte sur la violence conjugale. Ce n'est qu'à partir de la moitié des années 1990 qu'on constate une augmentation marquée du nombre d'articles, sans qu'elle soit toutefois constante. Par contre, la période des années 2000 est celle qui compte nettement le plus de publications.

Même si l'évolution n'est pas identique pour les deux périodiques, il est possible de déceler certaines tendances. Dans un premier temps, nous constatons qu'il n'y a pas eu d'articles, ou très peu, portant sur les thématiques masculinistes avant les années 1990. À partir des années 1990, la montée est graduelle, pour atteindre une augmentation beaucoup plus importante dans les années 2000. Nous avons émis comme hypothèse que la tuerie de l'École polytechnique avait servi de fenêtre d'opportunité pour la diffusion du discours antiféministe dans les médias. Diane Lamoureux (2008, 16) parle d'une « montée de l'antiféminisme dans le discours public à partir des événements de Polytechnique », alors que Micheline Dumont (2008, 198) dit que « cet épisode a marqué le début d'un antiféminisme ouvert et tonitruant ». Quant à Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (2008, 24), ils affirment que la tuerie de Polytechnique « agira, au final, comme catalyseur de la mouvance masculiniste qui se constituera en véritable mouvement social dans les années 1990 ». Nos données ne nous permettent pas de confirmer ce rôle de la tuerie de Polytechnique. Dans *La Presse*, des articles portant sur des thématiques masculinistes ont été publiés dès 1988 et nos données montrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation marquée de ces articles dans les années qui ont suivi. Quant au journal *Le Soleil*, les premiers articles ont été publiés en 1992, soit environ trois ans après la tuerie. Ces données invalident donc plusieurs affirmations sur le rôle de la tuerie de Polytechnique dans la littérature québécoise, notamment sur le mouvement des femmes québécois. Comme le souligne Mélissa Blais (2009, 87), au moment de la tuerie de Polytechnique, le mouvement masculiniste est dans sa phase d'émergence et commence à s'organiser, ce qui pourrait expliquer que le discours antiféministe dans les médias après cet événement n'est pas structuré et reste relativement peu présent. Nous

croyons que si cet événement avait vraiment permis la diffusion du discours antiféministe, nous aurions observé un nombre beaucoup plus important du nombre d'articles portant sur des thématiques masculinistes dès 1990. Le fait que la plus grande partie des articles ait été publiée durant les années 2000 nous incite à croire que d'autres facteurs ou d'autres événements expliquent la montée des discours antiféministes dans les médias québécois. La deuxième tendance que nous pouvons observer est que l'évolution du nombre d'articles antiféministes dans les deux journaux est généralement similaire, surtout à partir des années 2000. Finalement, nous voyons une forte baisse des articles en 2007, suivi d'une légère remontée dans les années suivantes.

1. Orientation du contenu et répartition des thématiques masculinistes

Lors de l'analyse des articles de *La Presse* et du *Soleil*, chaque article a été classé selon l'orientation globale de son contenu. Dans *La Presse*, 134 articles ont un contenu masculiniste (47,4 % des articles), 31 ont un contenu féministe (10,9 %), 93 sont neutres (32,9 %) et 25 articles (8,8 %) ont un contenu qui est à la fois masculiniste et féministe. Pour ce qui est du *Soleil*, 86 articles ont un contenu masculiniste (39,3 % des articles), 22 ont un contenu féministe (10 %), 96 sont neutres (43,8 %) et 15 ont un contenu à la fois masculiniste et féministe (6,9 %). L'une des raisons qui peuvent expliquer la différence de l'orientation de contenu entre les deux journaux est que plus d'articles de la *Presse Canadienne* sont utilisés dans *Le Soleil*, alors qu'une très grande majorité des articles de *La Presse* sont écrits par des chroniqueurs ou des éditorialistes ou sont des lettres d'opinion, et on retrouve moins d'articles de la *Presse Canadienne* dans ce journal.

Tableau I. Répartition des thématiques

	La Presse	Le Soleil
Condition masculine	146	97
Suicide des hommes	40	35
Droits des pères	78	50
Réussite scolaire des garçons	98	93
Féminisme qui est allé trop loin / égalité déjà-là	85	45
Violence conjugale	41	23

Le *tableau I* montre le nombre de fois que chaque thématique revient dans les deux quotidiens. Il faut prendre en considération qu'un article peut contenir plusieurs thématiques, ce qui explique que l'addition de ces données ne correspond pas au nombre d'articles total qui composent le corpus.

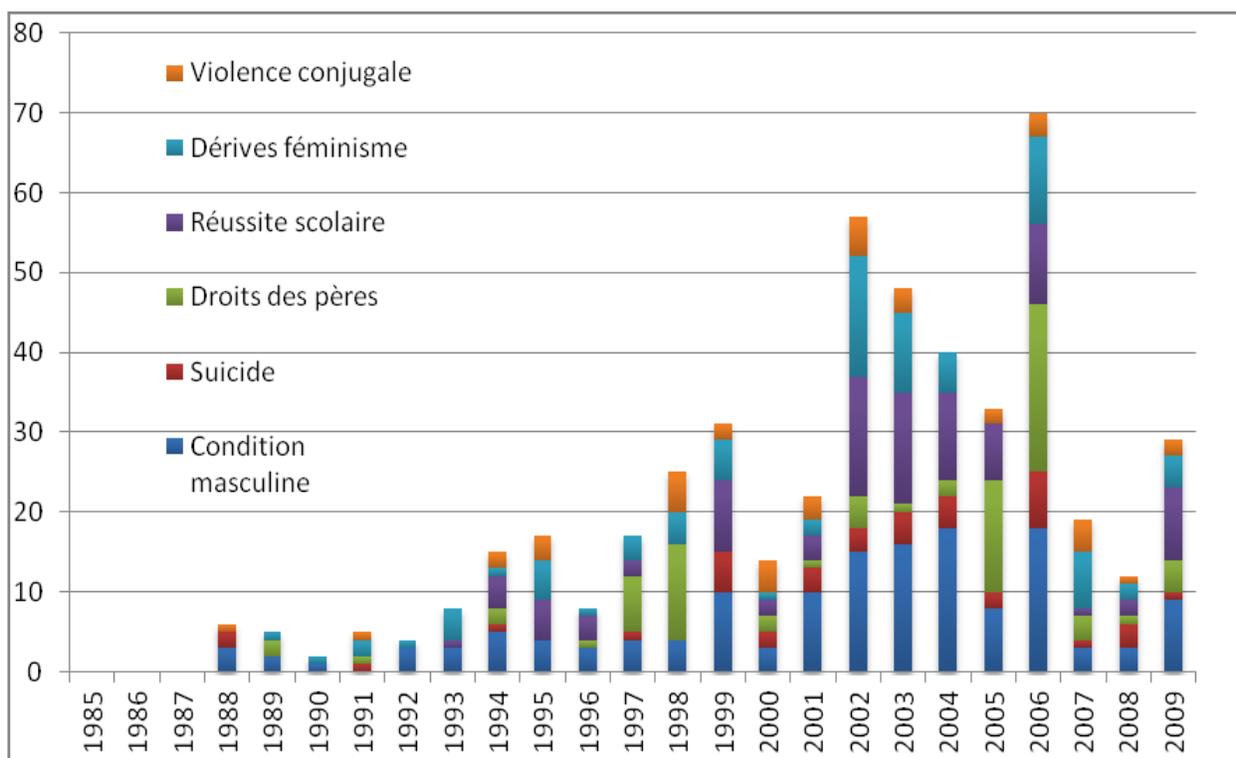
Dans les deux journaux, le sujet de la condition masculine est celui qui revient le plus souvent. En fait, cette thématique se retrouve dans 51,6 % des articles dans *La Presse* et dans 44,3 % des articles du *Soleil*. La deuxième thématique la plus populaire est celle de la réussite scolaire, qui se trouve dans 34,6 % des articles de *La Presse* et dans 42,5 % des articles du *Soleil*. Il est intéressant de noter que dans ce dernier, les thématiques de la condition masculine et de la réussite scolaire reviennent pratiquement aussi souvent. Les deux thématiques qui se retrouvent le moins souvent dans les articles sont le suicide des hommes et la violence conjugale. Finalement, l'idée que le féminisme est allé trop loin (dérives du féminisme) est présente dans 30 % des articles de *La Presse* et 20,5 % des articles du *Soleil*.

Il est aussi intéressant de voir les associations existantes entre les différentes thématiques retenues. Dans *La Presse*, la thématique de la condition masculine revient 146 fois et celle du suicide y est associée 30 fois, sur un total de 40 articles; cela nous permet d'affirmer que dans une majorité des cas (75 %), les articles portant sur le suicide traitent aussi de la condition masculine. La thématique de la réussite scolaire des garçons est aussi souvent associée à la thématique de la condition masculine, soit dans 59 % des articles portant sur le sujet. Finalement, lorsque les articles mentionnent que le féminisme est allé trop loin ou que l'égalité est déjà atteinte, la thématique de la condition masculine y est aussi mentionnée dans 55,3 % des cas.

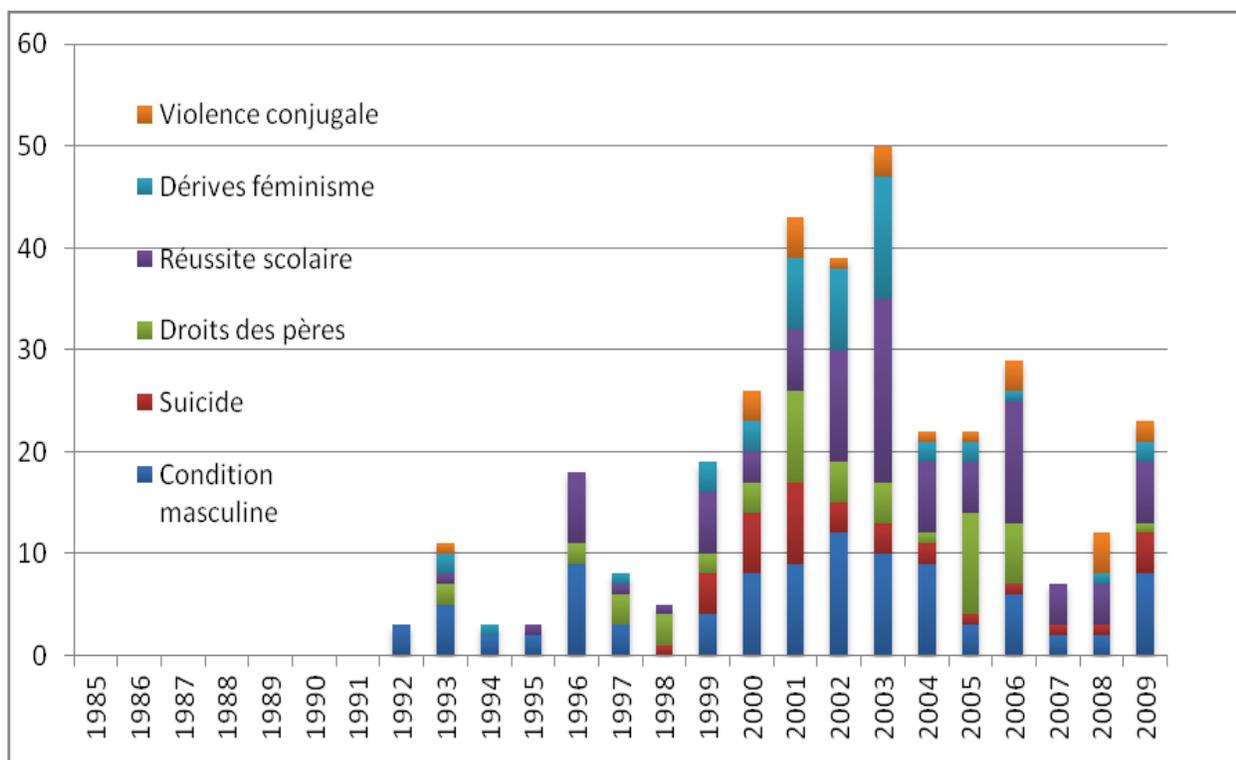
Nous avons répertorié 24 articles qui combinaient les thématiques de la condition masculine, de la réussite scolaire et des dérives du féminisme. Dans *Le Soleil*, la thématique du suicide est associée dans 54,3 % des cas à la condition et à l'identité masculine. Une autre combinaison majeure existe entre le thème du féminisme qui est allé trop loin qui est associé, dans 60 % des cas, avec le sujet de la condition masculine. Le thème de la réussite scolaire revient dans 93 articles du *Soleil* et celui de la condition masculine dans 97 articles, mais ceux-ci sont seulement associés 27 fois. Seulement 29 % des articles sur la réussite scolaire abordent aussi la condition

et l'identité masculine. On constate ici une différence importante entre les deux quotidiens, car cette association était faite dans 55 % des articles portant sur la réussite scolaire dans *La Presse*. Dans 31,4 % des articles sur le suicide, il est aussi question des dérives du féminisme et dans 28,6 % de ces articles, des liens sont établis avec les droits des pères. Ces associations entre les thématiques sont intéressantes, car nous verrons dans l'analyse de l'argumentaire masculiniste que ces liens occupent une place importante dans la logique des discours.

Graphique II : Évolution des thématiques masculinistes dans La Presse



Graphique III. Évolution des thématiques dans *Le Soleil*



Il est difficile de trouver des tendances importantes dans l'évolution des thématiques dans chacun des quotidiens. Il y a des variations importantes d'une année à l'autre et ce ne sont pas toutes les thématiques qui évoluent de façon similaire. Il semble que l'évolution des thématiques soit liée à des événements ou des actions spécifiques, étant donné que l'évolution n'est pas constante ou progressive. En 1994, le premier colloque du Réseau Hommes Québec a eu lieu et portait sur la paternité et l'identité masculine. Les années 1997 et 1998 ont été marquées par la thématique des droits des pères en raison d'un projet de loi sur les pensions alimentaires, un rapport sur la refonte de la Loi sur le divorce et la mise sur pied d'un comité sur la garde des enfants. Plusieurs événements dans les années 2000 ont aussi permis la médiatisation des thématiques masculinistes. En 2001, Gordon Sawyer, de l'Office des droits des pères, a mené une grève de la faim pour que le gouvernement accepte de mettre sur pied une commission parlementaire sur la condition masculine et exigeait plus de ressources pour les hommes en état de crise. L'année 2003 a été marquée par les élections provinciales et le discours de l'ADQ a trouvé un écho assez important dans *Le Soleil* avec ses propositions de solutions pour le décrochage scolaire des garçons. L'année 2004 a été importante avec le dépôt du Rapport Rondeau *Les hommes : s'ouvrir à leur réalité et répondre à leurs besoins* et du rapport

gouvernemental sur la réussite scolaire des garçons *La réussite des garçons. Des constats à mettre en perspective* (Québec 2004a; Québec 2004b). En 2004, également, a été diffusé le documentaire *Ni rose ni bleu* sur la condition masculine et un reportage de Denise Bombardier sur ce même sujet. En 2005 et dans les années suivantes, la thématique des droits des pères a été très présente dans les journaux, notamment avec les épisodes de certains membres de Fathers-4-Justice qui sont montés sur le pont Jacques-Cartier pour dénoncer les injustices qui seraient faites aux pères divorcés au Québec. Durant ces années, plusieurs articles ont été écrits sur ces deux événements, mais aussi sur les démêlés de certains membres de cette organisation avec la justice. Finalement, en 2006, une conférence intitulée *Comment ça va les hommes?* a eu lieu à Montréal et portait sur la condition masculine.

Ces renseignements concordent généralement avec l'évolution des thématiques, surtout celles de la condition masculine, des droits des pères et de la réussite scolaire des garçons. Ainsi, la thématique des droits des pères a connu une hausse en 1997-1998 et en 2005-2006, des années où des événements particuliers ont eu lieu (projet de loi sur les pensions alimentaires; rapport sur la refonte de la Loi sur le divorce; mise sur pied d'un comité sur la garde des enfants; présence médiatique de Fathers-4-Justice). À partir de 2001, il est beaucoup question de la condition des hommes et des garçons (surtout en ce qui concerne la réussite scolaire) dans *La Presse*, avec des dossiers spéciaux sur la question, ce qui concorde avec la grève de la faim de Gordon Sawyer (2001), les élections provinciales de 2003 durant lesquelles l'école a été un thème important, le rapport Rondeau et le rapport sur la réussite scolaire des garçons (2004) et les différents documentaires et reportages sur la condition masculine. En 2006, année de la conférence *Comment ça va les hommes?*, nous notons une augmentation du nombre d'articles sur la condition masculine. La présence du discours antiféministe dans les médias semble ainsi intimement liée aux actions faites par les groupes masculinistes et leur capacité à faire parler de ces thématiques. La baisse du nombre d'articles en 2007 s'explique possiblement par la diminution des actions spectaculaires de Fathers-4-Justice, car celles-ci ont largement contribué à l'augmentation du nombre d'articles en 2005 et en 2006. Nos observations que dans les années qui suivent, cette thématique est beaucoup moins présente dans les deux journaux étudiés.

Ces données sont pertinentes, car elles nous permettent de voir durant quelle période le discours antiféministe a réellement commencé à être plus présent dans les médias québécois et quels événements ou actions ont permis une meilleure diffusion de celui-ci. Toutefois, nous croyons qu'il est aussi essentiel d'analyser l'argumentaire masculiniste afin de vraiment comprendre ce discours et sa présence médiatique.

2. Argumentaire masculiniste

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, l'antiféminisme au Québec prend la forme particulière du masculinisme. Ce mouvement se porte à la défense des hommes victimes et en désarroi. Sans nécessairement remettre en cause les avancées du mouvement des femmes, le masculinisme dénonce le « pouvoir » excessif des femmes et se présente comme une force de rééquilibrage de la société, étant donné que les inégalités entre les sexes se seraient maintenant inversées (Lamoureux 2006; Trat, Lamoureux et Pfefferkorn 2006, 22). Ainsi, il s'agit d'un discours alarmiste sur la situation des hommes dans lequel les femmes ou les féministes sont jugées comme étant responsables de cette situation. Plusieurs problématiques sont utilisées pour appuyer cette thèse : le suicide des hommes, le décrochage scolaire des garçons, la violence conjugale et les droits des pères. Nous avons donc analysé le contenu des articles sélectionnés pour notre corpus afin de vérifier la présence de cet argumentaire dans les médias québécois.

2.1. Condition masculine

La condition masculine ou le désarroi des hommes est le thème central du discours masculiniste et nos données montrent que c'est le thème qui est le plus présent dans les articles retenus. Il est question du malheur, de la souffrance, du désarroi et des questionnements des hommes. Cet extrait d'une chronique d'Yves Boisvert (2004, A5) dans *La Presse* résume bien la façon dont est généralement traitée la condition masculine :

L'homme ne sait plus qui il est. Il ne sait plus où est sa place. Il est silencieux, mais il n'en pense pas moins. Les enquêtes le disent. Jusque dans les replis de sa vie quotidienne, l'homme fait face au désarroi. Il a été domestiqué par la révolution féministe. Mais on lui demande en même temps de conserver cette aptitude ancestrale pour bûcher une corde de bois et reclouer la patte du lit du petit dernier. L'homme est à un tournant de son histoire. Il le sent. Il souffre. Il se demande ce qu'il y a dans ce rapport sur la condition masculine, remis récemment au ministre de la Santé.

La condition féminine et l'histoire des femmes auraient été largement étudiées grâce au féminisme, alors que la condition de l'homme aurait été ignorée et ce n'est que depuis peu de temps que le sujet serait à l'ordre du jour des recherches. Ce malaise et ce malheur seraient liés aux pertes de pouvoir et de privilèges des hommes, ainsi qu'aux bouleversements engendrés par le mouvement féministe. Céline Poissant (2003a, B5) établit un lien entre le féminisme et la situation des hommes : « L'homme, qui était tombé de sa monture à la fin des années 1960 à la suite du raz-de-marée provoqué par la poussée du féminisme, semble s'être remis en selle. La chute fut douloureuse, le redressement tout autant, les séquelles encore très présentes quelques générations plus tard ». D'autres vont encore plus loin en dénonçant la trop grande place que prennent les femmes ou les privilèges qu'elles ont maintenant par rapport aux hommes. Certains affirment qu'avant les changements dans la société, les hommes n'avaient pas choisi ce pouvoir et qu'ils n'en étaient souvent pas conscients :

Le psychanalyste estime que le nécessaire mouvement féministe est venu déstabiliser le destin de l'homme pourvoyeur. Qu'il a désemparé des gars, qu'il les a mis en déroute, voire en détresse. « Je comprends que la lutte des femmes ait dû tasser certains gars pour gagner des places, dit-il. Mais cet apparent pouvoir des hommes était un pouvoir non choisi, souvent non conscient. L'économie et l'organisation sociale d'une certaine époque avaient ainsi fait (sic) » (Bouchard 1994, A19).

Le malaise des hommes est aussi expliqué par le manque d'images positives des hommes au Québec. Que ce soit dans les publicités où l'homme blanc hétérosexuel serait dépeint « comme un pauvre type maladroit, bedonnant et à peine capable de se faire cuire un œuf » (Presse Canadienne 2001, E8) ou dans la société en général, il n'y aurait pas d'images positives des hommes. L'image de la femme serait positive, liée à des gains et à la réussite, alors que ce serait tout à fait le contraire pour l'homme.

« L'image de l'homme québécois renvoie non seulement à l'idée de pouvoir et de privilèges, dit Germain Dulac, mais elle renvoie aussi au père absent, au batteur de femmes, au pédophile, au prédateur sexuel et au violeur, bref au mâle complètement immoral, au bourreau qui ne saurait souffrir. » (Bouchard 2000a, A5).

Ces problèmes de condition masculine et d'identité, surtout chez les garçons, sont aussi expliqués par l'absence du père : « L'absence d'un père au sein de la famille fait en sorte que l'enfant n'a plus de modèle à suivre et éprouve par le fait même beaucoup de difficulté à façonner son identité » (Gervais 1999, A6).

Cet argumentaire masculiniste sur la condition masculine est aussi utilisé pour les autres thématiques. En fait, il est la base de ce discours et nous verrons que beaucoup de liens sont faits entre la condition masculine et les autres problématiques.

2.2. *Suicide*

Le thème du suicide n'est pas celui qui est le plus présent dans les articles, mais nous retrouvons plusieurs liens entre celui-ci et d'autres problématiques masculinistes. Une grande partie des articles abordaient ce thème de façon neutre, c'est-à-dire qu'ils mentionnaient que ce sont les hommes qui se suicident le plus, sans qu'il y ait un argumentaire masculiniste. Toutefois, certains articles permettent d'analyser les arguments utilisés dans le discours masculiniste sur ce sujet. Tout d'abord, le manque d'images positives des hommes serait lié au taux élevé de suicide chez les garçons : « Beaucoup de psychologues pensent que le manque d'images positives (les hommes sont toujours les violeurs, les batteurs, les ivrognes et les criminels) a un rôle à jouer dans cette prévalence du suicide chez les garçons » (Marsolais 1988, C11). Cette image négative des hommes ferait en sorte que leur souffrance n'est pas prise au sérieux et qu'elle n'est pas légitimée. Dans un article d'Alain Bouchard (2000a, A5) où il était question de l'image négative des hommes, l'auteur établit un lien explicite entre ces deux problématiques : « Un bourreau ne souffre pas. Et au Québec, l'image sociale de l'homme est beaucoup celle d'un bourreau. Ce qui fait que la souffrance de l'homme n'y a pas de légitimité ».

On retrouve une autre relation entre le suicide des hommes au Québec et la situation des pères divorcés. À quelques reprises, il a été écrit qu'une grande partie des suicides masculins sont commis par des pères divorcés ou séparés :

Nous ne croyons pas que nous devons sacrifier encore une génération d'enfants et les priver de l'attention paternelle qu'ils sont en droit d'obtenir. Nous ne croyons pas que nous devons permettre que continuent ces suicides de pères divorcés ou séparés : il y a environ 1 000 suicides d'hommes par an au Québec, dont la majorité sont sans doute des pères séparés ou divorcés (Coutu 1999, B8).

D'autres vont plus loin dans leur analyse de la situation et affirment que le féminisme a fait perdre la place des hommes au sein de la famille et a affecté leur identité, ce qui expliquerait le suicide des hommes :

Et ce sont les hommes, statistiquement parlant, qui sont le plus lourdement affectés. Certains auteurs y voient un lien avec les gains du féminisme. C'est le cas, entre autres, de Marie Julien, qui est membre du CRISE. « Depuis que les femmes ont pris le contrôle de leur fécondité, la place de l'homme dans la famille est devenue facultative, accessoire, écrit-elle. Les rôles sont devenus maintenant quasi interchangeables et l'on ne sait plus

très bien s'il subsiste un rôle, autre que biologique, spécifique, aux hommes. » Le pourvoyeur est en voie de disparition. L'identité masculine est touchée. (Voisard 2000, C1).

2.3. Droits des pères

La thématique des droits des pères divorcés ou séparés est celle où l'argumentaire masculiniste est le plus présent. Dans un premier temps, il est régulièrement dit que les pères n'ont pas les mêmes droits que les mères, parce que les femmes seraient privilégiées dans le système juridique québécois en ce qui concerne la garde des enfants. Par exemple, dans un article d'Élisabeth Fleury (2003, A4), un militant de l'Association liens pères-enfants de Québec affirme que les juges favorisent les femmes :

« Quand est-ce dans un divorce, la garde des enfants est accordée à l'homme? demande M. Lessard. La femme dit à l'homme : va-t-en et paye pour les enfants, que tu ne pourras pas voir souvent. C'est rendu que les hommes préfèrent régler leur divorce hors cour parce qu'ils n'ont pas envie de payer des frais d'avocat pour rien et d'être humiliés par les juges, qui n'en ont que pour les femmes. »

Ainsi, tout un système serait en place pour favoriser les femmes, que ce soit dans les cas de garde des enfants ou de violence conjugale et le gouvernement y participerait, notamment avec le Conseil du statut de la femme et la promotion de politiques gouvernementales répressives pour les hommes (Savard 1997, B2).

Comme c'est souvent le cas dans le discours masculiniste, il est question de l'exclusion du père dans la famille. Cette idée est aussi présente dans la thématique de la condition masculine (les hommes n'ont plus leur place dans la société) et du suicide. Quand il est question des droits des pères, l'idée est que ceux-ci sont exclus de la famille, surtout après le divorce :

Pour être bref, autant pour le père marié que pour le père divorcé, l'équité parentale, ce n'est pas pour demain. Le père divorcé, lui, ne fait carrément pas partie de la famille dans notre société prétendant vouloir abolir les iniquités entre hommes et femmes. La fête des Pères devra peut-être bientôt changer de nom pour la fête du Guichet automatique (Ménard 1997, B3).

Des liens sont faits entre cette exclusion et l'émancipation des femmes et les gains du mouvement féministe. Dans un article du *Soleil* en 1999 (Tremblay 1999, D2), la psychanalyste Christiane Olivier accuse directement les femmes :

Avec les lois sur l'avortement et la contraception, puis avec l'insémination artificielle, la femme prend le contrôle des opérations. [...] La psychanalyste se fait encore plus claire, en entrevue : « La femme trouve que l'homme ne sait pas éduquer les enfants, que sa présence n'est pas gratifiante. Bref, il n'est plus indispensable. Alors, la femme lui a

enlevé son titre de père et l'a chassé du couple. Elle exige une pension, elle garde la maison, elle lui prend tout! »

Finalement, une autre idée associée à la thématique des droits des pères est qu'ils sont victimes de fausses accusations de la part de leur ex-conjointe pour les empêcher d'avoir la garde des enfants (La Presse 1997, A8). Comme nous le verrons plus tard, cette idée est aussi utilisée dans le discours sur la violence conjugale.

Bref, le discours masculiniste met beaucoup l'accent sur l'exclusion des pères dans la famille et ce sont les femmes, les juges et les avocats qui en seraient responsables. De plus, les hommes seraient victimes de fausses accusations, ce qui participe à leur exclusion et à la perte de leurs droits. Plusieurs groupes comme Fathers-4-Justice, l'Office des droits des pères et l'Après-rupture participent activement à la diffusion de ces discours. De plus, certains journalistes affirment que ces groupes sont très actifs et qu'ils les sollicitent beaucoup, notamment en leur envoyant des lettres. Ces groupes sont à l'origine de plusieurs événements qui ont été très médiatisés (superhéros sur le pont Jacques-Cartier, grève de la faim, manifestations, etc.), ce qui fait en sorte que leurs idées et leur discours sont fortement véhiculés dans les médias.

2.4. Réussite scolaire

La thématique de la réussite scolaire est aussi très présente dans notre corpus, surtout dans le journal *Le Soleil*. Tout comme c'est le cas pour les autres thématiques, plusieurs articles ont été considérés comme étant neutres, car le phénomène du décrochage scolaire chez les garçons était mentionné sans être accompagné d'un argumentaire masculiniste. Toutefois, les articles comportant un discours masculiniste sont quand même nombreux et nous ont permis de mieux comprendre comment l'argumentaire sur cette problématique est structuré.

Les articles partent du constat d'une différence entre les garçons et les filles à l'école (études, comportement, résultats scolaires, taux de décrochage). Ce constat est aussi présenté comme étant un problème de société important, relativement récent et qui risque d'entraîner des bouleversements importants dans le futur. Cet extrait d'un article de Michèle Ouimet (1994, A5) est explicite :

Les filles sont meilleures que les garçons à l'école : elles décrochent moins, étudient plus et obtiennent des notes nettement supérieures. En fait, le fossé séparant les garçons des filles est tellement important qu'il risque de bouleverser l'équilibre actuel de la société.

Les causes mentionnées sont, généralement, le manque de modèles masculins et une trop grande féminisation de l'école. Cela ferait en sorte que l'école ne serait pas adaptée aux garçons : « À la petite école, les gars ont des modèles presque exclusivement féminins, explique le président du Conseil supérieur de l'éducation, Robert Bisailon. Ils ont l'impression que la scolarité, c'est une affaire de filles » (Ouimet 1994, A5). En fait, les garçons ne se retrouveraient pas dans les valeurs féminines qui sont véhiculées à l'école à cause de cette surreprésentation de modèles féminins et de l'absence de modèles masculins. Cela irait encore plus loin que les problèmes scolaires des garçons et certains croient que ces éléments affectent aussi le rôle et l'identité des garçons dans la société en général :

Le Dr Montgrain établit un lien entre le système d'éducation et la difficulté qu'éprouvent les garçons à prendre la place qui leur revient dans la société. « Le système d'éducation est basé sur un modèle féminin et il ne convient pas du tout aux garçons, insiste-t-il. La parole n'est qu'aux femmes présentement. Les garçons n'ont plus de modèles masculins satisfaisants. Ils doivent en avoir pour ne pas devenir des poules mouillées et des hommes roses et ainsi pouvoir entretenir une relation d'égal à égal avec les femmes (Presse Canadienne 2003, B3).

Évidemment, certains affirment que le féminisme est responsable du mépris des valeurs masculines, surtout à l'école. Par exemple, Lysianne Gagnon (1999, B3), fait un lien très évident entre le féminisme et le dénigrement de ces valeurs :

Qu'est-ce donc qui a changé? Le nouveau facteur, dont le Conseil ne parle pas, est peut-être le féminisme, ou plus précisément un certain féminisme primaire et radical qui a engendré le mépris des valeurs masculines. Toute la société, l'école au premier chef, est imprégnée de cette mentalité qui voit la masculinité comme une tare et tourne en ridicule les comportements masculins traditionnels.

Afin d'expliquer le phénomène du décrochage scolaire chez les garçons, plusieurs affirment que ce sont les différences de comportement entre les filles et les garçons qui causent problème. L'organisation de l'école et la féminisation de l'enseignement feraient en sorte que les comportements masculins ne sont pas favorisés et acceptés. Ainsi, il y aurait des différences importantes entre les deux sexes : « Le style de l'organisation académique favorise les filles, croit le psychologue Charles E. Caouette. Elles sont plus dociles, leurs cahiers sont plus propres, elles dérangent moins. Les garçons ont une approche moins raffinée » (Ouimet 1994, A5).

L'accent est souvent mis sur le besoin de bouger des garçons et leur façon plus agressive de s'exprimer :

« Les garçons ont besoin de bouger, d'agir, de se bousculer », souligne M. Archambault, qui constate que l'école répond mal à ce besoin. Et qu'elle stigmatise ceux qui ne tiennent pas en place, parlent fort et s'empoignent à l'occasion. « Le garçon qui s'exprime de façon agressive passe pour un violent et les comportements violents ont été dramatisés » (Gruda 2002, A3).

Ces différences de comportements ne sont pas expliquées par les stéréotypes et la socialisation, mais bien comme étant naturels et difficiles à changer : « Les garçons sont plus rudes et plus directs. Une petite bousculade, un petit coup de poing tiendront lieu du mot gentil des filles, de la caresse. Les garçons sont plus brouillons, moins ordonnés et ils le resteront longtemps » (Côté 1999, B3). Dans un article sur les difficultés scolaires des garçons, Lysianne Gagnon (1999, B3) affirme même que le féminisme n'a pas réussi à changer ces comportements :

Bref, contrairement à l'idée reçue voulant que les comportements tiennent à la culture plutôt qu'à la nature, le Conseil admet ce que la première génération de parents féministes a découvert à son grand désarroi à mesure que ses enfants grandissaient : eh oui! on aura beau élever son fils et sa fille de la même façon, offrir des poupées au premier et des mécanos à la seconde, le garçon sera plus remuant et plus compétitif, et la fille, plus réservée, plus conformiste et plus soucieuse de plaire aux adultes (il y a des exceptions, bien sûr, mais on parle ici de moyenne)... autant de qualités qui feront de la seconde une « meilleure » élève, quitte à ce que ses problèmes, intériorisés, explosent à l'adolescence.

D'autres affirment aussi qu'il existe des différences d'apprentissage entre les garçons et les filles, notamment à cause du développement du cerveau qui se ferait différemment. Ainsi, ils n'apprendraient pas de la même manière et il faudrait modifier les façons d'enseigner pour le prendre en considération (Poissant 2003b, B3).

Dans les solutions mentionnées pour régler le problème, on retrouve évidemment l'augmentation du nombre d'enseignants et de modèles masculins, l'augmentation du temps de récréation et d'activité physique ainsi qu'une plus grande accessibilité aux activités sportives, comme les programmes sport-études, pour les garçons. Jean-Guy Lemery établit un lien clair entre les différences d'apprentissage des garçons et le besoin d'un plus grand nombre d'enseignants masculins :

« Les filles fonctionnent très bien à l'école, car les approches pédagogiques utilisées sont très près d'elles, poursuit Jean-Guy Lemery. On les rejoint, car elles ont un modèle procédurier et séquentiel et c'est ainsi que les professeurs enseignent. De plus, on peut faire le lien avec le fait que le personnel enseignant au primaire est à plus de 85 % féminin. Les enseignantes sont naturellement portées à utiliser un modèle dans lequel elles sont à l'aise. On ne peut pas les blâmer pour cela. Il manque tout simplement de

professeurs masculins pour offrir d'autres approches et se coller de plus près aux besoins des garçons » (Poissant 2003b, B3).

Finalement, la non-mixité des classes est une autre solution assez populaire auprès de ceux qui tiennent ce discours. La mixité des classes fonctionnerait bien pour les filles, mais pas pour les garçons. Ainsi, plusieurs proposent un retour à des classes non mixtes pour que l'enseignement prenne en considération les différences de comportement et d'apprentissage.

2.5. Violence conjugale

Nous retrouvons un argumentaire similaire aux autres thématiques dans le cas de la violence conjugale. Dans un premier temps, il y a encore une dénonciation de l'image de l'homme dans la société québécoise, car il serait toujours considéré comme étant un agresseur. Cette idée est énoncée assez clairement dans une lettre d'opinion publiée dans *Le Soleil* en 1991 :

Je suis mâle, hétérosexuel, marié, père de trois filles, catholique et, vivant à l'extérieur du Québec, en situation de minorité linguistique. Statistiquement, je suis un agresseur, et deux des quatre femmes avec qui je vis sont des victimes. Les complices : le gouvernement, la société, « son » milieu de travail, « leur » école, et l'Église catholique (Vastel 1993, A10).

Encore une fois, l'image de l'homme serait négative (un agresseur, un bourreau, une personne violente) alors que la femme serait toujours considérée comme étant une victime ou bien une femme agressive qui ne ferait que défendre ses droits (Saint-Hilaire 2001, A4). Selon ce discours, il n'y a pas une victime et un agresseur dans les cas de violence conjugale, il y aurait généralement une symétrie de la violence, car « [e]n fait, la violence conjugale est généralement un phénomène réciproque ou mutuel dans le couple, montrent de nombreuses enquêtes. Dans la plupart des cas, l'agresseur est également victime, et vice-versa » (Berger 2002, A1).

Les personnes tenant un discours masculiniste affirment qu'il y a autant, sinon plus, de femmes violentes : « Ils s'apercevront que les recherches récentes ne font que confirmer des faits connus depuis plus de deux décennies. En contexte conjugal, les femmes sont violentes en aussi grand nombre que les hommes » (Jeffrey 1999, B3). Selon eux, le problème est que les statistiques sur la violence conjugale sont fausses, comme nous pouvons le lire dans un article de Gérald Gauthier (2000, B2) dans *La Presse* : « Pour gonfler les statistiques, on mélange la violence physique avec la violence psychologique et la violence morale. Bien sûr, les exemples populaires se limitent toujours au type où les hommes ont l'avantage. Faut croire que ça vend plus ». À cause de ces « fausses » statistiques, ce sont seulement les femmes qui bénéficient des fonds

consacrés aux victimes de violence conjugale. Pour certains, ce sont les féministes qui ont instrumentalisé le discours sur ce sujet:

Le discours sur la violence a été si vigoureusement instrumentalisé par les féministes que, dans nos contrées, la violence suppose toujours un agresseur et une agressée, un coupable et une victime... [...] Mais c'est toujours le même foutu problème avec les féministes, leur cible est très accessoirement les batteurs de femme, c'est l'homme qui est visé. C'est l'homme, dans sa queue dressée, qui porte le germe de la violence (Foglia 1999, A5).

Yves Pageau (2003, A23) va encore plus loin en parlant d'une « industrie » et des objectifs des féministes avec le phénomène de la violence conjugale :

L'idée que des hommes soient parfois la victime de leur conjointe bouscule, en effet, les bases d'une industrie importante. Il faut bien le reconnaître que l'objectif du féminisme consiste à broyer les hommes présumés toujours coupables et à accorder aux femmes, présumées toujours victimes, les moyens de se soustraire à la justice en portant de fausses allégations à l'endroit de leur conjoint.

Il y a donc une dénonciation des fonds reçus par les centres d'hébergement pour femmes violentées et du manque de ressources pour les hommes. Certains, sans participer au discours affirmant que les hommes sont plus violentés et que les statistiques sont fausses, croient qu'il est illogique que ce soit les hommes qui doivent quitter le domicile en cas de violence conjugale et que ce soit les femmes qui bénéficient des ressources financières et des centres d'hébergement (Bouchard 2000b, A4).

Tout comme en ce qui concerne le discours sur les droits des pères, les hommes seraient victimes de fausses accusations de la part de leurs conjointes ou ex-conjointes et victimes d'un système qui favorise les femmes. Dans un article d'opinion publié dans *Le Soleil* par Georges Dupuy (2000, B17), ce dernier parle d'un ouvrage qu'il a publié sur ce sujet et qui contient une grande partie de l'argumentaire masculiniste sur la violence conjugale :

Cet ouvrage caractérise toute la chaîne des événements et des acteurs auxquels les hommes sont confrontés : d'abord les dénonciations construites à partir de fausses accusations que trop de femmes sans scrupules se permettent d'utiliser pour obtenir des avantages sociaux et économiques en se servant de l'idéologie de l'homme violent et de la femme victime, ensuite les arrestations auxquelles les policiers procèdent systématiquement, tel que le leur recommande la Politique d'intervention en matière de violence conjugale du gouvernement. Puis la transmission automatique des dossiers par les procureurs de la Couronne vers la fin de la chaîne : les juges. Enfin, des jugements iniques par des individus soumis à l'idéologie de la femme victime et à la Politique d'intervention. Les juges ont, pour la plupart, perdu toute impartialité, mais sans contraintes ou faisant fi de celles-ci, usent d'un pouvoir quasi absolu et arbitraire sur les accusés.

Bref, les arguments utilisés pour la thématique de la violence conjugale le sont aussi pour d'autres thématiques : l'image négative des hommes, les problèmes causés par le féminisme, les hommes victimes d'un système seulement favorable aux femmes, etc.

2.6. *Dérives du féminisme*

La dernière thématique que nous avons retenue pour notre analyse est celle des dérives du féminisme ou du féminisme qui est allé trop loin. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette thématique se retrouve souvent dans l'argumentaire masculiniste sur les autres sujets. En fait, nous pouvons affirmer que la majorité des articles dans lesquels nous retrouvons cette idée, elle y est associée à une autre. Le sexisme dont seraient victimes les hommes expliquerait plusieurs de leurs problèmes :

Après la misogynie, voici la misandrie. Le dénigrement des hommes fait désormais partie des mœurs, affirment les chercheurs Katherine Young, de l'Université McGill, et Paul Nathanson, auteur indépendant. Il pourrait même expliquer des fléaux comme le décrochage scolaire et le suicide des garçons, tout autant que celui des pères absents (Bouchard 2002, D3).

Malgré le fait que le féminisme est souvent pointé du doigt, il est souvent dit que c'était une bonne chose au départ, mais que le mouvement féministe est maintenant néfaste pour les hommes et pour la société en général, comme le rapporte Élisabeth Fleury (2003, A4) dans un de ses articles : « J'ai l'impression qu'on se sert de la structure du féminisme, qui a déjà été une bonne chose, pour détruire les hommes ». En effet, le féminisme serait passé d'un mouvement nécessaire à un mouvement anti-hommes qui cherche à les détruire :

Le Québec semble avoir été particulièrement frappé par cette perversion du féminisme (qui au départ n'était pas une idéologie anti-homme), peut-être parce que les hommes y étaient plus vulnérables. Le Québec profond, était, avant la révolution féministe, une société matriarcale, où la femme dominait le mari; elle était souvent plus instruite que lui; elle régnait sur le foyer (et sur le budget familial); gagne-petit au travail, il n'avait pas de pouvoir sur rien. Il finissait par être infantilisé au même titre que les enfants et par appeler sa femme « maman » (Gagnon 1999, B3).

Même si le discours masculiniste met beaucoup l'accent sur la condition masculine, les femmes seraient aussi touchées par les effets pervers du féminisme. L'une des dérives de ce mouvement est que les femmes sont toujours considérées comme des victimes :

Voilà une mesure qui s'inscrit à merveille dans l'air du temps, qui est celui des victimes. Toute femme, dans cette idéologie néo-féministe qui ressemble à s'y méprendre à l'idéologie patriarcale d'antan, est moralement supérieure à l'homme. « La » femme est plus douce, plus vertueuse, et invariablement excusable, tant par sa nature que par sa

condition d'opprimée, des torts qu'elle aurait pu avoir. Elle n'est, autrement dit, jamais responsable de ses choix, ni de ses erreurs. Toute femme a été, ou sera, une victime (Gagnon 1996, B3).

Le féminisme est souvent présenté comme étant maintenant un mouvement extrémiste; il est question « d'intégrisme féministe » et d'une idéologie anti-hommes. Bref, comme il a été mentionné, les femmes seraient en position de pouvoir et avantagées, alors que les hommes seraient en désarroi et victimes d'une société dans laquelle ils ne se retrouvent plus et qui n'accepte pas les valeurs et les comportements masculins.

Conclusion

L'objectif de ce deuxième chapitre était d'analyser l'évolution du discours masculiniste dans *La Presse* et dans *Le Soleil*, de vérifier si la progression des thématiques était constante ou bien liée à des événements précis et, finalement, de montrer quel est l'argumentaire utilisé avec ces thématiques.

Dans un premier temps, nos données semblent invalider la thèse que la tragédie de Polytechnique a agi comme fenêtre d'opportunité pour la diffusion du discours antiféministe dans les médias. Nous avons aussi constaté une lente progression du nombre d'articles sur les thématiques masculinistes dans les années 1990, mais que c'est vraiment dans les années 2000 qu'il y a eu une augmentation plus marquée. Notre analyse a permis de montrer que l'évolution des thématiques est souvent liée à des événements ou à des actions en particulier. Les actions des groupes masculinistes ou des individus associés à ce contre-mouvement semblent réellement influencer la présence de ce discours dans les médias.

Ensuite, notre analyse plus spécifique de l'argumentaire utilisé dans ce discours montre que plusieurs associations sont faites entre les thématiques. L'image négative des hommes dans la société, les problèmes liés à l'identité masculine, le système qui privilégie les femmes ainsi que les bouleversements liés au féminisme sont les arguments les plus utilisés pour expliquer le suicide des hommes, le décrochage scolaire des garçons, la problématique des droits des pères et la violence conjugale.

Comme l'objectif principal du mémoire est de comprendre les interactions entre le mouvement des femmes et son contre-mouvement, le masculinisme, il est nécessaire d'analyser les réactions du mouvement des femmes au discours analysé dans ce deuxième chapitre. C'est pourquoi le prochain chapitre est consacré à l'analyse de documents et de journaux féministes.

CHAPITRE 3 : RÉACTIONS DU MOUVEMENT DES FEMMES AU DISCOURS MASCULINISTE

Ce troisième chapitre est consacré à l'analyse des réactions du mouvement des femmes au discours masculiniste dans la société québécoise. Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, la couverture médiatique du mouvement des femmes et des revendications féministes est généralement inexistante ou négative. Ce constat peut aussi être fait à la lumière des résultats de l'étude des articles de *La Presse* et du *Soleil*, car une grande majorité de ces articles ont un contenu masculiniste ou neutre, alors qu'une faible proportion des articles ont un contenu féministe. Dans la première partie de ce chapitre, nous analysons les articles ayant un contenu féministe afin de comprendre comment le mouvement des femmes réagit dans les médias au discours masculiniste. Comme nous savons qu'il est généralement difficile pour le mouvement des femmes de diffuser ses idées dans les médias de masse, il est nécessaire d'utiliser des publications féministes. Pour cette raison, la deuxième partie porte sur l'analyse de documents de la Fédération des femmes du Québec (rapports annuels et diverses publications) afin d'étudier les dossiers prioritaires, les activités, les analyses et les stratégies au courant de la période 1985-2009. De cette façon, nous verrons spécifiquement ce que la FFQ a écrit sur la montée des discours antiféministes et les stratégies qu'elle utilise pour les contrer.

Réactions du mouvement des femmes dans les médias

Sur une totalité de 283 articles dans *La Presse*, 31 ont un contenu exclusivement féministe et, sur ce nombre, seulement 5 sont écrits par des représentantes du mouvement des femmes ou portent spécifiquement sur les idées de groupes de femmes.

Tout d'abord, le 16 août 1997, la présidente du Conseil du statut de la femme (CSF) a réagi aux accusations faites à son organisation et aux nombreux articles écrits par des représentants de groupes de pères divorcés. Tout en admettant « que la manière dont la garde des enfants est décidée est quelques fois dépassée et ne tient pas compte suffisamment compte de l'implication de certains pères » (Lemieux 1997, B3), elle tient à expliquer la nature et les objectifs du CSF, après une association entre son organisation et le Ku Klux Klan dans un article publié⁴ dans *La Presse* auparavant.

⁴ Daniel Savard. 1997. « Les préjugés sont tenaces à l'égard des pères », *La Presse* (Montréal), 8 août, B2.

Le deuxième article paru est de Marie-Hélène Houle (Houle 1998, B2) de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficultés. Cet article fait suite aux demandes de certains groupes d'hommes pour qu'il y ait une enquête publique concernant de fausses accusations contre les hommes en cas de violence conjugale et sur l'attitude sexiste des institutions. Elle rappelle que les cas de fausses accusations sont rares, que les femmes constituent la quasi-totalité des victimes de violence conjugale et que l'utilisation de la violence est encore légitimée. En 1999, Gisèle Bourret (Comité de la condition des femmes à la Centrale de l'enseignement du Québec) et Françoise David (Présidente de la FFQ) ont réagi à un article de Lysianne Gagnon⁵ sur les difficultés scolaires des garçons dans lequel elle affirme que l'un des facteurs expliquant ce phénomène est le féminisme qui serait la source d'un mépris des valeurs masculines. Elles expliquent, entre autres, que plusieurs facteurs peuvent expliquer les difficultés scolaires des garçons (pauvreté, division sociale et sexuelle, changements du modèle familial, etc.) et elles rappellent que les modèles masculins sont très présents dans la société (Bourret et David 1999, B3).

Ensuite, en 2003, un article de Louise Leduc (2003, A12) a abordé la montée de la droite et de l'antiféminisme et il était question des différentes stratégies privilégiées par la FFQ pour contrer ces phénomènes. En plus de contester le fait qu'on lie les problèmes scolaires des garçons à une trop grande féminisation ou aux femmes en général, le texte rappelle que l'égalité n'est pas encore atteinte et que de nombreuses inégalités existent toujours. Selon l'article, la FFQ songe donc à se radicaliser ou à utiliser la désobéissance civile non violente (au besoin) afin de lutter contre ce contexte néolibéral et antiféministe.

Finalement, en 2006, dans le cadre du dossier spécial « Comment ça va les hommes? », un article de Violaine Ballivy (2006, A6) rapportait le point de vue des féministes sur la question. Michelle Asselin, présidente de la FFQ, affirme qu'il est légitime de se pencher sur la condition masculine, mais qu'il ne faut pas que cela occulte les problèmes vécus par les femmes ou que les problèmes des hommes soient perçus comme étant équivalents à ceux des femmes. Elle rappelle que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas atteinte. Blanche Paradis, du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, souligne que les hommes ont encore les

⁵ Lysianne Gagnon. 1999. « La misère scolaire des garçons », *La Presse* (Montréal), 16 octobre, B3.

meilleures places dans la sphère publique, mais qu'il peut être souhaitable de parler du désarroi des hommes dans la sphère privée.

Le Soleil compte 22 articles ayant un contenu féministe sur un total de 219. Par contre, un seul traite spécifiquement des idées de groupes féministes. Il s'agit d'un article écrit en 2003, qui est en fait le même article qui a été publié dans *La Presse* sur la montée de la droite et de l'antiféminisme, ainsi que sur la possibilité que la FFQ se radicalise (Presse Canadienne 2003, A26).

Malgré le fait que peu d'articles publiés ont été écrits par des représentantes de groupes féministes, leurs idées sont parfois reprises dans des chroniques ou des lettres d'opinions. Par exemple, dans un article de Brigitte Breton (2004, A16) dans *Le Soleil*, le point de vue de Diane Lavallée, du Conseil du statut de la femme, sert de point de départ à un article pro-féministe qui se questionne sur les stratégies nécessaires pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes. De plus, nous retrouvons dans les deux quotidiens plusieurs articles qui contestent les arguments masculinistes concernant les difficultés scolaires des garçons et quelques articles qui questionnent le désarroi des hommes, étant donné les inégalités toujours existantes. Mais comme nous nous intéressons plus particulièrement aux réactions du mouvement des femmes, ces articles ne sont pas vraiment pertinents pour notre recherche. Ce sont donc les publications de la FFQ qui nous permettent de mieux comprendre comment le mouvement des femmes réagit à l'antiféminisme et à son discours.

Réactions de la Fédération des femmes du Québec aux discours antiféministes

Durant les années 1985 à 2009, beaucoup de changements se sont produits au sein de la Fédération des femmes du Québec, que ce soit dans son organisation, ses stratégies, ses dossiers prioritaires, etc. L'étude de ces publications nous permet de diviser cette période en plusieurs parties, notamment à cause des dossiers prioritaires de la FFQ qui évoluent à plusieurs reprises, mais aussi en raison de changements importants dans son analyse du contexte dans lequel les femmes vivent. Dans un premier temps, durant la période 1985-1989, il nous a été impossible d'avoir accès à tous les rapports d'activité, mais il y avait entre quatre et six publications par

année de *la Petite Presse*, ce qui nous a permis de voir les dossiers prioritaires de l'organisation. Nous notons que l'accent est surtout mis sur les consultations gouvernementales, le débat sur la souveraineté du Québec et l'Accord du Lac Meech, ainsi que sur divers dossiers liés à la condition féminine (contraception, accès à l'égalité, familles, programmes sociaux, avortement, etc.). En aucun cas il n'est question d'antiféminisme ou de masculinisme.

Ensuite, la période couvrant les années 1990-2000 marque un premier changement dans ces publications, notamment à cause de problèmes internes. La première moitié des années 1990 est caractérisée par des problèmes au sein de la FFQ, comme une baisse du membership, des difficultés financières et organisationnelles (Fédération des femmes du Québec 1992, 2; Fédération des femmes du Québec 1991, 7). Ainsi, en plus des rapports manquants de 1991 à 1995, les publications de *la Petite Presse* sont moins nombreuses durant ces années. Il est donc question de ces difficultés, mais aussi de la souveraineté, du projet de la marche Du pain et des roses ainsi que de quelques dossiers liés à la condition féminine. En 1993, il est mentionné pour la première fois dans les documents dont nous disposons du 6 décembre (tuerie de l'École Polytechnique) et des violences faites aux femmes. Sans parler spécifiquement d'antiféminisme, la FFQ dénonce clairement certaines personnes qui minimisent ces violences :

Pourtant, certains dinosaures bien vivants comme Roch Côté ou le juge La Crochetière continuent de minimiser la réalité ou ridiculiser les craintes que nous vivons (sic). Mais les femmes réagissent, dénoncent, continuent de dire encore et encore que nous devons atteindre la tolérance zéro (Fédération des femmes du Québec 1993, 7).

Ainsi, la FFQ réagit à ce genre de propos, qui font partie de l'argumentaire masculiniste sur la violence conjugale. À partir de 1996, la lutte contre la pauvreté des femmes devient la priorité de la FFQ. Les années 1996-2000 sont manifestement marquées par l'organisation de la Marche mondiale des femmes de 2000 et c'est aussi durant cette période que les sujets « femmes du monde » et la reconnaissance des lesbiennes deviennent plus présents dans les publications. De plus, c'est à partir de 1995 que la FFQ parle d'une montée de la droite et des intégrismes qui ont des répercussions sur les femmes. Le néolibéralisme et ses conséquences commencent à occuper une place plus importante dans les documents produits. Dans le rapport annuel de 1996-1997, la droite est considérée comme une menace à prendre au sérieux, car « il est apparu clair qu'au Québec, la droite la plus menaçante était la droite économique. Le comité a donc poursuivi sa réflexion autour du néolibéralisme et de son impact sur les femmes » (Fédération des femmes du Québec 1997, 17).

La période des années 2000 est la plus intéressante et la plus pertinente pour cette recherche, car c'est durant ces années que l'enjeu de l'antiféminisme et du masculinisme font leur apparition dans les documents produits par la FFQ. Nous observons des changements considérables au sein de l'organisation après la Marche mondiale des femmes de 2000. Comme il est souligné dans le rapport de 2000-2001, « la FFQ se retrouve à un moment charnière de son histoire. Elle sort de la Marche avec une crédibilité et un rapport de force accrus » (Fédération des femmes du Québec 2001, 1). La MMF continue donc à occuper une place centrale durant cette période, avec un retour sur l'édition de 2000 et la préparation des prochaines éditions. Toutefois, c'est aussi durant le début des années 2000 que l'organisation se recentre sur elle-même, après avoir mis beaucoup de temps et d'énergie dans la préparation de la marche. C'est pourquoi il est beaucoup question d'une redéfinition des objectifs et d'une réorientation au sein de l'organisation. Aussi, les dossiers de la pauvreté et de la violence restent centraux dans les revendications de la FFQ.

Nous avons observé qu'à partir du milieu des années 1990, la FFQ inclut la montée de la droite et des intégrismes dans son analyse du contexte politique, économique et social qui nuit à l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes. À partir de 2003, la montée de l'antiféminisme devient un élément de plus en plus présent et important dans les publications de la FFQ et il est régulièrement associé à la montée de la droite. La première mention du masculinisme se fait dans le rapport d'activités 2002-2003. Dans le compte rendu du comité communications, il est mentionné qu'à « plusieurs occasions, des journalistes ont posé des questions sur le masculinisme » (Fédération des femmes du Québec 2003a, 11). Avant même que l'antiféminisme devienne une préoccupation pour la FFQ, il semble que la présence des thématiques masculinistes dans les médias avait un effet visible, notamment avec l'intérêt des journalistes sur le sujet.

C'est dans le rapport d'activités 2003-2004 que des liens explicites sont établis entre la montée de l'antiféminisme et les conséquences sur le mouvement des femmes, notamment sur la survie du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la condition féminine :

Dans un contexte où les courants antiféministes se manifestent avec de plus en plus de hargne, où les lobbys masculinistes prennent d'assaut plusieurs acquis des femmes, ces mécanismes [Conseil du statut de la femme (CSF) et Secrétariat à la condition féminine (SCF)] sont présentement remis en question. La conjoncture politique inquiétante qui

prévalait au Québec au cours de l'automne 2003 nous a fait craindre pour l'existence même du CSF et du SCF » (Fédération des femmes du Québec 2004, 32). C'est aussi à partir de 2003 que la revue *le Féminisme en bref* mentionne pour la première fois la montée de l'antiféminisme. L'objectif de la FFQ lors de la campagne électorale de 2003 était de mettre le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes de l'avant, car « face, entre autres, à la montée actuelle de la droite, des revendications masculinistes, etc., nous sommes inquiètes d'un discours de droite qui tend à faire croire que les femmes ont tout gagné au détriment du reste de la société. Or il n'en est rien » (Fédération des femmes du Québec 2003b, 30).

Nous observons que la montée de l'antiféminisme devient une préoccupation considérable pour les membres de la FFQ, comme cela est rapporté dans le rapport d'activités 2003-2004 :

Lors du congrès d'orientation, les membres ont tenu à souligner un enjeu particulier pour le mouvement des femmes, la montée actuelle de l'anti-féminisme. En effet, nous assistons au développement d'un courant masculiniste dont les protagonistes tentent de discréditer le féminisme, ses analyses, ses revendications et ses luttes. Le congrès adoptait une proposition pour que la FFQ se préoccupe particulièrement de la montée de l'antiféminisme » (Fédération des femmes du Québec 2004, 35-36).

Ce contexte influence directement les actions de la FFQ qui cherche à contrer cette montée de la droite et plus particulièrement de l'antiféminisme. À la suite de l'adoption de cette proposition, la FFQ commence dès 2004 à s'impliquer afin de réfléchir et de réagir à cette montée de l'antiféminisme. En effet, en novembre 2004, elle participe à des journées de réflexions sur les revendications féministes et les médias, organisées par la Table des groupes de femmes de Montréal et l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes. L'hypothèse de départ « est que les gains réalisés par le mouvement des femmes trouvent peu d'écoute dans les médias et sur les tribunes publiques » (Fédération des femmes du Québec 2004, 36). Le but de ces journées est de vérifier si le discours antiféministe occupe une grande place dans les médias québécois et s'il y a un lien entre ce phénomène et le traitement du féminisme dans les médias, en plus de discuter de stratégies visant à actualiser les pratiques du mouvement des femmes afin d'améliorer la diffusion du discours féministe sur la place publique (Fédération des femmes du Québec 2004, 36).

L'année suivante, ce contexte influence aussi les revendications québécoises de la MMF 2005, car même si elles sont inspirées des revendications québécoises de la Marche de 2000, elles sont adaptées à la réalité actuelle, c'est-à-dire une montée de la droite économique, une montée de la

droite politique et une montée de l'antiféminisme (Fédération des femmes du Québec 2005, 13).

Dans le rapport d'activités suivant, nous retrouvons les résultats de ces journées de réflexion :

Les revendications des groupes de femmes, si elles sont présentes dans les médias écrits du Québec, sont diluées parmi un ensemble de propos critiques à l'égard du féminisme, ambivalents quant à la nécessité de la Journée internationale des femmes, perplexes quant aux avancées des femmes et convaincue que l'égalité entre les hommes et les femmes est atteinte ou en bonne voie de l'être (Fédération des femmes du Québec 2005, 48).

Ainsi, à la suite de ces constats, la FFQ s'engage à s'impliquer avec d'autres groupes de femmes afin de trouver des stratégies pour contrer cette montée de l'antiféminisme et l'intimidation des masculinistes envers les groupes de femmes (Fédération des femmes du Québec 2005, 49).

En 2006, les conséquences de la montée de l'antiféminisme sont particulièrement claires dans le rapport d'activités :

Depuis quelques années, le mouvement des femmes, dont la FFQ, est la cible d'attaques de la part d'antiféministes qui remettent en cause de façon virulente l'action en faveur des droits des femmes, le féminisme, voire même la légitimité du financement gouvernemental des groupes de femmes. Ces groupes antiféministes, même s'ils sont peu nombreux, rejoignent une partie de la population et réussissent à influencer certains décideurs (Fédération des femmes du Québec 2006a, 49).

Durant cette année, la FFQ a entrepris plusieurs actions afin d'agir contre cette situation. Dans un premier temps, la création de la liste RebELLEs, une liste de discussion québécoise pour les jeunes féministes, vise à « contribuer à briser l'isolement des jeunes qui s'identifient comme féministes dans un contexte de ressac antiféministe, particulièrement celles vivant hors des grands centres urbains et qui ont moins d'espaces de collectivisation » (Fédération des femmes du Québec 2006a, 7). Le rapport 2005-2006 mentionne également plusieurs actions faites par des jeunes féministes en dehors de la FFQ concernant les attaques des groupes masculinistes et les activités des groupes anti-choix (ou pro-vie). La FFQ a participé à la manifestation contre le Congrès anti-choix et a invité quelques-uns de ces groupes de jeunes féministes à une journée de réflexion sur l'antiféminisme (Fédération des femmes du Québec 2006a, 11). Une autre action qui tient compte du ressac antiféministe est le choix du thème de la journée internationale des femmes par le Collectif 8 mars 2006⁶. Le thème *Pour une réelle égalité : toujours engagées* « allait sans équivoque porter sur la notion d'égalité, mise à mal par le gouvernement Charest et par le ressac antiféministe » (Fédération des femmes du Québec 2006a, 43).

⁶ Le Collectif 8 mars 2006 était composé par la FFQ, la FTQ, la CSN, l'Intersyndicale des femmes et le Comité des femmes des communautés culturelles.

Enfin, en 2005-2006, le Groupe des 13⁷ a mis en place un comité sur la montée de l'antiféminisme qui s'est penché sur l'état des situations d'attaques antiféministes. Il a observé que « les réactions antiféministes sont constatées en majorité lorsqu'il y a des événements ou des interventions publiques, notamment quand il est question de divorce, séparation, garde d'enfants et violence conjugale » (Fédération des femmes du Québec 2006a, 50). Plusieurs réactions et stratégies des antiféministes ont été répertoriées : enregistrement des discussions ou des conférences; insultes, intimidation, menaces, harcèlement; grande utilisation d'Internet; appel aux médias et aux représentants politiques; participation et perturbation d'événements féministes; plaintes déposées à la police, poursuites et recours collectifs (Fédération des femmes du Québec 2006a, 50). Enfin, dans *le Féminisme en bref* de février 2006, il est question d'un outil préparé par la Table de concertation de Laval en condition féminine, « Paroles féministes, controns le ressac », qui répond au discours antiféministe, qui permet de repérer les discours sexistes et de relever les stratégies des antiféministes et qui propose un argumentaire et des stratégies de communication pour les contrer (Fédération des femmes du Québec 2006b, 15). À la suite de toutes ces actions et de son analyse de la montée de l'antiféminisme, la FFQ a déterminé que sa priorité d'action pour l'année 2006-2007 serait de lutter « contre les politiques néo-libérales et patriarcales des gouvernements québécois et canadiens (...) » (Fédération des femmes du Québec 2006, 60), principalement à cause de l'antiféminisme, de l'illusion de l'égalité déjà-là, des perceptions négatives par rapport aux avancées des femmes, d'une minimisation des inégalités, etc.

Durant l'année 2006-2007, nous observons que la FFQ continue de lutter activement contre la montée de l'antiféminisme. La liste de diffusion RebELLES est maintenue et la FFQ participe à la tournée régionale pour *Affirmer et promouvoir le féminisme et les droits à l'égalité des femmes*. Cette tournée est organisée avec l'aide des tables de groupes de femmes et « vise, rappelons-le, à contrer les effets du ressac antiféministe qui s'est exprimé de manière plutôt virulente ces dernières années » (Fédération des femmes du Québec 2007, 20). L'organisation féministe a aussi maintenu son implication dans le Groupe des 13 et dans le comité sur la montée de l'antiféminisme (Fédération des femmes du Québec 2007, 61).

⁷ « Le Groupe des 13 est un lieu de concertation qui réunit les groupes nationaux de femmes ainsi que le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes. La FFQ est un membre actif des 13 » (Fédération des femmes du Québec 2006, 50).

En 2007-2008, la FFQ constate qu'il existe encore plusieurs manifestations de l'antiféminisme, que ce soit sur Internet avec la présence de sites haineux qui dénigrent le féminisme et qui méprisent plusieurs féministes ou dans les médias. Elle note aussi l'existence d'un antiféminisme « moins virulent mais tout aussi dangereux, [qui] semble faire son chemin au sein même des administrations publiques ou gouvernementales risquant de freiner des engagements pour l'égalité des femmes » (Fédération des femmes du Québec 2008a, 46). C'est pour ces raisons que la FFQ a continué son implication dans la tournée régionale pour *Affirmer et promouvoir le féminisme et les droits à l'égalité des femmes* et dans la liste de diffusion *ReBELLEs*. Plusieurs échanges ont été faits avec des groupes visés par les masculinistes, notamment les groupes qui travaillent auprès des femmes violentées. La FFQ a participé à une consultation auprès du gouvernement québécois afin de trouver des stratégies pour assurer la sécurité de ces groupes (Fédération des femmes du Québec 2008a, 16, 19, 46-47). Aussi, l'organisation constate que les masculinistes utilisent beaucoup le système judiciaire pour s'attaquer aux groupes et aux militantes féministes. La FFQ a donc soutenu l'une de ses travailleuses, Barbara Legault, dans une poursuite intentée par Andy Scrougy, un membre de Fathers-4-Justice, contre elle et la revue *À bâbord!* (Fédération des femmes du Québec 2008a, 46).

Finalement, les années 2008-2009 et 2009-2010 ont été particulièrement occupées avec des actions liées à la montée de l'antiféminisme. En 2008, le rassemblement *Toujours ReBELLEs! / Waves of resistance* a permis de réaffirmer « la pertinence du féminisme et pour agir collectivement sur des enjeux les concernant comme la féminisation de la pauvreté, la montée de l'antiféminisme ainsi que le racisme, pour n'en nommer que quelques-uns » (Fédération des femmes du Québec 2008b, 2). L'année précédente, la FFQ avait participé à des démarches auprès du gouvernement québécois pour assurer la sécurité de certains groupes de femmes. En 2008-2009, elle a participé à un comité interministériel dont l'objectif est de « réfléchir aux moyens possibles pour prévenir certaines pratiques antiféministes de même que pour assurer la sécurité et le maintien des activités des différents groupes, représentantes et intervenantes ciblés du mouvement des femmes » (Fédération des femmes du Québec 2009, 54). Plus spécifiquement, la FFQ travaillait sur un plan de lutte contre l'intimidation et le harcèlement des groupes et des personnes issus du mouvement des femmes. Les actions liées au rassemblement *Toujours ReBELLEs* ont continué durant l'année 2009-2010. Toutefois, l'une des actions les plus

importantes durant cette année est la campagne *12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes*. Elle a été organisée en partie à cause de la 20^e année de commémoration de la tuerie de Polytechnique. L'antiféminisme a occupé une place centrale dans l'analyse de la violence faite aux femmes :

Le comité organisateur des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes a identifié la banalisation, le silence des autres et le ressac antiféministe comme autant de défis à relever si on veut pouvoir rêver d'un recul de la violence envers les femmes. Si on doute de la banalisation et du silence, faisons un tour sur les *blogues* et les forums sur Internet où l'on y retrouve un discours antiféministe souvent haineux. (...) Le mouvement antiféministe est responsable pour une grande part de la banalisation de la lutte contre la violence envers les femmes et du renforcement des stéréotypes, voire de la haine envers les femmes en général et les féministes en particulier. Le mépris, le harcèlement incessant envers certaines femmes ou certains groupes, les menaces à peine voilées, contribuent à créer un climat de dénigrement du féminisme et de la lutte contre la violence envers les femmes. Le discours des antiféministes associant le féminisme au nazisme, au fascisme et à un crime contre l'humanité trouve trop souvent écho dans les médias ou certains milieux. Ils ont ainsi réussi, au fil des années, à créer un espace public où ils semblent légitimés d'intervenir de la sorte » (Fédération des femmes du Québec 2010, 18-19).

C'est pour toutes ces raisons que l'un des objectifs de la campagne était de diffuser un contre-discours au mouvement antiféministe (Fédération des femmes du Québec 2010, 20).

Conclusion

Nous pouvons constater une évolution de la présence du sujet de l'antiféminisme dans les rapports d'activités de la FFQ. Dans le rapport d'activités 2004-2005, nous avons trouvé une section spécifique sur l'antiféminisme, alors qu'auparavant le phénomène était mentionné dans les mises en contexte. Dans le rapport de 2005-2006, des constats sur l'antiféminisme sont présents à plusieurs endroits dans le rapport et le phénomène occupe une place centrale dans les analyses de la FFQ. À partir du rapport 2006-2007, et ce jusqu'en 2009, la montée de l'antiféminisme apparaît même dans la table des matières des rapports, avec une section qui lui est consacrée. Nous observons donc que l'antiféminisme occupe une place de plus en plus grande dans les publications de la Fédération des femmes du Québec au cours des années 2000. Nous constatons aussi que l'organisation féministe a réagi à ce ressac antiféministe par plusieurs actions durant cette période et que l'analyse du contexte a considérablement changé. Au départ, la montée de l'antiféminisme était mentionnée seulement lorsqu'il était question de la montée de la droite afin de parler d'un changement du contexte social, politique et économique au Québec, sans qu'une analyse particulière de ses conséquences sur le mouvement des femmes soit faite. Graduellement, les conséquences précises de l'antiféminisme ont été associées aux obstacles et

aux problèmes vécus par le mouvement des femmes et des stratégies ont été élaborées et mises sur pied pour contrer ce contre-mouvement et son discours.

Dans le prochain chapitre, nous nous intéressons aux interactions entre le mouvement des femmes et son contre-mouvement, l'antiféminisme. Les résultats de l'analyse des articles de *La Presse* et du *Soleil*, ainsi que l'étude des publications de la Fédération des femmes du Québec, nous permettent de voir spécifiquement les interactions entre ces deux mouvements et comment l'antiféminisme influence le mouvement des femmes.

CHAPITRE 4 : INTERACTIONS ENTRE L'ANTIFÉMINISME ET LE MOUVEMENT DES FEMMES

L'objectif de ce dernier chapitre est de nous concentrer sur les interactions entre le mouvement des femmes et son contre-mouvement, ainsi que sur la notion même de contre-mouvement. Dans un premier temps, nous nous intéressons aux critères favorisant l'émergence d'un contre-mouvement définis par Meyer et Staggenborg (1996) et nous vérifions si la montée du masculinisme correspond à ces caractéristiques. Nous reviendrons aussi sur la définition d'un contre-mouvement afin de vérifier si nos résultats confirment que le masculinisme est véritablement un contre-mouvement qui s'oppose au mouvement des femmes. Ensuite, nous analysons les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme.

À l'aide de nos données et du résultat de nos analyses des chapitres 2 et 3, nous sommes en mesure de démontrer que la montée de l'antiféminisme a modifié les priorités, les stratégies et les actions du mouvement des femmes. Nous voyons également, notamment à l'aide du concept de « enemy boundary creep, boundary push-back » de Crowley (2009, 726-727), comment les tactiques utilisées par les antiféministes emploient ce type de discours et comment celui-ci affecte le mouvement des femmes. Finalement, nous revenons aux éléments abordés dans la revue de la littérature pour mettre en perspective la question de la transformation du mouvement des femmes au Québec.

Émergence de l'antiféminisme et de sa forme masculiniste au Québec

Nous utilisons la théorie de la mobilisation des ressources comme cadre théorique, et plus particulièrement l'opposition entre un mouvement social et un contre-mouvement. Nous allons donc vérifier si l'émergence du masculinisme au Québec correspond aux critères de cette théorie qui explique l'émergence d'un contre-mouvement.

1. Critères favorisant l'émergence d'un contre-mouvement

Meyer et Staggenborg énoncent trois critères pour expliquer l'émergence d'un contre-mouvement : le succès du mouvement initial, la menace des intérêts d'une partie de la population par les objectifs du mouvement, ainsi que la disponibilité des alliés (élites) dans la participation à la contre-mobilisation.

Le premier critère relevé par Meyer et Staggenborg (1996, 1636) est le succès d'un mouvement social. Selon les deux auteurs, un mouvement social génère de l'opposition lorsqu'il y a des ouvertures politiques à ses demandes. Ainsi, lorsqu'un mouvement social connaît du succès en réussissant à mettre ses revendications à l'agenda du gouvernement ou en influençant le processus de politique publique, l'émergence d'un contre-mouvement est fort probable. Toutefois, si les succès d'un mouvement social sont décisifs, les probabilités de l'émergence d'un contre-mouvement sont faibles, à moins qu'un contre-mouvement puisse se déployer dans des sphères alternatives (Meyer et Staggenborg 1996, 1636). Un mouvement social peut aussi attirer l'attention de la population sur un enjeu en créant des événements ou en profitant de ceux-ci (actions gouvernementales, décisions juridiques, manifestations, accidents).

By creating or amplifying critical events, movements alter political opportunities. Some events signal a receptiveness on the part of government, and some enlarge or constrain the tactical options of movements and countermovements even in the absence of a change in government policy. Events critical to one side are almost invariably critical to their opponents » (Meyer et Staggenborg 1996, 1638).

Ces situations permettent au mouvement initial d'avancer sa cause et de faire des gains, encourageant par le fait même la mobilisation d'un contre-mouvement.

Dans l'introduction de ce mémoire, nous avons vu que le masculinisme est apparu au début des années 1980, mais qu'il « a trouvé une nouvelle respectabilité avec la montée de la droite depuis le milieu des années 1990 » (Lamoureux 2008a, 55). Nous avons également constaté que le mouvement des femmes est très important au Québec, car

[d]epuis la fin des années 1960, le Québec a été le théâtre d'un déploiement sans précédent de discours, de revendications et de pratiques féministes. Dans cette mouvance, le mouvement des femmes s'est progressivement imposé comme un acteur significatif de la scène québécoise, en raison même du poids de sa présence sur le terrain, de la pertinence et de la diversité de ses luttes, de la portée de ses pratiques et de la pluralité de ses lieux de mobilisations (Descarries 2005b, 143).

Ce mouvement s'est transformé au cours des années et le contexte politique et économique a aussi changé. Même s'il n'a pas connu de crise majeure ni une perte de vitalité aussi importante qu'ailleurs, il est moins unifié qu'auparavant, et son autonomie et ses liens par rapport à l'État ont diminué de façon marquée (Dufour 2008, 67). Toutefois, ces difficultés sont surtout présentes après la période durant laquelle le masculinisme a émergé. Donc, il est vrai que le mouvement des femmes a connu des succès importants et, selon la théorie de la mobilisation des ressources, il est logique que ce contexte ait entraîné la naissance d'un contre-mouvement.

L'émergence du masculinisme dans les années 1980 concorde avec le premier critère de la théorie, soit le succès du mouvement des femmes. En revanche, il faut noter que selon nos données, ce n'est qu'à partir des années 1990 que le discours masculiniste est diffusé dans les médias que nous avons analysés et que sa présence est devenue plus importante dans les années 2000. La naissance de cette forme d'antiféminisme au Québec peut être associée aux réussites des luttes féministes, mais la diffusion de ses idées semble avoir commencé alors que le mouvement des femmes connaissait des difficultés, notamment dans sa relation avec l'État.

Le deuxième critère énoncé par Meyer et Staggenborg (1996, 1639-42) stipule qu'il faut que les intérêts d'une partie de la population soient menacés par les avancées d'un mouvement social pour qu'un contre-mouvement émerge. Dans l'argumentaire masculiniste, la nécessité des luttes féministes n'est pas automatiquement remise en question. Ces luttes sont plutôt présentées comme ayant été nécessaires dans le passé, mais qu'aujourd'hui, parce que les femmes ont « gagné » et acquis un pouvoir excessif, ce sont les hommes qui sont victimes d'injustice. Dès 1989, on retrouve l'idée selon laquelle les hommes se sentent menacés :

Les rapports de pouvoir changent, les femmes s'émancipent et beaucoup d'hommes se sentent menacés, constate-t-il. À preuve, ces lignes ouvertes au lendemain de l'évènement, où des hommes juraient s'opposer à ce meurtre collectif mais disaient comprendre le tueur. Des hommes désarmés face aux changements en cours, à la recherche d'un rempart symbolique (Fontaine 1989, B1).

Dans notre analyse de l'argumentaire masculiniste, nous avons vu que cette idée voulant que les intérêts des hommes soient menacés était toujours présente au milieu des années 1990. Par exemple, dans un article d'Alain Bouchard, journaliste au *Soleil*:

Le psychanalyste estime que le nécessaire mouvement féministe est venu déstabiliser le destin de l'homme pourvoyeur. Qu'il a désarmé des gars, qu'il les a mis en déroute, voire en détresse. « Je comprends que la lutte des femmes ait dû tasser certains gars pour gagner des places, dit-il. Mais cet apparent pouvoir des hommes était un pouvoir non choisi, souvent non conscient. L'économie et l'organisation sociale d'une certaine époque avaient ainsi fait (sic) (Bouchard 1994, A19).

Dans les années 2000, nous retrouvons également l'idée que le mouvement des femmes a créé des répercussions sur les hommes. Dans un article de Céline Poissant (2003, B5), il est question des hommes qui ont été frappés par le « raz-de-marée » provoqué par le féminisme et les séquelles qui affligent encore les hommes. En 2004, dans un texte d'opinion publié dans *Le Soleil*, Simon Langlois (2004, D5) parle même d'une injustice vécue par les jeunes hommes :

Et ce sentiment d'exclusion ou ce malaise selon le cas est ressenti ailleurs, au point où les Américains parlent des *Angry Young White Men* pour caractériser le malaise ressenti par

les hommes de moins de 35 ans. Plusieurs estiment qu'ils sont pénalisés par la priorité donnée aux femmes dans certains secteurs d'emploi qui visent à corriger les déficits passés dont ils ne sont pas responsables (comme c'est le cas pour le corps professoral dans l'université où je travaille) (Langlois 2004, D5).

Les résultats de notre analyse de contenu ainsi que ces quelques extraits montrent qu'une partie des hommes se sentent menacés par les gains obtenus par le mouvement des femmes pour les femmes. Dans la revue de littérature, nous avons aussi montré que le masculinisme insiste sur le désarroi et les problèmes vécus par les hommes, notamment causés par les femmes et le féminisme⁸. Même s'il n'est pas toujours dit explicitement que les hommes ont perdu des privilèges et que les avancées du féminisme constituent une menace pour leurs intérêts, cette idée est implicite dans l'argumentaire utilisé.

Meyer et Staggenborg (1996, 1639-42) indiquent que trois éléments influencent la contre-mobilisation en ce qui concerne la menace des intérêts. Le type d'intérêts et de valeurs touché par les changements proposés par le mouvement initial agit sur la contre-mobilisation qui sera organisée. « The likelihood that opposition to a movement will take the form of a sustained countermovement is directly related to the opposition's ability to portray the conflict as one that entails larger value cleavages in society » (Meyer et Staggenborg 1996, 1639). Comme nous l'avons vu, l'argumentaire masculiniste tente de prouver que tous les hommes sont affectés par les changements causés par le féminisme et que même certains hommes en souffrent plus, particulièrement les pères divorcés.

Ensuite, les demandes du mouvement et la façon dont elles sont formulées affectent l'émergence d'un contre-mouvement. Certains mouvements font des demandes modérées afin d'éviter une opposition. Dans le cas d'enjeux qui offensent ou dérangent déjà une partie de la population, comme l'avortement, la formulation des revendications peut être faite de façon modérée pour éviter les confrontations. Meyer et Staggenborg (1996, 1641) laissent entendre que « [w]hen movements arise during periods of heightened collective action, movement organizations are

⁸ Dans l'argumentaire masculiniste que nous avons analysé dans le cadre de cette recherche, il est presque toujours question des femmes ou du mouvement féministe. L'expression « mouvement des femmes » n'est pas réellement utilisée. Les accusations envers les femmes sont surtout faites lorsqu'il est question de leur émancipation et de ses conséquences sur les hommes, de la trop grande féminisation de certains milieux, notamment le système scolaire, ou bien dans les cas de fausses accusations (droits des pères ou violence conjugale). Les féministes ou le mouvement féministe sont plutôt accusés de fausser les statistiques sur la violence conjugale et de profiter de cette « industrie », de victimiser les femmes, de diffuser un féminisme anti-hommes et d'encourager un mépris des valeurs masculines, etc.

least able to control the use of frames and demands that threaten powerful existing interests ». En fait, il est beaucoup plus probable qu'une contre-mobilisation ait lieu lorsqu'un mouvement social est en mesure de faire des revendications « radicales », c'est-à-dire qui ne sont pas modérées, afin d'éviter une opposition. Dans le cas du mouvement des femmes au Québec, il s'agit d'un acteur très important qui a réussi à faire avancer plusieurs causes en lien avec la condition féminine (équité salariale, avortement, divorces, violence conjugale). C'est aussi un mouvement composé d'une diversité de courants, de groupes et d'associations qui privilégient des actions et des analyses différentes. Micheline Dumont (2009, 134) affirme la FFQ avait, durant les années 1970, « [t]oujours cette volonté d'afficher un ton modéré, ce souci de se démarquer des féministes radicales ». En fait, « les deux principaux courants du féminisme, le féminisme réformiste et le féminisme radical, influencent différemment les partis politiques, les syndicats, les associations féministes » (Dumont 2008, 142). Au milieu des années 1970, il devient plus difficile de faire une distinction entre le féminisme radical et réformiste, car ils partagent de nombreux enjeux communs (Dumont 2009, 154). Le mouvement féministe a connu des transformations majeures depuis les années 1970 :

Les années 1970 ont tout bouleversé. Les féministes radicales ont considérablement modifié la liste des revendications des femmes. Après avoir réclamé le droit à l'égalité, les féministes ont en effet commencé à dénoncer les abus de la société patriarcale. De nouveaux objectifs ont rapidement mobilisé l'attention et les préoccupations des féministes. Les femmes ont pris la parole, elles ont voulu contrôler leur corps, elles ont dénoncé la violence sous toutes ses formes. Les militantes ont découvert la face cachée de la discrimination dans le monde du travail. Elles se sont intéressées davantage à la pauvreté, à la situation de toutes les femmes (Dumont 2009, 175).

Par exemple, après les années 1970, la FFQ défend de nouveaux enjeux et Micheline Dumont (2008, 181) observe que la plupart de ceux-ci sont empruntés aux analyses des féministes radicales (avortement, violence contre les femmes, pornographie, travail, santé). Ce bref aperçu historique montre une diversité d'analyses féministes, d'actions et de stratégies et, par conséquent, des revendications « modérées » et d'autres plus « radicales ». Toutefois, dans la période plus récente, nous observons que le courant plus radical a pris une plus grande importance au sein de la FFQ, ce qui a peut-être facilité l'émergence du contre-mouvement.

De plus, le troisième élément qui influence la menace des intérêts est la participation des médias de masse dans l'émergence d'un contre-mouvement (Meyer et Staggenborg 1996, 1642). Les médias de masse ont tendance à vouloir contrebalancer les différents points de vue et ils seraient

portés à diffuser des intérêts qui s'opposent aux revendications d'un mouvement. Notre analyse montre que c'est à partir des années 1990 que les médias ont commencé à diffuser un argumentaire masculiniste. Les médias n'auraient donc pas participé à l'émergence du masculinisme dans les années 1980, mais auraient plutôt contribué à la diffusion de ces idées à partir des années 1990, période durant laquelle l'antiféminisme est devenu plus acceptable et respecté (Lamoureux 2008a, 55).

Enfin, la troisième condition qui favorise l'émergence d'un contre-mouvement est le soutien des élites (acteurs politiques, sphère des affaires, etc.). Selon Meyer et Staggenborg (1996, 1642), « [w]hen a movement succeeds in posing a real threat to a powerful interest, some elites may conclude that the social movement form is a highly effective political tool and so try to foster a countermovement ». Le soutien des élites est nécessaire à l'émergence d'une structure d'opportunité politique favorable à un contre-mouvement. Dans le cas du masculinisme, rien n'indique dans nos résultats que l'émergence du contre-mouvement peut être associée à l'appui des élites, ni politiques, ni économiques. Selon notre analyse des articles du *Soleil* et de *La Presse*, le gouvernement du Québec a commencé à être à l'écoute des revendications masculinistes à la fin des années 1990, notamment avec un projet de loi sur les pensions alimentaires, un rapport sur la refonte de la Loi sur le divorce et la mise sur pied d'un comité sur la garde des enfants en 1997 et 1998. Durant les années 2000, nous observons également une ouverture du gouvernement à la condition masculine avec la mise sur pied d'un comité de travail sur les besoins des hommes, qui a produit le Rapport Rondeau (Québec 2004a), ainsi qu'à la thématique des difficultés scolaires des garçons qui a donné lieu à la publication du rapport du ministère de l'Éducation sur la réussite scolaire des garçons (Québec 2004b). Cette plus grande ouverture des acteurs politiques aux revendications masculinistes concorde avec la période où nous observons une plus grande diffusion de ce discours dans les médias, et non avec la période d'émergence du mouvement masculiniste.

Du côté du mouvement des femmes, c'est un peu la situation inverse qui se produit. Jusqu'en 1995, les revendications du mouvement des femmes, notamment lors de la marche Du pain et des roses (1995), ont été prises en considération par le gouvernement et le mouvement a obtenu plusieurs gains (Dufour 2008, 63). À partir de 1996, les relations changent. Lors du Sommet

socio-économique, les groupes de femmes ainsi que les groupes luttant contre la pauvreté proposent une clause « d'appauvrissement zéro » en réaction à la proposition gouvernementale de « déficit zéro ». Le rejet de la clause par le gouvernement est plus qu'un échec; il s'agit d'un « point de rupture important dans l'histoire politique du mouvement. Après la période de relative bonne entente entre le gouvernement péquiste et les représentantes du mouvement des femmes, une ère de confrontation s'amorce » (Dufour 2008, 63). Le changement du contexte politique explique, en partie, cette nouvelle dynamique, parce que la période référendaire de 1995 garantissait une ouverture du gouvernement aux revendications des femmes. À partir de 1996, ses revendications ainsi que celles du milieu communautaire ne sont plus prioritaires pour le gouvernement (Dufour 2008, 63).

En résumé, nous pouvons dire que deux des trois conditions favorisant l'émergence d'un contre-mouvement permettent d'expliquer l'émergence du masculinisme. Dans un premier temps, il est vrai que le mouvement des femmes est un mouvement social qui a connu du succès jusque dans les années 2000 et qui a activement participé à la transformation de la société québécoise. Les ouvertures politiques aux revendications du mouvement des femmes ont vraisemblablement participé à la naissance de l'antiféminisme contemporain au Québec. Ensuite, nous avons aussi montré qu'une partie de la population, en l'occurrence les hommes, a perçu ses intérêts et ses privilèges comme étant menacés par les avancées du mouvement des femmes. En revanche, l'appui de certaines élites et des médias à cette forme d'antiféminisme s'est fait après la période d'émergence du contre-mouvement et a plutôt participé à sa diffusion. La théorie de la mobilisation des ressources, et plus particulièrement les travaux de Meyer et Staggenborg, explique donc en partie l'émergence du masculinisme. Maintenant, pouvons-nous affirmer que le masculinisme est un contre-mouvement?

2. Définition d'un contre-mouvement

Selon Meyer et Staggenborg (1996, 1631), un mouvement social est défini comme des « collective challenges by people with common purposes and solidarity in sustained interaction with elites, opponents, and authorities ». Quant à un contre-mouvement, il s'agit d'un « movement that makes contrary claims simultaneously to those of the original movement »

(Meyer et Staggenborg 1996, 1631). Plus précisément, les contre-mouvements sont des réseaux d'individus et d'organisations qui partagent beaucoup d'enjeux similaires avec le mouvement social auquel ils s'opposent. Toutefois, ils font des revendications opposées et sont en compétition pour l'attention médiatique et pour l'obtention d'une perception favorable de la part de l'opinion publique (Meyer et Staggenborg 1996, 1632). Selon Francis Dupuis-Déri et Mélissa Blais (2008, 14) le masculinisme est une mouvance qui

englobe un ensemble d'individus et de groupes qui œuvrent à la fois pour contrer le féminisme et pour promouvoir les privilèges et le pouvoir des hommes. Elle s'exprime à plusieurs voix par des livres, des sites Internet, des textes publiés dans les médias et des mémoires déposés en commission parlementaire, ou lors de colloques et dans des documentaires sur la « condition masculine ». (...) Les thèses de ce mouvement sont défendues dans les médias, dans des films grand public, mais aussi de plus en plus dans les départements universitaires de psychologie, de travail social et de sexologie. En bref, cette mouvance constitue ce qu'il est convenu d'appeler un mouvement social, et apparaît en ce sens comme une force politique qui s'oppose au féminisme.

Nous pouvons effectivement affirmer que le masculinisme est constitué d'un réseau d'individus, qui sont notamment actifs dans les médias, ainsi que de quelques groupes comme Fathers-4-Justice, l'Après-Rupture ou le Réseau Hommes Québec. Notre recherche montre également que leurs revendications s'opposent à celles du mouvement des femmes, notamment en ce qui concerne la violence conjugale, les droits des pères et la réussite scolaire des garçons. L'analyse masculiniste tente manifestement de contrer le féminisme en insistant sur les dérives de ce mouvement et sur les effets négatifs qu'il a eus sur les hommes en particulier, mais aussi sur la société en général. Nos résultats démontrent également qu'il est vrai que l'argumentaire masculiniste est présent dans les médias à partir des années 1990, mais surtout dans les années 2000. Dans l'ensemble, les résultats de notre recherche concordent généralement avec la théorie sur l'opposition entre un mouvement social et un contre-mouvement. Dans la prochaine partie, nous vérifions s'il y a véritablement des interactions et une influence entre le mouvement des femmes et le masculinisme, comme le laisse supposer notre cadre théorique.

Interactions entre le mouvement des femmes et l'antiféminisme

L'approche des contre-mouvements laisse supposer que l'émergence d'un contre-mouvement a des effets sur le mouvement initial. La présence d'un mouvement opposé peut inciter le mouvement social initial à se réveiller ou se rassembler, ou bien cela peut l'amener à se radicaliser. De plus, les interactions entre le mouvement initial et le contre-mouvement

influencent les valeurs, les objectifs, les stratégies et les actions de chacun (Sommier 2009, 157). Lorsqu'un contre-mouvement connaît du succès, le mouvement initial est obligé d'être dans une position défensive afin de tenter de maintenir le statu quo (Sommier 2009, 159). C'est pourquoi une grande partie des actions du mouvement initial est de neutraliser, confronter et discréditer le mouvement opposé. Quant au contre-mouvement, il améliore sa situation en montrant les effets pervers et nuisibles du mouvement initial (Zald et Useem 1986, 148).

1. Influence sur les actions, stratégies et analyses

Les résultats de notre analyse des discours masculinistes dans les médias et des publications de la FFQ montrent clairement qu'il existe des interactions entre ceux-ci et que l'émergence contemporaine de l'antiféminisme au Québec a effectivement modifié les stratégies et les actions du mouvement des femmes. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, les premiers articles contenant des thématiques masculinistes ont été publiés à la fin des années 1980 dans *La Presse* et au début de 1990 dans *Le Soleil*. Nous avons aussi observé une augmentation graduelle du nombre d'articles ayant un discours masculiniste dans les années 1990, mais c'est véritablement dans les années 2000 qu'il est le plus élevé. La FFQ a réagi au discours antiféministe pour la première fois au début des années 2000. Plus précisément, c'est à partir de 2003 que les publications de la FFQ mentionnent pour la première fois la montée de l'antiféminisme et du masculinisme. Cela concorde avec une augmentation importante de la diffusion du discours masculiniste dans les médias, surtout à partir de 2002, pour atteindre un sommet en 2005-2006. Ces résultats montrent que la plus grande présence de cet argumentaire dans les médias a forcé, semble-t-il, la FFQ à réagir.

Nos données ne nous permettent pas d'appuyer la thèse affirmant que la tragédie de Polytechnique a ouvert une fenêtre d'opportunité pour la diffusion de l'antiféminisme, car l'augmentation significative de la présence du discours antiféministe dans les médias a commencé dans le milieu des années 1990 et plus particulièrement dans les années 2000. Diane Lamoureux (2008, 16) affirme que « la montée de l'antiféminisme dans le discours public à partir des événements de Polytechnique a largement placé le mouvement [des femmes] dans une posture défensive ». Toutefois, rien n'indique que c'est à partir de ce moment que le mouvement

des femmes a dû adopter une position défensive par rapport à l'antiféminisme. Notre analyse des publications de la FFQ nous a permis d'observer des transformations au sein de cette organisation entre 1985 et 2009, ainsi que de ses revendications, de ses actions et de ses analyses. Toutefois, celles-ci ne sont pas immédiatement associées à la montée de l'antiféminisme. La FFQ a commencé à adopter des stratégies et des actions afin de contrer le discours masculiniste et produire un contre-discours public seulement à partir des années 2000. Le développement de ce contre-discours au discours masculiniste s'est fait en deux temps. Dans un premier temps, la FFQ a analysé la montée de l'antiféminisme en l'associant à la montée de la droite et des intégrismes. À partir de 2005, l'analyse de l'antiféminisme occupe une place de plus en plus importante et est dissociée de la question de la montée de la droite.

À partir des années 2000, les stratégies et les actions de la FFQ ont changé et se sont adaptées aux succès du contre-mouvement, qui réussit progressivement à diffuser son discours dans les médias, mais aussi à influencer les acteurs politiques. Lors de son congrès en 2004, la FFQ a adopté une résolution pour que l'organisation se préoccupe de ce phénomène. À partir de ce moment, la FFQ tente de mieux comprendre le phénomène, de le neutraliser et s'attache à produire un contre-discours pour le discréditer. Par exemple, en 2004, la FFQ a participé à des journées de réflexion sur les revendications féministes, les médias et la montée d'un discours antiféministe (Fédération des femmes du Québec 2004, 36). Cette réflexion a permis une meilleure compréhension de la rhétorique masculiniste et de la situation dans les médias. Leur analyse confirme que le discours antiféministe est de plus en plus présent dans les médias et que, même si les revendications du mouvement des femmes y sont présentes, elles sont « diluées » parmi des articles critiques envers le féminisme qui affirment que l'égalité des sexes est atteinte (Fédération des femmes du Québec 2005, 48). En 2005, la FFQ explique que les revendications pour la MMF de 2005 sont adaptées à un contexte particulier :

Nous sommes confrontées à la montée de la droite économique avec un gouvernement clairement aligné sur la logique de la globalisation néolibérale, à la montée de la droite politique incarnée par ce même gouvernement, et à la montée de la pensée antiféministe. Inspirées des revendications de la MMF 2000 et adaptées à la réalité actuelle, les cinq revendications québécoises unitaires de la MMF 2005 et les mobilisations de 2005 permettent de continuer les luttes et de les centrer autour des cinq valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité (Fédération des femmes du Québec 2005, 13).

En 2006, il est proposé au congrès que la FFQ participe, avec d'autres groupes de femmes, à une réflexion sur les stratégies possibles dans un contexte de la montée de l'antiféminisme. Plusieurs

actions concrètes sont mises sur pied à partir de 2006, ainsi que durant les années qui suivent, en réaction à l'émergence de ce contre-mouvement (liste RebELLEs, plusieurs actions de jeunes féministes, création du Groupe des 13, tournée régionale pour affirmer et promouvoir le féminisme et les droits à l'égalité des femmes) (Fédération des femmes du Québec 2006a; Fédération des femmes du Québec 2007).

L'approche des contre-mouvements laisse supposer qu'une grande partie des activités d'un mouvement social est de neutraliser, confronter et discréditer son mouvement opposé (Zald et Useem 1986, 148). Cette hypothèse se vérifie dans le cas de la FFQ, à partir du milieu des années 2000. Elle laisse également entendre que l'émergence d'un contre-mouvement peut inciter le mouvement initial à se réveiller ou se rassembler, ou bien à se radicaliser (Sommier 2009, 157). Notre analyse ne nous permet pas de statuer sur la radicalisation possible du mouvement. Dans un article publié dans *Le Soleil* en 2003, il est écrit que l'une des propositions soumises lors du congrès de la FFQ est de se radicaliser, parce que la montée de la droite et de l'antiféminisme inquiète l'organisation (Presse Canadienne 2003, A26). Toutefois, nous ne retrouvons aucune mention de cette option de radicalisation dans les rapports d'activités de la FFQ ni dans *le Féminisme en bref*.

Quant au masculinisme, notre analyse de l'argumentaire de ce contre-mouvement révèle qu'il tente effectivement de discréditer le mouvement des femmes en montrant les effets négatifs et nuisibles de celui-ci, comme le suggèrent Zald et Useem (1986, 248). Dans l'introduction de ce mémoire, nous mentionnons plusieurs études affirmant que le masculinisme produit un discours qui accuse les femmes et plus particulièrement les féministes d'être responsables des problèmes des hommes (Blais 2009, 17; Blais et Dupuis-Déri 2008, 18; Descarries 2005a, 141; Dupuis-Déri 2004, 70; Lamoureux 2006, 36-37). Nous montrons également dans le chapitre 2 que le discours masculiniste soutient que le désarroi et le malheur des hommes (condition masculine) sont liés aux bouleversements engendrés par le féminisme, ainsi qu'à la perte de pouvoirs et de privilèges des hommes. Il est parfois même question du pouvoir dorénavant excessif des femmes dans la société. Cette idée est aussi utilisée dans le thème du suicide, des pères divorcés, des difficultés scolaires des garçons et de la violence conjugale. Dans tous ces thèmes, nous retrouvons l'argument que le mouvement des femmes et les féministes ont engendré des changements dans

la société qui sont à l'origine des problèmes et des malheurs des hommes. Cette caractéristique d'un contre-mouvement, soit qu'il tente de discréditer le mouvement initial en montrant ses effets « nuisibles », se vérifie aussi dans le cas du masculinisme.

L'approche des contre-mouvements permet donc de mieux comprendre les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme, ainsi que les actions et les stratégies que chacun privilégie. Il est vrai que le contre-mouvement a placé le mouvement des femmes dans une position défensive, qu'il a réussi à influencer ses actions, ses analyses et ses stratégies tout en essayant de le discréditer en montrant ses effets négatifs.

2. Enemy Boundary Creep, Boundary-Push Back

Dans le chapitre 1, nous avons abordé le concept de « Enemy Boundary Creep, Boundary-Push Back » proposé par Elise Crowley (2009). L'approche des contre-mouvements laisse entendre qu'il est pratiquement impossible qu'il y ait une opposition et une mobilisation contre un mouvement social si celui-ci bénéficie d'un appui important de la part de la population. Selon un sondage effectué par le Conseil du statut de la femme en 2003, l'opinion de la majorité de la société québécoise est favorable à l'égard du féminisme (Conseil du statut de la femme 2003). Alors, pourquoi le masculinisme a-t-il émergé au Québec? En prenant comme exemple la contre-mobilisation par rapport à la lutte contre la violence conjugale aux États-Unis, Elise Crowley remet en question cette idée. Ce petit contre-mouvement est composé de militants pour les droits des pères et malgré son nombre de membres limité, il fait beaucoup de bruit aux États-Unis. Dans le cas du masculinisme, il est aussi vrai qu'il est composé de peu de membres, mais qu'il fait beaucoup de bruit, que ce soit avec des actions d'éclat ou avec une diffusion assez importante de son discours dans les médias. Elise Crowley explique ce phénomène avec le concept de *enemy boundary creep*, c'est-à-dire qu'un contre-mouvement accuse un mouvement social de le cibler de manière injustifiée et inappropriée (Crowley 2009, 726-727). La stratégie du contre-mouvement est donc d'affirmer avoir été ciblé de manière injustifiée par le mouvement initial. Cela implique aussi que le contre-mouvement endosse les revendications initiales du mouvement, afin de montrer qu'il est composé d'acteurs raisonnables. Toutefois, le

contre-mouvement affirmera également que le mouvement initial est allé trop loin en identifiant les mauvaises personnes comme les « ennemis » (Crowley 2009, 726-727).

Key components of this narrative include specifying why the initial movement has widened its range of opponents, the methods by which it is conducting this expansion, and the negative ramifications of this *enemy boundary creep* on the countermovement's members. Ultimately, how well this narrative is constructed will determine how effective the countermovement is in removing itself from the highly reviled opponent category (Crowley 2009, 726-727).

Dans le cas du masculinisme, nous avons vu qu'un des arguments avancés est que certains hommes, comme les pères divorcés, les hommes battus, les garçons dans le système d'éducation, mais aussi les hommes en général (condition masculine), sont victimes des changements engendrés par le mouvement des femmes. Nous avons aussi vu que le discours masculiniste ne remet pas en question les buts initiaux du mouvement des femmes, mais qu'il tente de montrer qu'il est allé trop loin et que les résultats des luttes féministes sont maintenant néfastes. Crowley (2009, 747) croit que l'un des plus grands risques pour un mouvement social qui a du succès est que l'opinion publique soit portée à penser qu'il a identifié un groupe d'une grande valeur (highly valued group) comme ennemi. Dans le premier chapitre, nous avons mentionné que les images négatives du féminisme dans les médias (mouvement anti-hommes, qui tente de détruire les valeurs familiales, composé de femmes radicales, déviantes, etc.) poussent les femmes à rejeter le féminisme, même si elles sont majoritairement favorables aux idées et aux concepts féministes (Aronson 2003; Baker Beck 1998; Roy, Weibust et Miller 2007). Sur la base de nos résultats de recherche, il est raisonnable de penser que l'argumentaire masculiniste (et sa position au Québec) a le potentiel de convaincre une partie de la population que les hommes sont considérés comme des ennemis du mouvement des femmes et qu'ils subissent les conséquences négatives des transformations qu'il a engendrées.

L'approche des contre-mouvements permet donc d'expliquer les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme. Même s'il s'agit d'un contre-mouvement composé de peu de membres et de groupes, il a tout de même réussi à modifier les actions, les stratégies et le discours du mouvement des femmes, au moins partiellement. Surtout, il a réussi ces dernières années à le placer dans une position défensive. Dans la dernière section, nous tentons de mettre en perspective ses résultats avec la question plus générale des transformations du mouvement des femmes.

Transformations du mouvement des femmes

L'une des suggestions de l'approche des contre-mouvements est qu'un contre-mouvement « a souvent pour effet de porter un coup d'arrêt ou de freiner le changement social promu par le mouvement initial, ce qui peut avoir des effets de ricochet sur l'ensemble du secteur des mouvements sociaux » (Sommier 2009, 158). Nous avons montré que l'antiféminisme a réellement affecté le mouvement des femmes et nous pensons qu'il a nui à ses capacités d'avancer la cause de l'égalité entre les femmes et les hommes. Toutefois, d'autres éléments doivent être pris en considération pour comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec, comme notre revue de littérature le laisse entendre.

Depuis la fin des années 1980, les gouvernements canadiens successifs ont adopté des agendas et des politiques néolibérales (McKeen 2001b, 19) qui ont affecté de plusieurs manières le mouvement des femmes. Les groupes communautaires, dont le mouvement des femmes fait partie, ont subi une baisse de leur financement. Le mouvement a donc dû investir beaucoup d'énergie dans une bataille afin d'obtenir un financement stable et autonome (Toupin 2005, 76).

Pour faire face à ce nouveau contexte, les groupes de femmes poursuivront un mouvement de rassemblement déjà amorcé à l'aube de la décennie 1980 selon leurs champs d'action. On assiste aussi à des regroupements par régions, puis à un super-front-commun de groupes provinciaux et de groupes de femmes afin de « mieux défendre les intérêts collectifs des femmes » (...) (Toupin 2005, 76-77).

Ce contexte néolibéral a également suscité l'émergence de nouveaux enjeux au sein du mouvement, modifiant son discours et ses stratégies (questions de stratégie politique, questions économiques, question du partenariat et de l'investissement des lieux de pouvoir, etc.). Ce changement peut être expliqué par la participation des représentantes de groupes de femmes à diverses tables de consultation étatiques qui portent sur les priorités de l'État (Toupin 2005, 77). Ce nouveau contexte politique modifie donc le rapport du mouvement des femmes avec l'État, mais également ses actions et ses revendications :

À partir de 1989, des structures décisionnelles se créent dans toutes les régions du Québec, où siègent divers partenaires régionaux représentant la « société civile », incluant les groupes de femmes. (...) Les luttes se définissent désormais en termes concrets et leur ordre du jour paraît souvent, du moins de l'extérieur, défini par l'ordre du jour gouvernemental (Toupin 2005, 77).

Dans ce contexte, le thème de l'universalité des droits sociaux est remplacé par la logique néolibérale qui met plutôt l'accent sur la responsabilité et les initiatives individuelles, ainsi que sur le ciblage des pauvres (McKenn 2001a, 186). Cette logique d'action se traduit par une

diminution de la taille des institutions, une élimination de programmes parapublics qui venaient en aide à certaines catégories de citoyens et une réduction du financement des groupes communautaires (Jenson et Phillips 1996, 112). Le mouvement féministe est directement affecté par ces changements:

Il y a également un phénomène de disqualification du féminisme comme mouvement social, si l'on adopte une définition un peu « œcuménique » du féminisme comme un mouvement collectif visant à contrer les diverses manifestations de discrimination systémique à l'encontre des femmes. À partir du moment où l'on nie l'existence de rapports sociaux, les injustices sociales sont gommées au profit d'une appréhension purement quantitative et anecdotique des différences entre les sexes. (...) Dans de telles circonstances, le féminisme perd sa raison d'être, puisqu'il n'y a plus de rapports sociaux à combattre, simplement des différences individuelles à corriger. (...) Plus important encore, une telle négation du social rend extrêmement difficile de politiser certains aspects de la vie privée, comme l'a fait le féminisme depuis ses débuts. Le renvoi au « privé » et à la « nature » permet de masquer le fait que les rôles sociaux relèvent de l'organisation sociale (Lamoureux 2010, 31).

Dans ce contexte, le mouvement des femmes n'a plus vraiment la possibilité d'être inclus dans les débats qui structurent les nouveaux développements politiques et les politiques sociales (McKeen 2001a, 186; McKeen 2001b, 22). Ce contexte de fermeture de la part du gouvernement par rapport aux revendications féministes est encore plus marqué dans les années 2000, car

le mouvement des femmes n'a connu aucune avancée politique majeure depuis 2000. Pire même, il est confronté depuis 2003 à un gouvernement hostile à ses revendications et hostile à l'idée même de la représentation collective des femmes (Dufour 2008, 67).

Ce contexte néolibéral a également favorisé, en partie tout au moins, la plus grande participation des femmes au niveau mondial et l'émergence d'un mouvement des femmes transnationalisé. Nous avons vu dans le chapitre 1 que la Marche mondiale des femmes de 2000 est l'élément déclencheur d'un processus d'internationalisation des analyses et des stratégies féministes au Québec. La Marche « inscrit la mondialisation de la résistance au néolibéralisme et à la montée de la droite au cœur des stratégies d'affirmation des femmes et du féminisme dans la lutte contre le patriarcat, le racisme et le capitalisme » (de Sève et Maillé 2005, 108). La MMF s'inscrit dans la mouvance des mouvements qui s'opposent à la mondialisation et au néolibéralisme. Cette transnationalisation du mouvement des femmes a permis d'améliorer le réseautage entre les femmes de différents pays, de faire des alliances entre elles, en plus de créer des liens entre le niveau local et mondial (Druelle 2004, 147). Même si la réussite de la MMF en 2000 a donné de la légitimité politique aux militantes québécoises et a démontré leur capacité d'organiser des mobilisations d'une envergure mondiale (Dufour 2008, 66), les résultats n'ont pas été aussi

convaincants au niveau national. Le mouvement n'est plus aussi unifié, éprouve des difficultés à influencer le processus politique au Québec (Dufour 2008, 67) et « [p]lusieurs groupes de femmes ne se reconnaissaient plus dans les projets portés par la FFQ » (Dufour 2008, 66).

Dans le modèle de Meyer et Staggenborg, le contexte politique est essentiel lorsque nous analysons les dynamiques entre un mouvement et un contre-mouvement : « we can view opposing movements as rival contenders not only for power and influence, but also for primacy in identifying the relevant issues and actors in a given political struggle » (Meyer et Staggenborg 1996, 1635). Nous avons vu que la montée de la droite et celle du néolibéralisme sont devenues des préoccupations pour la FFQ à partir de la moitié des années 1990. Progressivement, la lutte contre la pauvreté des femmes devient la priorité de l'organisation, avec celle de la violence faite aux femmes.

Au-delà de ce contexte, des transformations à l'intérieur du mouvement ont également modifié les enjeux, les stratégies et les actions de la FFQ. Que l'on parle d'un féminisme de la troisième vague ou d'un féminisme de coalition, les critiques des femmes marginalisées (Noires, lesbiennes, femmes des pays du sud, migrantes et autochtones) sont la source de transformations importantes des analyses féministes. La critique qui est faite envers le mouvement par ces femmes est que les théories et pratiques féministes ne prennent pas en considération les autres oppressions, même si une partie du mouvement était convaincue que le féminisme représentait toutes les femmes (Dumont 2008, 2009; Oprea 2008, 9; Nengeh Mensah 2005, 14). La définition de l'oppression n'est pas la même pour toutes les femmes et d'autres oppressions, telles que la classe, l'ethnie, l'orientation sexuelle et le contexte socio-culturel, doivent être incluses dans les théories et les pratiques féministes. Cette situation, que l'on retrouve dans la plupart des pays, est aussi vécue par la FFQ, car durant ces années, les membres sont divisés par deux visions différentes du féminisme et de ses pratiques :

Plusieurs militantes de la FFQ, surtout les membres individuelles, sont persuadées que la FFQ représente toutes les femmes. Elles font confiance au mode d'action qui les a guidées depuis plus de 25 ans. Celles qui travaillent dans les groupes de femmes, en revanche, ont un avis différent. Quotidiennement, elles rencontrent des femmes qui font face à des situations difficiles [...]. Les belles analyses de théories féministes laissent ces femmes indifférentes. Les militantes responsables de ces services ont donc souvent une vision différente du féminisme, plus proche de ces femmes que la révolution féministe a laissées sur le carreau » (Dumont 2008, 209).

À partir du congrès de la FFQ de 1994, le fonctionnement de l'organisation est remis en question dans le but de diminuer l'influence des membres individuelles et d'accepter « de nouvelles catégories de membres, intégrer des tables de concertation de chaque région, accueillir des groupes de femmes doublement discriminées : lesbiennes, autochtones, immigrantes, handicapées » (Dumont 2008, 210). C'est aussi à ce moment que Françoise David devient présidente de la FFQ et qu'elle propose une analyse orientée sur les problèmes économiques des femmes. C'est donc dans ce contexte que la marche Du pain et des roses (1995) est organisée. Comme nous l'avons constaté dans notre analyse, durant cette période la lutte contre la pauvreté des femmes devient la priorité de la FFQ, avec la question des violences faites aux femmes, et que la notion de « femmes du monde » apparaît de plus en plus fréquemment dans les documents de la FFQ.

À côté de ces facteurs, relativement bien documentés dans la littérature sur le féminisme et le mouvement des femmes au Québec, nos résultats laissent entendre que l'antiféminisme a également été un facteur de transformation important. Il a commencé à avoir un impact réel dans les années 2000, alors que la diffusion du discours masculiniste dans les médias est devenue encore plus présente que dans les décennies précédentes. L'antiféminisme a incité le mouvement des femmes à produire un contre-discours, à tenter de le neutraliser et de le contrer en modifiant ses stratégies et ses actions. Ces changements ont donc placé le mouvement dans une position plus défensive.

Certaines auteures laissent entendre même que l'antiféminisme a contribué à l'émergence du féminisme de la troisième vague. Pour Maria Nengeh Mensah, la troisième vague féministe « est corrélative de certaines malaises : face au recul du féminisme dans les valeurs sociétales, face au ressac antiféministe, en réaction aussi à un féminisme “postvictimaire” et multi-identitaire » (Nengeh Mensah 2005, 20). Autrement dit, le masculinisme aurait contribué aux repositionnements des féministes, au même titre que les critiques internes des femmes appartenant à des groupes minoritaires.

Pour d'autres auteures, la montée du néolibéralisme, des conservatismes et l'émergence du masculinisme sont intrinsèquement liées (Blais et Dupuis-Déri 2008; Lamoureux 2008a). Nos

données montrent que le contexte néolibéral a diminué l'influence et le pouvoir du mouvement des femmes. Il nous semble très plausible que ce contexte d'affaiblissement ait permis au masculinisme d'améliorer sa situation. D'ailleurs, Diane Lamoureux lie clairement l'agenda antiféministe au néolibéralisme :

Au premier abord, l'agenda antiféministe du libéralisme peut sembler paradoxal dans la mesure où, en affirmant le primat de l'individu et son corollaire, les idées libérales traditionnelles de libre disposition de la personne, de défense des libertés individuelles et de la propriété, on aurait pu penser que le libéralisme favoriserait l'individuation des femmes. Cependant, le paradoxe s'estompe rapidement lorsqu'on prend en considération un axe privé/public et le mouvement de privatisation du monde et de l'existence qui est inhérent à ce (néo)libéralisme. Cela permet de saisir l'une des contradictions profondes du libéralisme qui peut promouvoir uniquement la figure de l'individu intéressé pour autant que d'autres restent non individués et soumis à la domination, car autrement le lien social s'estomperait ou sombrerait dans la guerre contre chacun et contre tous (Lamoureux 2010, 30-31).

Le contexte politique néolibéral pourrait avoir contribué à modifier le rapport de force entre le masculinisme et le féminisme, au profit du contre-mouvement. Comme le laisse supposer l'approche des contre-mouvements, même si les mouvements opposés partagent des enjeux similaires, les opportunités politiques de chacun sont différentes. Chaque mouvement a ses propres alliés et une relation différente avec les élites, qui sont des éléments de la structure d'opportunité politique que l'autre confronte (Meyer et Staggenborg 1996, 1635). Comme il est plus difficile pour le mouvement des femmes de perturber la structure d'opportunité politique en influençant le processus de politique publique à cause d'un agenda néolibéral antiféministe, cette situation avantage le masculinisme.

Les médias jouent aussi un rôle important dans ce rapport de force favorisant le masculinisme. En effet, les médias sont un autre moyen d'influencer la structure d'opportunité politique et de permettre à un mouvement d'avoir du succès : « a social movement must create a societal context in which it can survive, prosper, and ultimately, triumph. One important resource in providing for this fertile context is the mass media and, in particular, the print and broadcast news » (Molotch 1977, 71). Les médias permettent de communiquer avec les personnes intéressées par le mouvement, de recruter des membres potentiels, mais aussi de neutraliser ou de freiner les opposants (Molotch 1977, 71). Meyer et Staggenborg (1996, 1642) laissent aussi entendre que les médias ont tendance à contrebalancer les différentes parties et les journalistes

cherchent des intérêts opposés aux revendications du mouvement initial. Nous avons vu que le mouvement des femmes a peu de couverture médiatique et lorsqu'il en a une, elle est généralement négative. Il semble que le masculinisme réussit mieux à diffuser ses idées et que ses revendications trouvent un écho favorable dans les médias, contrairement au mouvement des femmes. Cette situation affecte le mouvement des femmes en réduisant l'intérêt des femmes et surtout des jeunes femmes, et par conséquent le recrutement de nouvelles militantes. En effet, la diffusion de l'argumentaire antiféministe et de stéréotypes à l'endroit des féministes et du mouvement des femmes a un impact sur le soutien envers la cause féministe. Par exemple, en raison des images négatives véhiculées dans les médias, Debra Baker Beck (1998, 143) constate un rejet du féminisme par les femmes et elle parle même d'un rejet de masse de la part des jeunes femmes. Selon l'approche des contre-mouvements, cette situation réduit considérablement le rapport de force entre le mouvement des femmes et le masculinisme, mais aussi sa capacité d'influence auprès de l'opinion publique et du gouvernement.

Ainsi, trois facteurs, soit la mise en place d'un agenda politique néolibéral, la transnationalisation du mouvement des femmes et les dynamiques internes, ont influencé les transformations du mouvement pendant une certaine période, soit à partir des années 1980 jusqu'aux années 2000. Notre mémoire confirme également que l'antiféminisme a participé à ces transformations, mais de façon plus marquée durant les années 2000, en grande partie parce que la couverture médiatique du mouvement des femmes est peu favorable au renforcement du mouvement, alors que la diffusion des idées masculinistes (et du contre-mouvement) a augmenté substantiellement dans les dernières années.

Conclusion

Ce dernier chapitre nous a permis de vérifier si les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme pouvaient s'expliquer avec l'approche des contre-mouvements. Meyer et Staggenborg (1996) ont énoncé trois conditions qui favorisent l'émergence d'un mouvement social. Dans le cas du masculinisme, deux de ces trois conditions ont effectivement participé à son émergence, soit le succès du mouvement initial et la menace des intérêts d'une partie de la population. Ensuite, nous avons observé que le masculinisme possède les caractéristiques d'un

contre-mouvement telles que formulées par cette approche théorique. Dans un deuxième temps, nous avons analysé les interactions entre les deux mouvements afin de montrer que ceux-ci sont en opposition et qu'ils s'influencent. Plus précisément, nous avons vu que le mouvement des femmes s'est retrouvé dans une position défensive dans les années 2000 à la suite de la montée de l'antiféminisme et qu'il a modifié ses actions, ses analyses et ses discours afin de discréditer, confronter et neutraliser ce contre-mouvement. Dans la troisième partie, nous avons fait un retour sur les causes des transformations du mouvement des femmes que nous avons abordées dans le chapitre 1. Selon nos résultats, le néolibéralisme, la mondialisation et les transformations internes expliquent surtout les transformations du mouvement des femmes de 1980 à 2000, alors que l'antiféminisme explique principalement les transformations durant les années 2000. En ce qui concerne les médias, nous croyons qu'ils ont une influence sur le mouvement des femmes durant toute la période étudiée, mais qu'ils jouent un rôle particulièrement important dans la diffusion de l'argumentaire masculiniste.

CONCLUSION

Depuis les années 1980 et 1990, le mouvement des femmes a connu plusieurs transformations, que ce soit de ses revendications, de ses pratiques ou de ses analyses, mais il a su rester un acteur social important au Québec. De nombreux facteurs expliquent en partie ces transformations, notamment la montée du néolibéralisme, la mondialisation, les médias et les transformations internes au sein du mouvement.

Un autre facteur a toutefois changé considérablement le contexte politique dans lequel le mouvement des femmes évolue. En effet, depuis les années 1980, nous observons un ressac antiféministe en Amérique du Nord et en Occident. Malgré une longue tradition antiféministe, la littérature montre que l'antiféminisme contemporain a émergé dans les années 1980 et qu'il prend différentes formes. Alors que l'antiféminisme aux États-Unis et au Canada hors Québec peut être qualifié de religieux et défend des valeurs familiales traditionnelles, au Québec, nous retrouvons un antiféminisme ayant une forme masculiniste. Comme le souligne Diane Lamoureux (2008a, 71), le masculinisme s'appuie sur l'antiféminisme ordinaire « pour radicaliser et faire des femmes – et singulièrement des féministes – les cibles et les boucs émissaires de son action politique ». Selon la littérature, le discours masculiniste est largement véhiculé dans les médias de masse et produit un discours alarmiste sur la situation des hommes. Ce discours prétend que les femmes et les féministes dominent dorénavant dans la société et que le féminisme a déstructuré les identités masculines et féminines. Par conséquent, les hommes n'auraient plus de rôles importants à jouer dans la société et dans la famille, et n'auraient plus de modèles identitaires et moraux auxquels s'identifier. Même si l'émergence de l'antiféminisme contemporain remonte aux années 1980, un événement particulier au Québec aurait joué un rôle crucial pour plusieurs auteurs dans la montée du masculinisme. La tragédie de Polytechnique aurait donné « la force des armes de poing à l'antiféminisme » (Dumont 2005, 63) et « agira, au final, comme catalyseur de la mouvance masculiniste qui se constituera en véritable mouvement social dans les années 1990 » (Blais et Dupuis-Déri 2008, 24). La plus grande présence des discours antiféministes à partir de la tuerie de Polytechnique aurait, selon Diane Lamoureux (2008b, 16) placé le mouvement féministe dans une posture défensive et Nicole Bélanger (1997, 43) note qu'elle « concrétisa dans les faits une certaine perte de légitimité de la revendication féministe ».

Ainsi, comme l'objectif de ce mémoire est de comprendre les transformations du mouvement des femmes, il est pertinent de s'intéresser plus particulièrement à l'impact du masculinisme sur celui-ci. Nous cherchions à comprendre comment les discours antiféministes dans les médias ont participé et participent aux transformations du mouvement des femmes au Québec. Nous voulions analyser les interactions entre le mouvement des femmes et le masculinisme à l'aide de l'approche des contre-mouvements. Pour y parvenir, nous avons analysé le discours masculiniste dans *La Presse* et dans *Le Soleil* de 1985 à 2009 dans le chapitre 2. Dans le troisième chapitre, nous avons étudié les publications de la Fédération des femmes du Québec durant la même période afin de voir si l'organisation a réagi à cette montée du masculinisme et son discours dans les médias.

Nos données ne nous permettent pas de confirmer que la tragédie de Polytechnique est réellement l'élément qui a agi comme fenêtre d'opportunité à la diffusion d'un discours antiféministe dans les médias. En effet, des articles concernant des thématiques masculinistes ont été publiés dans *La Presse* l'année précédant cet événement. De plus, très peu d'articles contenant un discours masculiniste ont été publiés après Polytechnique et ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990 que nous observons une augmentation significative. Nos résultats montrent aussi que c'est véritablement dans les années 2000 que ce discours a été le plus véhiculé dans les médias. Ces données confirment ce que Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (2008, 27) ont affirmé, c'est-à-dire que « le mouvement masculiniste est particulièrement actif et dynamique surtout le début des années 2000 ». Nous observons aussi une baisse du nombre d'articles portant sur une thématique masculiniste en 2007, suivie d'une légère remontée dans les années 2008 et 2009. Il est difficile de dire la cause exacte de cette baisse de la présence du discours masculiniste dans les médias, mais nous pouvons proposer quelques hypothèses. Tout d'abord, les années 2005 et 2006 ont fortement été marquées par les actions, souvent spectaculaires, de membres de Fathers-4-Justice. Nous croyons que cela explique la forte hausse du nombre d'articles durant ces années, particulièrement dans *La Presse*, car ces actions touchaient directement la région de Montréal. La baisse des articles s'explique possiblement par la diminution de ces actions les années suivantes. Une autre hypothèse est que le mouvement des femmes a commencé à réagir à la montée de l'antiféminisme à partir de 2003 et a posé des actions plus concrètes afin de contrer le masculinisme à partir de 2006. Il est possible que ces

nouvelles stratégies et actions aient eu un impact sur la diffusion de l'antiféminisme dans les médias.

C'est dans le quatrième chapitre de ce mémoire que nous avons répondu à notre question de recherche, c'est-à-dire comment l'antiféminisme a-t-il influencé et influence-t-il les transformations du mouvement des femmes? L'approche des contre-mouvements laisse supposer que l'émergence d'un contre-mouvement a des conséquences sur le mouvement initial et que les interactions entre les deux influencent les valeurs, les objectifs, les stratégies et les actions de chacun (Sommier 2009, 157). Nous voulions tout d'abord vérifier si le mouvement masculiniste a effectivement participé à la transformation du mouvement des femmes. Nos données montrent que dans les années 2000, la Fédération des femmes du Québec a commencé à réagir à la montée de l'antiféminisme et qu'elle a modifié ses actions, ses stratégies et ses analyses afin de tenter de neutraliser, confronter et discréditer la mouvance masculiniste. Cela confirme qu'à la suite de la montée de l'antiféminisme, et plus particulièrement depuis les années 2000, le mouvement des femmes est dans une position défensive. Toutefois, il semble clair à la lumière de nos résultats que la montée de l'antiféminisme n'explique pas toutes les transformations que le mouvement des femmes a connues durant les dernières décennies. Dans le quatrième chapitre, nous avons montré que la mondialisation, le néolibéralisme et les transformations internes du mouvement sont les facteurs qui expliquent également les transformations principales durant les années 1980 et 1990.

Même si ce mémoire est parvenu à répondre à l'objectif fixé, c'est-à-dire comprendre comment le discours masculiniste dans les médias a influencé le mouvement des femmes, il y a des limites à notre recherche. Premièrement, nous avons dû nous limiter à deux périodiques pour l'analyse du discours masculiniste dans les médias. Il aurait été intéressant d'avoir un plus grand nombre de périodiques afin d'avoir une plus grande diversité et d'analyser les médias télévisés et radiophoniques. Toutefois, il est impossible d'analyser autant de médias dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, ce qui explique les choix que nous avons faits. La deuxième limite de cette recherche est que notre étude des réactions du mouvement des femmes à la montée du masculinisme s'est faite seulement avec des publications de la Fédération des femmes du Québec. Le mouvement des femmes est diversifié et il aurait été intéressant de prendre en

considération plusieurs groupes afin de voir les différentes stratégies et actions adoptées face au contre-mouvement. La FFQ représente le courant féministe dominant au Québec et notre recherche n'a pas analysé le courant en marge de cet organisme, notamment des groupes de jeunes féministes. Nous avons choisi de retenir seulement la FFQ parce que cet organisme existe depuis 1966 et que nous pouvions avoir accès à ses publications pour la période étudiée, soit de 1985 à 2009. Il aurait été difficile de trouver autant de publications d'autres groupes du mouvement des femmes couvrant toute la période. De plus, il était avantageux de choisir la FFQ, car cet organisme représente plusieurs groupes et joue un rôle de concertation et de mobilisation au sein du mouvement des femmes québécois. Une autre limite de notre recherche est que nous avons analysé seulement deux types de publications de la FFQ et certains étaient manquants, même si nous avons réussi à avoir de la documentation pendant toutes les années de 1985 à 2009. Comme nous nous sommes limitées à une étude des rapports d'activités et du *Féminisme en bref*, nous n'avons pas fait d'analyse de terrain et d'entrevues avec les militantes et les leaders du mouvement. Il aurait été intéressant de mener des entrevues afin d'avoir les réactions des militantes et des leaders par rapport à la montée de l'antiféminisme et aux stratégies à adopter face à ce phénomène.

La principale contribution de ce mémoire est de fournir des données empiriques sur le discours masculiniste dans les médias québécois. En effet, la majorité des études sur le masculinisme et, de façon plus générale sur l'antiféminisme au Québec, proposaient une analyse de son émergence, de l'importance des médias dans la diffusion de son discours, de ses stratégies et de ses conséquences sur le mouvement des femmes. Toutefois, ces analyses ne se basaient pas sur une recherche empirique et il était difficile de mesurer l'ampleur de la présence de ce discours dans les médias de même que son influence sur le mouvement des femmes. Notre recherche a permis de démontrer empiriquement la présence de thématiques masculinistes dans les médias et d'une augmentation de ce discours à partir des années 1990 pour atteindre une présence importante dans les années 2000. Notre analyse des publications de la FFQ nous a permis de montrer que la montée de l'antiféminisme au Québec a véritablement eu une influence sur le mouvement des femmes. Une autre contribution de ce mémoire est qu'il constitue une étude de cas utilisant l'approche des contre-mouvements de la théorie sur la mobilisation des ressources. Peu de chercheurs se sont intéressés aux interactions entre un mouvement social et un contre-

mouvement et peu d'études de cas ont vérifié la validité de cette théorie. Nous avons montré que dans l'ensemble, l'approche des contre-mouvements nous a permis d'expliquer l'émergence de l'antiféminisme contemporain, mais plus particulièrement les interactions entre le mouvement initial et le contre-mouvement.

Comme le soulignent Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (2008, 252), « [p]lusieurs considèrent qu'il s'agit là d'un phénomène marginal, porté par quelques individus plus ou moins sains d'esprit, qui ont recours à l'activisme politique pour métaboliser leur crise personnelle et leur dérive psychologique ». Il est vrai que le mouvement masculiniste n'est pas composé de plusieurs groupes et d'un nombre élevé de militants. Pour plusieurs, cela semble être suffisant pour ne pas accorder beaucoup d'importance à cette forme d'antiféminisme et pour minimiser ses conséquences dans la société et sur le mouvement des femmes. Nous croyons cependant qu'il est essentiel d'étudier cette montée de l'antiféminisme et d'y réagir. Nous avons démontré dans ce mémoire que les médias participent à la diffusion des idées masculinistes qui tentent de discréditer le mouvement des femmes et d'insister sur le malaise vécu par les hommes. Cela a pour conséquence de répandre l'idée que l'égalité entre les femmes et les hommes est déjà atteinte ou pire, que le mouvement féministe serait allé trop loin. Pour ces raisons, le mouvement des femmes se trouve dorénavant dans une position défensive et doit essayer de neutraliser et discréditer le mouvement masculiniste. Dans un contexte politique et économique défavorable aux femmes et au mouvement des femmes, il est donc essentiel de produire un contre-discours qui montre que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas encore atteinte et que des inégalités importantes touchent encore les femmes. Nous croyons qu'une modification des stratégies et des actions de la FFQ dans ce contexte était nécessaire et qu'elle doit continuer à surveiller les actions et les discours des masculinistes afin d'y réagir.

Aussi, plusieurs études confirment qu'une partie importante des femmes et particulièrement les jeunes femmes refusent de se dire féministes, même si elles sont conscientes des inégalités qui persistent toujours et qu'elles sont favorables aux valeurs féministes. Il semble que l'image négative du mouvement des femmes et des féministes dans les médias, ainsi que la diffusion du discours antiféministe, contribue à ce rejet du féminisme et de ses actions. Il serait intéressant d'étudier plus concrètement comment la diffusion du discours antiféministe dans les médias

contribue au rejet du féminisme, à l'acceptation des idées de l'égalité déjà atteinte et de la « domination » des femmes dans la société. Il serait aussi pertinent d'étudier la diffusion du discours antiféministe dans d'autres médias, que ce soit dans les revues ou d'autres journaux, à la télévision et à la radio afin de vérifier s'il est présent de façon générale dans tous les médias de masse ou s'il y a des différences notables. Malgré un nombre grandissant de recherches sur l'antiféminisme et sur sa forme masculiniste au Québec, il reste encore du chemin à faire afin de mieux comprendre ses conséquences sur la société et sur le mouvement des femmes. Nous croyons que les recherches sur la question doivent continuer pour permettre une meilleure compréhension de la situation actuelle et l'élaboration de meilleures stratégies afin de contrer ce discours et ces pratiques qui nuisent à l'atteinte d'une réelle égalité entre les hommes et les femmes.

BIBLIOGRAPHIE

- Aronson, Pamela. 2003. « Feminists or “ Postfeminists” »?: Young Women’s Attitudes toward Feminism and Gender Relations ». *Gender and Society* 17 (no 6), 903-922.
- Baker Beck, Debra. 1998. « The “F” Word : How the Media Frame Feminism ». *NWSA Journal* 10 (no 1), 139-153.
- Ballivy, Violaine. « L’égalité entre les sexes loin d’être acquises, rappellent les féministes ». *La Presse* (Montréal), 16 novembre, A6.
- Bard, Christine. 1999. *Un siècle d’antiféminisme*. Paris : Fayard.
- Beauchamp, Colette. 1987. *Le silence des médias : Les femmes, les hommes et l’information*. Montréal : Les Éditions du Remue-ménage.
- Bélanger, Nicole. 1997. *Féminisme et antiféminisme : de la reconnaissance par les institutions à l’émergence d’un nouveau discours basé sur les « exagérations » du féminisme*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université Laval.
- Berger, François. 2002. « Les hommes aussi se plaignent de violence conjugale ». *La Presse* (Montréal), 8 juillet : A1.
- Blais, Mélissa, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé. 2007. « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l’histoire et l’actualité du féminisme radical ». *Recherches féministes* 20 (no 2), 141-162.
- Blais, Mélissa et Francis Dupuis-Déri, dir. 2008. *Le mouvement masculiniste au Québec. L’antiféminisme démasqué*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Blais, Mélissa. 2009. « J’hais les féministes! ». *Le 6 décembre 1989 et ses suites*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Boisvert, Yves. 2004. « La condition masculine ». *La Presse* (Montréal), 14 avril : A5.
- Bouchard, Alain. 1994. « Premier colloque sur la condition masculine – Éviter le John Wayne qui a peur du cheval ». *Le Soleil* (Québec), 30 avril : A19.
- Bouchard, Alain. 2000a. « Le suicide masculin : Comment un bourreau peut-il avoir mal? ». *Le Soleil* (Québec), 18 février : A5.
- Bouchard, Alain. 2000b. « Crise conjugale – L’homme doit partir... mais c’est la femme qui a les refuges ». *Le Soleil* (Québec), 13 décembre : A4.
- Bouchard, Alain. 2002. « Le mal d’être mâle ». *Le Soleil* (Québec), 27 avril : D3.

- Bourret, Gisèle et Françoise David. 1999. « Des affirmations gratuites sur le féminisme ». *La Presse* (Montréal), 1 novembre, B3.
- Breton, Brigitte. 2004. « Atteindre l'égalité ». *La Presse* (Montréal), 8 mars, A16.
- Centre d'études sur les médias. 2009. *La presse quotidienne*. En ligne. www.cem.ulaval.ca/pdf/pressequotidienne.pdf (page consultée le 8 décembre 2010).
- Conseil du statut de la femme. 2003. *Étude de perception par rapport au mouvement féministe*. En ligne. <http://www.csf.gouv.qc.ca/telechargement/publications/SondagePerceptionFeminisme.pdf> (page consultée le 28 avril 2009).
- Côté, Charles. 1999. « Passons aux garçons... ». *La Presse* (Montréal), 16 octobre, B3.
- Coutu, Yves. 1999. « Attribution de la garde des enfants du divorce : pour que justice soit faite ». *Le Soleil* (Québec), 20 mai : B8.
- Crowley, Jocelyne Elise. 2009. « Fathers' Rights Groups, Domestic Violence and Political Countermobilization ». *Social Forces* 88 (no 2), 723-756.
- Descarries, Francine. 1998a. « Le féminisme québécois contemporain : entre les pratiques et les discours ». Dans Yolande Cohen et Françoise Thébaud, dir., *Féminismes et identités nationales*. Lyon : Les chemins de la recherche, Programme Rhône-Alpes, 237-253.
- Descarries, Francine. 1998b. « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours du sens ». *Cahiers de recherche sociologique* 30, 179-209.
- Descarries, Francine. 2005a. « L'antiféminisme « ordinaire » ». *Recherches féministes* 18 (no 2), 137-151.
- Descarries, Francine. 2005b. « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux ». *Cités* 3 (no 23), 143-154.
- de Sève, Micheline et Chantal Maillé. 2004. « Un mouvement des femmes en voie de mondialisation? Quelques réflexions sur les stratégies transnationales de mobilisation des groupes de femmes au Québec ». Dans Micheline Labelle et François Richer, dir., *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 107-155.
- Dobrowolsky, Alexandra et Jane Jenson. 2004. « Shifting Representations of Citizenship : Canadian Politics of "Women" and "Children" ». *Social Politics* 11 (no 2), 154-180.

- Dufour, Pascale. 2008. « Des femmes en marche : vers un féminisme transnational? ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux éditeur, 57-70.
- Dufour, Pascale. 2010. « Mouvements de femmes et pratiques différenciées de transnationalisation des solidarités ». Dans Bérengère Marques-Pereira, Petra Meier et David Paternotte, dir., *Au-delà et en deçà de l'État : le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*. Louvain-La-Neuve : Academia-Bruylant : 93-106.
- Dumont, Micheline et Louise Toupin. 2004. *La pensée féministe au Québec*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Dumont, Micheline. 2005. « Réfléchir sur le féminisme du troisième millénaire ». Dans Maria Nengeh Mensha, dir. *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage, 59-73.
- Dumont, Micheline. 2008. *Le féminisme québécois raconté à Camille*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Dupuis-Déri, Francis. 2004. « Féminisme au masculin et contre-attaque « masculiniste » au Québec ». *Mouvements* 1 (no 31), 70-74.
- Dupuis-Déri, Francis. 2005. « Féminisme et réaction masculiniste au Québec ». Dans Maria Nengeh Mensah, *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage, 157-173.
- Dupuis-Déri, Francis, dir. 2008. *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux éditeur.
- Dupuy, Georges. 2000. « Coupable d'être un homme... ». *Le Soleil* (Québec), 24 octobre : B17.
- El Yamani, Myriame. 1998. *Médias et féminismes. Minoritaires sans paroles*. Montréal : L'Harmattan.
- Everitt, Joanna. 1998. « Public Opinion and Social Movements: The Women's Movement and the Gender Gap in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 4 (décembre), 743-765.
- Faludi, Susan. 1993. *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, trad. de l'Américain par Lise Eliane Pomier et coll., Paris : Des femmes.
- Fédération des femmes du Québec. 1991. *Rapport annuel 1990-1991*, 5 mai 1991.
- Fédération des femmes du Québec. 1992. « Contexte ». *Le Féminisme en bref* 2 (no 5), 1-4.
- Fédération des femmes du Québec. 1997. *Rapport d'activités 1996-1997*, 25 mai 1997.

- Fédération des femmes du Québec. 2001. *Rapport d'activités 2000-2001*, 1 juin 2001.
- Fédération des femmes du Québec. 2003a. *Rapport d'activités 2002-2003*, 1 juin 2003.
- Fédération des femmes du Québec. 2003b. « Plateforme féministe ». *Le Féminisme en bref* 13 (no 1), 1-52.
- Fédération des femmes du Québec. 2004. *Rapport d'activités 2003-2004*, 2004.
- Fédération des femmes du Québec. 2005. *Rapport d'activités 2004-2005*, 2005.
- Fédération des femmes du Québec. 2006a. *Rapport d'activités 2005-2006*, 16 septembre 2006.
- Fédération des femmes du Québec. 2006b. « Paroles féministes, controns le ressac! Réponses au discours antiféministe ». *Le Féminisme en bref* 16 (no 1), 1-28.
- Fédération des femmes du Québec. 2007. *Rapport d'activités 2006-2007*, 30 septembre 2007.
- Fédération des femmes du Québec. 2008a. *Rapport d'activités 2007-2008*, 21 septembre 2008.
- Fédération des femmes du Québec. 2008b. « Retour sur le rassemblement pancanadien des jeunes féministes Toujours RebELLES! ». *Le Féminisme en bref* 18 (no 2), 1-6.
- Fédération des femmes du Québec. 2009. *Rapport d'activités 2008-2009*, 26 septembre 2009.
- Fédération des femmes du Québec. 2010. *Rapport d'activités 2009-2010*, 2010.
- Fleury, Élisabeth. 2003. « Des hommes qui se disent mal traités ». *Le Soleil* (Québec), 2 mars : A4.
- Foglia, Pierre. 1999. « À irresponsabilité partagée ». *La Presse* (Montréal), 11 décembre : A5.
- Fontaine, Mario. 1989. « [La tuerie à Polytechnique] : c'est le moment ou jamais pour les Québécoise de procéder à un sérieux examen de conscience ». *La Presse* (Montréal), 9 décembre : B1.
- Fridkin Kahn, Kim et Edie N. Goldenberg. 1991. « The Media : Obstacle or Ally of Feminists? ». *American Academy of Political and Social Science* 515 (Mai), 104-113.
- Gagnon, Lysianne. 1996. « Le temps des victimes ». *La Presse* (Montréal), 7 mars : B3.
- Gagnon, Lysianne. 1999. « La misère scolaire des garçons ». *La Presse* (Montréal), 16 octobre : B3.
- Gale, Richard P. 1986. « Social Movements and the State : The Environmental Movement, Countermovement, and Government Agencies », *Sociological Perspectives* 29 (no 2), 202-240.

- Gauthier, Gérald. 2000. « La violence n'a pas de sexe ». *La Presse* (Montréal), 17 juillet, B2.
- Gervais, Raymond. 1999. « Les garçons ont plus de difficultés d'adaptation et d'apprentissage ». *La Presse* (Montréal), 25 octobre : A6.
- Giraud, Isabelle et Pascale Dufour. 2010. *Dix ans de solidarité planétaire : perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*. Montréal : Les Éditions du Remue-ménage.
- Gruda, Agnès. 2002. « L'école québécoise a lâché les garçons ». *La Presse* (Montréal), 4 octobre : A3.
- Henneron, Liane. 2005. « Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain ». *L'Homme et la société* 158 (2005), 93-111.
- Hirschman, Albert O. 1991. *The Rhetoric of Reaction : Perversity, Futility, Jeopardy*. Cambridge : The Belknap Press of Harvard University Press.
- Houle, Marie-Claude. « Enquête inutile ». *La Presse* (Montréal), 24 mars, B2.
- Jeffrey, Jean-René. 1999. « Violence conjugale : les femmes ne sont pas les seules victimes ». *La Presse* (Montréal), 15 février : B3.
- Jenson, Jane et Susan D. Phillips. 1996. « Regime Shift : New Citizenship Practices in Canada ». *International Journal of Canadian Studies* 14 (fall), 111-135.
- Kruzynski, Anna. 2004. « De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois ». *Recherches féministes* 17 (no 2), 227-262.
- La Presse. 1997. « Des pères éplorés manifestent ». *La Presse* (Montréal), 17 mai : A8.
- Lamoureux, Diane. 1992. « Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe ». Dans Gérard Daigle et Guy Rocher, dir., *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 693-711.
- Lamoureux, Diane. 1994. « Vivons-nous dans un monde postféministe? ». *Philosophiques* 21 (no 2), 321-332.
- Lamoureux, Diane. 2004. « Le féminisme et l'altermondialisation ». *Recherches féministes* 17 (no 2), 171-194.
- Lamoureux, Diane. 2006. « Les nouveaux visages de l'antiféminisme en Amérique du Nord ». Dans Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn, dir., *L'autonomie des femmes en question : antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*. Paris : L'Harmattan, 31-50.

- Lamoureux, Diane. 2008a. « Un terreau antiféministe ». Dans Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, dir., *Le mouvement masculiniste au Québec – L'antiféminisme démasqué*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage, 55-72.
- Lamoureux, Diane. 2008 b. « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois? ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux éditeur, 11-34.
- Lamoureux, Diane. 2010. « Un état capitaliste, certes, mais également sexiste et raciste ». *Nouveaux Cahiers du socialisme* 4 (automne), 23-36.
- Langlois, Simon. 2004. « La colère des jeunes hommes de Québec ». *Le Soleil* (Québec), 24 juillet : D5.
- Lemieux, Diane. 1997. « Des propos hargneux ». *La Presse* (Montréal), 16 août, B3.
- Maillé, Chantal. 2002. « Migrations : femmes, mouvement et « refondation » du féminisme ». *Recherches féministes* 15 (no 2), 1-8.
- Maillé, Chantal. 2007. « Réception de la théorie postcoloniale dans le féminisme québécois ». *Recherches féministes* 20 (no 2), 91-111.
- Marsolais, Michel. 1988. « Sciences, trucs et rock & roll ». *La Presse* (Montréal), 20 novembre : C11.
- McCarthy, John D. et Mayer N. Zald. 1986. « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory ». Dans Mayer N. Zald et John D. McCarty, dir., *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick : Transaction Books, 15-42.
- McKeen, Wendy. 2001a. « Shifting Policy and Politics of Federal Child Benefits in Canada », *Social Politics* 8 (no 2), 186-190.
- McKeen, Wendy. 2001 b. « Writing Women Out : Poverty Discourse and Feminist Agency in the 1990s », *Canadian Review of Social Policy* 48 (fall), 19-33.
- Ménard, Serge. 1997. « Le père divorcé fait-il toujours partie de la famille? ». *La Presse* (Montréal), 14 juin : B3.
- Meyer, David S. et Suzanne Staggenborg. 1996. « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity ». *The American Journal of Sociology* 101 (no 6), 1628-1660.
- Molotch, Harvey. 1977. « Media and Movements ». Dans Zald, Mayer N. et John D. McCarthy, dir. *The Dynamics of Social Movements*. Cambridge : Winthrop Publishers : 71-93.

- Mottl, Tahi L. 1980. « The Analysis of Countermovements ». *Social Problems* 27 (no 5), 620-635.
- Nengeh Mensha, Maria. 2005. *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage.
- Oprea, Denisa-Adriana. 2008. « Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne ». *Recherches féministes* 21 (no 2), 5-28.
- Osmani, Farida. 2002. « L'égalité pour toutes? L'engagement féministe et les droits des immigrantes au Québec ». *Recherches féministes* 15 (no 2), 141-151.
- Ouimet, Michèle. 1994. « L'école, c'est l'affaire des filles ». *La Presse* (Montréal), 8 mars : A5.
- Pageau, Yves. 2003. « Le crime au féminin – La criminalité n'a pas vraiment de sexe ». *La Presse* (Montréal), 12 novembre : A23.
- Pagé, Geneviève. 2005. « Variations sur une vague ». Dans Nengeh Mensha, Maria, dir., *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage : 42-48.
- Peckham, Michael. 1998. « New Dimensions of Social Movement / Countermovement Interaction : The Case of Scientology and Its Internet Critics ». *The Canadian Journal of Sociology* 23 (no 4), 317-347.
- Poissant, Céline. 2003a. « La parole des hommes ». *Le Soleil* (Québec), 29 mai : B5.
- Poissant, Céline. 2003b. « Les gars d'un bord, les filles de l'autre (2) – Deux hémisphères complémentaires ». *Le Soleil* (Québec), 3 septembre : B3.
- Presse Canadienne. 2001. « L'homme blanc hétérosexuel devient la nouvelle cible des publicitaires ». *La Presse* (Montréal), 9 avril : E8.
- Presse Canadienne. 2003. « Dur, dur d'être un homme... ». *La Presse* (Montréal), 16 juin : B3.
- Presse Canadienne. 2003. « La Fédération des femmes songe à se radicaliser ». *La Presse* (Montréal), 8 novembre, A26.
- Québec. Ministère de la Santé et des Services sociaux. 2004a. *Les hommes: s'ouvrir à leurs réalités et répondre à leurs besoins. Rapport du comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes*. Québec: Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- Québec. Ministère de l'Éducation. 2004b. *La Réussite scolaire des garçons, des constats à mettre en perspective*. Québec: Ministère de l'Éducation.

- Revillard, Anne. 2008. « Quelle politique pour les femmes? Une comparaison France-Québec », *Revue internationale de politique comparée* 15 (no 4), 687-704.
- Rhode, Deborah L. 1995. « Media Images, Feminist Issues ». *Signs* 20 (no 3), 685-710.
- Rohlinger, Deana A. 2002. « Framing the Abortion Debate : Organizational Resources, Media Strategies, and Movement-Countermovement Dynamics », *The Sociological Quarterly* 43 (no 4), 479-507.
- Roy, Robin E., Kristin S. Weibust et Carol T. Miller. 2007. « Effects of Stereotypes about Feminists on Feminist Self-identification ». *Psychology of Women Quarterly* 31 (2007), 146-156.
- Toupin, Micheline. 2005. « Voir les nouvelles figures du féminisme et entendre leurs voix ». Dans Maria Nengeh Mensha, dir., *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Montréal : Les Éditions du Remue-Ménage, 74-87.
- Saint-Hilaire, Mélanie. 2001. « La violence du sexe faible », *Le Soleil* (Québec), 2 juin : A4.
- Sommier, Isabelle. 2009. « Contre-mouvement ». Dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu, dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de SciencePo : 554-559.
- Trat, Josette, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn. 2006. *L'autonomie des femmes en question : antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*. Paris : L'harmattan.
- Tremblay, Régis. « Christiane Olivier : Au malheur des ogres – L'homme a perdu la deuxième guerre des sexes ». *Le Soleil* (Québec), 10 avril : D2.
- Vastel, Michel. 1993. « La violence d'un certain discours féministe ». *Le Soleil* (Québec), 30 juillet : A10.
- Voisard, Anne-Marie. 2000. « Semaine de prévention : Plus de suicides chez les hommes ». *Le Soleil* (Québec), 17 février, C1.
- Watkins, S. Craig et Rana A. Emerson. 2000. « Feminist Media Criticism and Feminist Media Practices ». *American Academy of Political and Social Science* 571 (Septembre), 151-166.
- Zald, Mayer N. et Bert Usem. 1986. « Movement and Countermovement Interaction : Mobilization, Tactics, and State Involvement ». Dans Mayer N. Zald et John D. McCarty, dir., *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick : Transaction Books, 247-271.

ANNEXE 1

Thématiques et mots-clés pour la collecte de données dans les journaux

- 1) Condition et identité masculine
 - condition masculine
 - identité masculine
 - condition des hommes
 - identité des hommes
 - modèles masculins
 - modèles des hommes
 - désarroi des hommes
 - « comment ça va les hommes? »
 - Réseau Hommes Québec
 - Autonomie

- 2) Droits des pères et garde des enfants
 - droits des pères
 - pères divorcés
 - Fathers for justice / Fathers 4 justice / Fathers4Justice / F4J
 - L'Après-Rupture

- 3) Suicide des hommes
 - suicide chez les hommes
 - suicide des hommes
 - suicide chez les garçons
 - suicide des garçons
 - suicide masculin

- 4) Réussite scolaire des garçons
 - réussite scolaire + garçons
 - réussite scolaire + hommes
 - décrochage scolaire + garçons
 - décrochage scolaire + hommes
 - décrochage masculin

- 5) Violence conjugale
 - violence envers les hommes
 - symétrie de la violence
 - Yvon Dallaire + violence
 - violence conjugale au féminin
 - violence des femmes
 - violence faite aux hommes
 - hommes battus
 - violence conjugale + mensonges
 - violence + envers les hommes
 - violence + faite aux hommes

- 6) Féminisme qui est allé trop loin
 - matriarcat
 - matriarcal
 - féminisme + dérive
 - féminisme + radical
 - égalité déjà-là
 - anti-hommes
 - intégrisme féministe
 - féminisme + extrémiste
 - misandrie

ANNEXE 2

Grille d'analyse et de codification pour l'analyse des discours antiféministes dans les médias

- 1) Unité d'analyse :
- 2) Identification du journal :
- 3) Date :
- 4) Auteure :
- 5) Orientation du titre :

	Discours antiféministe / masculiniste	Neutre	Féministe / Pro-féministe	Ne s'applique pas
Condition et identité masculine				
Décrochage scolaire des garçons				
Suicide des hommes				
Violence conjugale (symétrie de la violence)				
Féminisme qui est allé trop loin / égalité déjà-là				
Droits des pères / garde des enfants				

- 6) Type d'article :

Type d'article	
Éditorial	
Opinions	
Actualité	
Dossier spécial	
Chronique	
Autre	

Analyse de contenu

7) De quoi parle-t-on ?

Thématique	Oui ou non	Importance dans l'article (sujet principal ou secondaire)
Condition et identité masculine		
Décrochage scolaire des garçons		
Suicide des hommes		
Violence conjugale (symétrie de la violence)		
Féminisme qui est allé trop loin / égalité déjà-là		
Droits des pères / garde des enfants		

8) Orientation du contenu

	Discours antiféministe / masculiniste	Neutre	Féministe / Pro-féministe	Ne s'applique pas
Condition et identité masculine				
Décrochage scolaire des garçons				
Suicide des hommes				
Violence conjugale (symétrie de la violence)				
Féminisme qui est allé trop loin / égalité déjà-là				

9) Quel est l'argumentaire masculiniste ou féministe?

